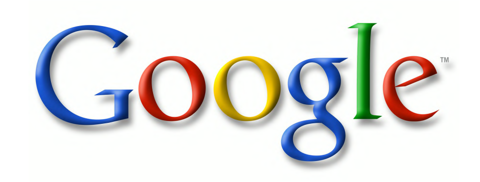
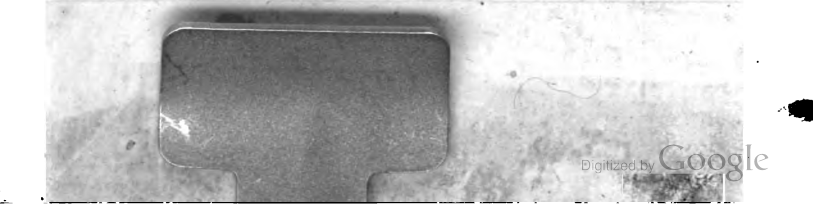




F.-C. de la Harpe



ESQUISSE

DE

LA RÉVOLUTION

DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE.

Sous presse, pour paraître

Chez le même Libraire et chez Delaunay, Libraire au Palais-Royal :

Le Voyage au Brésil et à Fernambuco, par Koster, traduit de l'anglais par M. Jay, 2 vol. in-8., ornés de cartes et figures coloriées.

Le Dictionnaire infernal, *ou* Recherches et anecdotes sur les diables, les esprits, les fantômes, les revenans, les spectres, les loups-garoux, les démoniaques, etc., par Collin de Plancy, 2 forts vol. in-8.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

ESQUISSE

DE

LA RÉVOLUTION

DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE,

OU

Récit de l'origine, des progrès et de l'état actuel de la guerre entre l'Espagne et l'Amérique espagnole, *contenant* les principaux faits et les divers combats, etc., etc.;

PAR UN CITOYEN DE L'AMÉRIQUE MÉRIDIONALE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.



Fata viam invenient. Æn. lib. x.

PARIS,

P. MONGIE L'AINÉ, LIBRAIRE,

BOULEVART POISSONNIÈRE, N°. 18.

1817.

PRÉFACE
DE L'AUTEUR.

Le but de cet ouvrage est de donner un aperçu de l'origine, des progrès et de l'état actuel de l'Amérique espagnole. L'auteur s'est borné, autant que possible, à la simple relation des faits, laissant à ses Lecteurs le soin d'en tirer leur conclusion. Témoin oculaire d'une partie des faits qu'il avance, il a puisé les autres dans des notes officielles; les détails lui ont été donnés par des autorités non récusables; il n'a négligé aucune recherche utile, et s'est procuré les papiers-nouvelles de toutes les parties de l'Amérique, les bulletins des commandans militaires, l'histoire de la révolution du Mexique par le docteur don José Guerra, l'exposé fait au prince régent d'Angleterre par M. Wal-

ton, et le rapport espagnol par D. J. M. Blanco White.

On trouvera peut-être cette narration incomplète, parce qu'on n'y a pas rendu un compte exact des cruautés révoltantes qui souillent cette histoire; mais l'auteur a pensé qu'il en disait assez pour donner une juste idée de l'esprit qui anime les différens partis et pour indiquer les causes et l'objet de la guerre.

NOTE DU TRADUCTEUR.

La brièveté du temps accordé au Traducteur ne lui a pas permis de corriger son travail avec toute la sévérité qu'il eût voulu y mettre, et sans doute les Lecteurs lui reprocheront quelques tournures étrangères, mais il espère que l'intérêt du sujet les dédommagera, et il ose leur répondre de l'exactitude de la traduction.

Pour éviter toute erreur dans les noms propres de villes et de provinces, le Traducteur s'est déterminé à les écrire avec l'orthographe espagnole, tels qu'ils sont dans l'original.

ESQUISSE

ESQUISSE
DES RÉVOLUTIONS
SURVENUES
DANS L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE.

PREMIÈRE PARTIE.

Matières relatives à l'Amérique Espagnole généralement.

CHAPITRE PREMIER.

Division territoriale de l'Amérique espagnole. — De quelle manière elle était gouvernée avant la guerre. — Tentatives de révolution dans le dernier siècle. — Griefs des Américains.

La partie continentale de l'Amérique espagnole, suivant la division politique faite par le gouvernement d'Espagne, comprend les vice-royautés de la nouvelle Espagne ou le Mexique, Santa-Fé de Bogota ou la nouvelle Grenade, le Pérou, Buenos-Ayres ou la province de Rio de la Plata,

et la capitainerie générale de Guatymala, Vénézuela et le Chili. Des chefs nommés par le roi d'Espagne, et indépendans les uns des autres, gouvernaient ces divers territoires avant 1810. Les vice-royautés et les capitaineries étaient subdivisées en intendances et provinces, présidées par des intendans *gobernadores* ou *corregidores*, également nommés par le roi, mais dépendans des vice-rois ou des capitaines généraux. Les provinces étaient en outre divisées en départemens, dans lesquels résidaient les délégués des chefs de la province; des magistrats appelés alcades, nommés par les municipalités *cabildos*, étaient chargés de maintenir le pouvoir civil. Les vice-rois et les capitaines généraux réunissaient les pouvoirs civils et militaires, et quoique généralement cette réunion de pouvoirs fût pareillement accordée aux gouverneurs, ils avaient quelquefois des supérieurs qui, sous le nom de *commandans*, ne s'occupaient que du militaire. Les municipalités approvisionnaient les villes, et faisaient la petite police, dont le but était le bien-être et la sûreté des habitans.

L'administration de la justice était confiée à des magistrats nommés *oidores :* réunis, ils formaient la cour judiciaire nommée *audiencias*. Chaque président résidait dans la ville où se tenait l'*audiencia :* à Mexico, Guadalaxara, Guatymala, Caraccas, Santa-Fé de Bogota, Quito, Lima, Cusco, Chaquisaca, Chili et Buénos-Ayres. Presque toutes les causes étaient d'abord jugées par les gouverneurs, les corrégidors, leurs délégués, ou les alcades, qui prenaient l'avis d'un avocat, *assessor,* à moins qu'ils ne fussent eux-mêmes hommes de loi. Leur sentence devait être confirmée par l'*audiencia ;* et, en cas d'appel, la cause était jugée une seconde fois par cette cour. L'*audiencia* seule prononçait sur quelques cas privilégiés : *los casos de Corte*.

D'après un solennel et spécial traité, fait entre les rois d'Espagne et les conquérans de l'Amérique espagnole, les derniers devaient demeurer seigneurs de ce pays, à la charge par eux de se soumettre à un vasselage féodal sous le nom de *encomenderos*. Mais les premiers colons se conduisi-

rent d'une manière si cruelle avec les naturels du pays, que Charles-Quint et ses successeurs sentirent la nécessité d'abolir graduellement plusieurs de leurs priviléges; et l'*encomiendas* finit par tomber en désuétude dans beaucoup de provinces qui revinrent à la couronne. Quelques petits privilégés furent alors accordés aux colons pour remplacer ceux qu'ils possédaient originairement : on leur donna des titres de marquis, de comtes, etc., etc.

L'Amérique espagnole, à cette époque, était regardée comme un royaume indépendant par lui-même, quoique réuni à l'Espagne, et tous les deux sous le gouvernement d'un roi. Il fut en conséquence résolu que les lois de l'Inde, tous ses titres, son nom, et toute idée de conquête seraient écartés, et que les Indiens seraient déclarés sujets du roi sous tous les rapports, comme les Castillans. L'incorporation de l'Amérique espagnole à la couronne de Castille fut décrétée par Charles-Quint, à Barcelone, le 14 septembre 1519, et confirmée par don Juan, Philipe II et Charles IV; et « Considérant, dit l'em-

pereur Charles V, la fidélité de nos vassaux, les fatigues éprouvées et les dangers courus par ceux qui ont découvert cette contrée et qui s'y sont établis ; voulant qu'ils possèdent avec plus de certitude et de confiance le droit de rester toujours unis à notre royaume, nous engageons notre parole royale, pour nous-même et les rois nos successeurs, que leurs villes et leurs établissemens, sous aucun prétexte quelconque, et en faveur de qui que ce soit, n'en seront jamais aliénés ni séparés en tout ou en partie ; et, dans le cas où nous et nos successeurs feraient quelques dons ou aliénations sur ces lieux, ces dispositions seraient regardées comme nulles et non avenues. » (Leg. 1, tit. 1, lib. 3 ; leg. 7, tit. 1, lib. 4 de la *Récopilacion* de l'Inde.)

Dans le décret royal publié, l'an 1524, pour la nomination d'un conseil suprême aux Indes, le nom de royaume y est expressément donné, et il y est reconnu que les habitans ont un droit naturel d'occuper les places honorables et lucratives. M. le baron de Humboldt, dans son

Essai politique sur la nouvelle Espagne (chap. 12, liv. 5), observe que les rois d'Espagne, en prenant le titre de roi des Indes, ont regardé ces possessions éloignées comme partie intégrante de la monarchie espagnole, ou comme provinces dépendantes de la couronne de Castille, plutôt que comme des colonies, dans le sens attaché à ce mot, depuis le seizième siècle, par les nations commerçantes de l'Europe.

Les énergiques remontrances de *Montesino*, *Cordora*, *las Casas* et plusieurs autres, à la cour d'Espagne, sur les mesures arbitraires des conquérans et des premiers colons, donnèrent lieu à l'établissement du conseil des Indes. Ce conseil, autorisé par le titre 2, lib. 2, de la Recopilacion de l'Inde, à faire des lois, *pragmaticas*, *ordenanzas*, etc., etc., pour les Indiens, comme étant investi de l'autorité suprême sur eux, fut en même temps chargé de veiller à l'exécution des lois établies en faveur des nouveaux sujets. Ces règlemens, si complétement frivoles, qu'ils méritent à peine le nom de lois, forment

la base du code nommé *Recopilacion* des Indes.

Le pouvoir législatif du royaume appartint alors au conseil des Indes et du roi, et le pouvoir exécutif aux vice-rois et aux capitaines généraux. Les vice-rois exerçaient de plus le pouvoir royal, c'est-à-dire qu'ils étaient autorisés par une commission spéciale à user de pleins pouvoirs dans les circonstances extraordinaires et délicates.

Le bon plaisir du roi était exprimé par *cedulas reales* (*Principum placita et rescripta*). Ces actes particuliers, toujours séparés de la législation et fréquemment révoqués, formèrent le premier code législatif de l'Amérique espagnole. Venaient ensuite la *Recopilacion* de l'Inde, celle de Castille et la commune loi, ou *las siete Partidas*; et, lorsqu'elles étaient toutes reconnues insuffisantes, ce qui arrivait souvent, on en référait à l'opinion de quelques praticiens.

Le système des finances était fondé sur les principes suivans. Premièrement, le roi était propriétaire des terres (lib. 4,

tit. 12 de la *Recopilacion*): deuxièmement, les Indiens devaient payer une contribution, une taxe par tête, ou capitation (lib. 6, tit. 12, et lib. 6, tit. 15); et, par la *mita* dans le Pérou, chaque Indien était obligé de travailler 18 mois dans les mines en différens temps, depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 50 : troisièmement, le dixième du produit des terres cultivées était payé sous la dénomination de dîme, pour la protection que le roi accordait à l'église suivant un arrangement fait avec différens papes (voyez tit. de *Diezmos*, dans la *Recopilacion*) : quatrièmement, la taxe indirecte de la douane, l'*alcabala*, obligeait de payer un droit sur presque tous les objets de commerce; et le cinquième (*quinto*) de tout or ou argent extrait des mines, n'appartenant pas au roi, (voyez tit. de l'*alcabala ensayo del oro*, etc., dans la *Recopilacion*). La vente de certains objets était réservée aux officiers du roi, comme le tabac, le sel et les cartes. Le revenu provenant de la poste aux lettres entrait également dans le trésor du roi. Dans plusieurs provinces, on payait le

droit d'avoir un bateau pour traverser la rivière, d'avoir des poules, et de vendre les breuvages appelés *pulche guarapo*, etc. (Voy. *titulo de los Estancos*, dans la *Recopilacion*, instruction pour les intendans, etc.) Des officiers appartenant aux différens départemens de l'administration levaient ces taxes, et en déposaient le produit dans le trésor général, d'où on l'envoyait en Espagne; quelquefois on en disposait suivant les ordres de *las Juntas superiores de hacienda*, assemblées dans les capitales, et qui se composaient de l'*intendante*, qui en était le président; du *regente de l'audiencia*, de deux *contadores majores*, du *fiscal*, appelé *de lo civil*; de l'*official real, senior en ofice*, et d'un *escribano real*.

D'après les plus exacts calculs, on suppose que la partie occidentale de l'Amérique espagnole contient treize millions d'habitans, Indiens, Espagnols, nègres et métis, sans comprendre la nation des Indiens, qui continuent à vivre indépendans sur les bords de la Meta, la côte de la Guagiros, sur les rives de l'Orénoque, du

Rio-Negro, Pampas de Buenos-Ayres, etc., etc. Une partie de la population de l'Amérique espagnole est employée à l'agriculture, particulièrement dans le Vénézuela, Guatymala, Guayagudil, Chili, Carthagène, etc. Quelques provinces, telles que Rio de la Plata et partie de Vénézuela, s'adonnent à l'éducation des bestiaux. Dans le Mexique, le Pérou et la nouvelle Grenade, presque tous les habitans sont employés aux travaux des mines.

Les Indiens et les nègres ont conservé en grande partie leurs coutumes primitives ; les créoles ont reçu les leurs des Espagnols. La religion catholique étant celle de l'Amérique espagnole, le gouvernement de l'église et les dignités ecclésiastiques sont les mêmes que dans la mère-patrie : archevêques, évêques, etc. ; ils étaient nommés par le roi, conformément au privilége que lui avait accordé Jules II, l'an 1508, et qui est appelé *real patronato* (voy. tit. 6, lib. 1, de la *Recopilacion*). L'inquisition fut aussi établie dans le nouveau monde.

Une profonde ignorance, même des arts

les plus nécessaires, régnait dans toute l'étendue de cet immense territoire. Cependant dans les capitales, et notamment à Mexico, Lima et Santa-Fé de Bogota, l'étude de la médecine et de quelques parties de l'histoire naturelle était suivie avec beaucoup de succès. Les créoles s'appliquent avec ardeur à celle de la théologie et de la jurisprudence, parce qu'elles seules procurent de la considération. Ils prennent actuellement les degrés de docteur dans les universités, qui sont au nombre de neuf dans l'Amérique espagnole.

Tout accès dans les établissemens espagnols était interdit, non-seulement aux étrangers, mais les habitans même des différentes provinces n'avaient pas la permission de voyager de l'une dans l'autre (Leg. 8, tit. 18, lib. 4, cedula de 1609; leg. 68 et 69, tit. 45, lib. 9, Recopilacion de l'Inde). Le commerce se faisait exclusivement avec l'Espagne, et était presque entièrement dans les mains des Espagnols. La loi 7, tit. 87, lib. 9 de la Recopilacion, défend *aux habitans de l'Amérique espagnole, sous peine*

de mort, de trafiquer avec des étrangers, sous quelque prétexte que ce soit. Environ vers la fin du dernier siècle, les vice-rois et les capitaines généraux obtinrent quelques licences spéciales pour traiter avec les Antilles, en cas de difficultés insurmontables pour communiquer avec la mère-patrie. En 1797, la cour de Madrid se trouva dans la nécessité de permettre l'ouverture de quelques ports de la terre ferme, pour l'avantage du commerce; car, par suite de la guerre, l'Espagne ne pouvait fournir à ses colonies éloignées les articles d'Europe, devenus, par un long usage, des objets de première nécessité pour les Américains. Par le même motif, Cisneros, vice-roi des provinces de Rio de la Plata, ouvrit en 1809 les ports de Buenos-Ayres, et permit un libre commerce avec les nations alliées de l'Espagne.

La cour de Madrid conserva bien longtemps son pouvoir dans le nouveau continent sans autre secours qu'un petit nombre de troupes espagnoles. Les créoles étaient sincèrement attachés à la mère-patrie, et les Indiens n'auraient jamais

conçu l'idée de secouer le joug. Mais, vers le milieu du dernier siècle, il y eut à Caraccas un plan de conspiration formé par un nommé Léon, natif des îles Canaries; il comptait sur de nombreux partisans et voulait, avec leur aide, détruire la compagnie de *Guipuscoa*, à laquelle on avait accordé le privilége exclusif du commerce avec Vénézuela. Son projet découvert le fit condamner à mort, et l'on éleva une colonne sur l'emplacement de sa maison rasée, pour perpétuer le souvenir de son châtiment.

Une injustice qu'éprouva don J.-G. Tupac-Amara de l'audiencia de Lima, et l'insulte qu'il reçut d'un corrégidor, fit sentir plus vivement aux Indiens leur état d'abjection, le système oppressif du *repartimiento* et le poids des nouvelles taxes. Une insurrection éclata dans le Pérou en 1780. Le *repartimiento* obligeait les Indiens à recevoir les denrées de première nécessité et leurs mules, des corrégidors, aux prix fixés par ceux-ci, et sur le crédit qu'il leur plaisait de donner.

Plusieurs individus se dévouèrent pour

la cause générale, à l'instigation de Tupac-Amara, et propagèrent en peu de temps l'esprit d'indépendance. La résistance s'étendit sur trois cents lieues de territoire, et amena les scènes les plus sanglantes : ce n'était d'abord qu'une légère révolte des Indiens contre l'oppression des corrégidors et des autres agens du gouvernement. La querelle dura trois ans avec des succès variés : Tupac-Amara avait été proclamé inca du Pérou; mais le peu de confiance que sa conduite inspira au peuple, et la difficulté de se procurer des armes et des munitions, découragèrent bientôt les Indiens, qui n'agirent plus qu'avec mollesse, tandis que les attaques combinées des troupes de Buenos-Ayres et de Lima donnaient une supériorité évidente aux Espagnols pour lesquels la plus grande partie du peuple se déclara, malgré son vif désir d'un changement dans l'administration. Tupac-Amara et plusieurs des principaux chef de l'insurrection furent mis à mort d'une manière révoltante.

En 1781, le *regente Pineres* voulut introduire quelques réformes, imposer

quelques taxes nouvelles dans son gouvernement de la nouvelle Grenade. La province de Socorro, une des plus populeuses de cette vice-royauté, se déclara ouvertement contre cette mesure; près de 1700 hommes se rassemblèrent et marchèrent contre Santa-Fé de Bogota, criant *Vive le roi; mort à nos mauvais gouverneurs.*— La capitale se trouvait sans défense, et ils s'avancèrent en triomphe jusqu'à la plaine appelée *Mortuco*, à douze lieues environ de Santa-Fé, où ils rencontrèrent l'archevêque de Gongora, revêtu de ses habits pontificaux, tenant une hostie dans ses mains. A cette rencontre inattendue, les insurgés s'arrêtèrent, pénétrés de crainte et d'étonnement; et l'archevêque, profitant de cet heureux moment, proposa une conférence à leur chef, don Salvador Plata. Il en résulta un accommodement, à la suite duquel le rassemblement se dispersa: les Socorrenos se plaignirent ensuite qu'on n'avait jamais exécuté les articles de la capitulation.

Quelques créoles et quelques Espagnols, imbus des principes politiques qui com-

mencèrent la révolution française, et familiers avec les écrivains qui l'avaient immédiatement précédée, formèrent un plan de révolution à Carracas en 1797 : ils traitèrent avec mépris le gouvernement espagnol, parce que ses flottes avaient reçu plusieurs échecs, et surtout parce qu'ils se fiaient à la protection de l'Angleterre, en raison du plan, bien connu, de M. Pitt de donner l'indépendance à la terre ferme. La conspiration fut découverte au moment d'éclater, et les chefs principaux, don M. Gual et don J.-M. Espana, se sauvèrent dans une île voisine. Don Espana revenu, deux ans après à la Guayra, fut découvert et pendu. A cette époque, sir Thomas Picton fit circuler dans toutes les îles adjacentes la proclamation suivante :

» Une note officielle, datée du 7 avril
» 1797, m'a été transmise, en ma qualité de gouverneur de l'île de la Trinité,
» par le très-honorable Henri Dundas,
» ministre des affaires étrangères de Sa
» Majesté Britannique. Je crois devoir en
» communiquer la teneur à vos Excellences, afin qu'elles puissent profiter des

» ouvertures qu'elle contient ; et, pour
» qu'elles puissent en faire connaître le
» contenu, je la leur transcris littérale-
» ment.

» L'objet que je recommande en ce mo-
» ment le plus particulièrement à votre
» attention, c'est de chercher le moyen
» le plus efficace pour délivrer le peuple
» du continent voisin de l'île de la Tri-
» nité du système oppressif et tyrannique
» qui l'accable, et du monopole établi sur
» le commerce, sous le titre de *Registres*
» *exclusifs*, exigés par le gouvernement ;
» de tirer aussi le plus grand avantage pos-
» sible de la situation locale de l'île, en
» lui ouvrant une libre et directe commu-
» nication avec les autres parties du mon-
» de, sans préjudicier au commerce de
» la nation britannique. Afin de remplir
» cette intention avec une plus grande fa-
» cilité, il serait prudent à Votre Excel-
» lence d'encourager les habitans de la
» Trinité à continuer les communications
» qu'ils avaient avec la terre ferme avant la
» réduction de cette île, leur donnant l'as-
» surance qu'ils y trouveront un *entrepôt*

» ou magasin général de toute espèce de
» denrées. A cette fin, Sa Majesté Britannique a déterminé, dans son conseil, de permettre la franchise des ports de la Trinité pour un commerce direct avec la Grande-Bretagne.

» Relativement à l'espoir que vous avez de relever les esprits des personnes avec lesquelles vous êtes en correspondance, et qui encouragent les habitans à *résister à la tyrannie de leur gouvernement, je n'ai plus rien à vous dire, si ce n'est qu'ils peuvent être certains, tant qu'ils seront dans cette disposition, de recevoir, par vos mains, toute espèce de secours de Sa Majesté Britannique, soit en argent, soit en armes et en munitions; qu'ils peuvent être également certains que les vues de Sa Majesté ne tendent qu'à assurer leur indépendance; qu'elle ne prétend à aucune souveraineté sur leur pays, et qu'elle n'a pas même l'intention de s'opposer aux priviléges du peuple, ni aux réclamations qu'il pourra faire pour*

» *l'exercice de ses droits politiques, ci-*
» *vils ou religieux.*

» Puerto d'Espana, 26 jun 1797.

» Thomas Picton, etc. etc, . »

Pour aider le parti révolutionnaire dans l'Amérique espagnole, le cabinet anglais paya l'expédition de Miranda à Vénézuela en 1806, et envoya celle de Whitelocke à Buenos-Ayres en 1807; mais l'une et l'autre manquèrent.

Les différentes attaques faites par les Anglais et les Français sur les côtes de l'Amérique espagnole obligèrent les Espagnols à augmenter leurs forces militaires, pour secourir l'armée déjà stationnée dans les ports, en cas de nouvelles attaques.

Les commotions civiles, surtout, nécessitèrent un accroissement de forces militaires : il fallut mettre les capitales à même de donner et de recevoir des secours en cas d'insurrection. Mais, quoique les troupes fussent particulièrement concentrées dans les capitales, on en gardait quelques-unes dans les provinces, pour forti-

fier leur fidélité et imposer aux révolutionnaires.

En observant l'attachement des Espagnols à leur pays, le respect que les créoles conservaient pour l'Espagne, le faible caractère des Indiens, et l'état d'insignifiance politique où se trouvaient les autres races, on ne s'étonne pas que, durant trois siècles, ils se soient laissé gouverner par des lois établies dans un pays à plus de deux mille lieues du leur, sans tenter aucun effort pour conquérir leur indépendance. Et lors même que des caractères entreprenans s'efforçaient d'exciter la révolte, la facilité avec laquelle le gouvernement espagnol anéantissait leurs plans s'explique aisément, d'un côté par la vigilance des chefs, par celle de l'inquisition; de l'autre par l'apathie des créoles, suite naturelle de leur éducation.

Je ne prétends pas cependant avancer que les habitans de l'Amérique espagnole fussent satisfaits de la cour de Madrid; au contraire, j'affirme qu'ils en étaient excessivement mécontens, et voici de quoi ils se plaignaient : 1° du pouvoir arbitraire

exercé par les vice-rois et les capitaines généraux, qui éludaient souvent les lois et même les ordres du roi : voy. leg. 173, tit. 15, lib. 2 de la *Recopilacion*, dans laquelle ils se plaignent que les *officiers envoyés par le roi d'Espagne sont fréquemment accusés et déposés*, ce qui n'arrive jamais aux fonctionnaires nommés par les vice-rois ; 2°. que l'*audiencia* était composée d'Européens, seuls juges dans les procès, et qui avaient le pouvoir d'interpréter les lois en leur faveur ; 3°. que l'*audiencia* prenait souvent des décisions clandestines, prononçait le bannissement, et rendait une foule d'arrêts cruels sans jugement légal ; 4°. qu'ils étaient traités avec méfiance par le gouvernement, malgré la loyauté qu'ils avaient manifestée dans la guerre de la succession pour la couronne d'Espagne, en résistant aux insinuations de la France et de l'Angleterre, et, par-dessus tout, malgré le dévouement et le rare courage qu'ils avaient déployés lorsque Carthagène et Buenos-Ayres furent attaqués par les Anglais ; 5°. qu'ils étaient obligés de supporter les insultes d'un Es-

pagnol, quel qu'il fût, par cela seul qu'il était européen, et qu'en cette qualité il se regardait comme un être d'une nature supérieure, et comme maître de l'Amérique espagnole. Parmi plusieurs exemples, on peut citer ceux qui suivent : La ville de Merida de Maracaybo, dans le Vénézuela, avait présenté au roi une pétition pour obtenir la permission de fonder une université : l'administration fiscale décida que la pétition devait être rejetée, parce qu'il n'était pas convenable de *propager l'instruction dans l'Amérique espagnole, où les habitans paraissaient destinés par la nature à travailler dans les mines?* Après une prétendue délibération solennelle, relative au commerce, le conseil des consuls de México déclara que *les Indiens étaient une race abrutie, pleine de vices et d'ignorance, des automates indignes de représenter ou d'être représentés*; 6°. que, malgré la convention originaire faite entre le roi et les premiers colons de l'Amérique espagnole (leg. 13, tit. 2, lib. 3 de la *Recopilacion*), qui stipulait que, dans toutes les parties du gouvernement, de la

justice, de l'administration des finances, des commissions, etc., etc.; les premiers conquérans du pays; les *pacificadors*, les colons et les *indigènes* devaient être préférés pour tous les emplois publics, les créoles eussent été graduellement écartés de toute participation au commandement et aux dignités; car, à dater de l'époque des premiers établissemens jusqu'à l'année 1810, sur cent soixante-six vice-rois et cinq cent quatre-vingt-huit capitaines généraux, gouverneurs et présidens nommés dans l'Amérique espagnole, il ne se trouvait que dix-huit créoles; et encore furent-ils uniquement nommés, parce qu'ils avaient été élevés en Espagne: tandis qu'en même temps on défendait aux créoles de visiter la mère-patrie sans une permission expresse du roi, qui n'était obtenue que très-difficilement; 7°. que la prospérité de l'Amérique espagnole était vue avec une telle jalousie par le gouvernement espagnol, qu'il ne permettait l'établissement d'aucune manufacture; qu'il restreignait même les genres de culture, quoiqu'il ne pût fournir les

marchandises suffisantes pour la consommation de ses colonies.

Voici un exemple de ces restrictions : Quoique l'Espagne payât annuellement des sommes considérables pour le tabac du Portugal, suppléant à celui du Brésil, il n'était permis cependant de cultiver, dans l'Amérique méridionale, qu'un certain nombre de plants de tabac, et ce nombre était fixé par les officiers du roi. Si l'on trouvait un seul plant de plus que le nombre permis à chaque cultivateur, toute la plantation était détruite. Autres exemples de ce genre : La prohibition d'extraire des huiles ou de faire du vin ou de l'eau-de-vie, de planter des vignes ou des amandes dans aucune province de l'Amérique espagnole, excepté au Pérou, au Chili; et cette exception était faite en raison de la longueur du voyage d'Espagne pour des objets d'une nature si pesante. Les amandes recueillies dans le Chili et au Pérou ne pouvaient pas être envoyées à Mexico, à la nouvelle Grenade, ou dans toute autre partie de la terre ferme (tit. 18, lib. 4, de la *Recopilacion*); et pour contre-

balancer ces priviléges dont on jouissait au Chili et au Pérou, il était défendu d'y cultiver le tabac et les cannes à sucre; 8°. qu'afin d'arrêter les progrès de la population, et de maintenir distinctes les différentes classes, il y avait plusieurs lois tendant à mettre obstacle aux mariages. (Voy. *Cedulas sobre el discenso y varias leyes del Recopilacion sobre los matrimonios.*)

Malgré ses plaintes, l'Amérique espagnole aurait existé dans cet état de dépendance pendant plusieurs générations, je pourrais même dire plusieurs siècles. La cour de Madrid savait parfaitement bien répondre aux pétitions de ses sujets américains sans remédier aux maux dont ils se plaignaient. Elle savait accorder ou refuser leurs demandes sans affaiblir le système exclusif en faveur de l'Espagne. Mais Bonaparte, déjà maître, par le fait, de la Péninsule, et possesseur de la fortune de l'Amérique par son influence sur la cour de Madrid, ayant fait une invasion en Espagne, s'étant emparé de toute la famille royale, voulut resserrer les nœuds qui

unissaient le nouveau monde à l'ancien, et donna lieu à une révolution, qui, vu l'immense étendue du pays, eut un caractère et des conséquences dont on ne retrouve pas les analogues dans l'histoire.

CHAPITRE DEUXIÈME.

La confusion qui règne en Espagne au moment où Bonaparte s'empare du roi et envahit le royaume jette les Américains dans une grande incertitude. — Leur loyale conduite. — Premières tentatives pour établir une junte en Amérique.

L'ABANDON auquel se trouvait livrée l'Espagne par suite des prétendus arrangemens faits à Bayonne, en 1808, et l'état inculte dans lequel les Français laissaient les provinces, déterminèrent les Espagnols à établir des assemblées sous le nom de juntes. Toutes, dans leur district particulier, s'attribuèrent une autorité suprême, et celle de Séville, prenant la dénomination de *junta suprema gubernativa de Espana e Indias*, envoya des députés dans toutes les parties de l'Amérique. Pour mieux

réussir dans leur mission, ils assurèrent faussement que toute l'Espagne reconnaissait la junte de Séville, lui obéissait, et que la prospérité publique exigeait que l'Amérique imitât cet exemple.

En même temps la régence établie à Madrid par le roi Ferdinand, avant son départ pour aller joindre Napoléon Bonaparte, s'efforçait pareillement de faire reconnaître son pouvoir en Amérique.

La junte des Asturies affichait hautement les mêmes prétentions, et refusait de reconnaître la junte de Séville.

Le moment de conquérir la liberté semblait se présenter à l'Amérique, fatiguée et épuisée par trois siècles de continuelles souffrances. L'Espagne, envahie par un pouvoir colossal, ses forteresses entre les mains de l'ennemi, toute unité rompue dans le gouvernement, quelle favorable époque pour l'émancipation du nouveau monde! Mais les Américains étaient sincèrement attachés à la mère-patrie; les nouvelles du continent leur parvenaient tellement défigurées et contradictoires, la résistance de la nation espagnole leur pa-

raissait si noble, la position de la famille royale si douloureuse et si intéressante, que, paralysés par la surprise, émus de compassion, ils perdirent l'heureux moment d'agir. Si l'Amérique espagnole s'était séparée, à cette époque, de la mère-patrie, d'où l'Espagne aurait-elle tiré les moyens de soutenir si long-temps une guerre qui a contribué en partie à la chute de Bonaparte?

Dans cette circonstance, la conduite des gouverneurs espagnols en Amérique offrit un grand contraste avec celle des sujets américains. A l'exception du vice-roi de Mexico, tous semblèrent disposés à jurer fidélité à Bonaparte, comme le prescrivait l'ordre contenu dans le décret signé par le conseil des Indes. Ce décret ordonnait de reconnaître les cessions faites à Bayonne, et confirmait les chefs espagnols dans leurs emplois. Les sujets américains seuls s'opposèrent à ce changement. Ils brûlèrent publiquement la proclamation envoyée par Bonaparte, et chassèrent ses agens. La lettre suivante transmet exactement les sentimens des Américains

dans le Vénézuela à cette époque, et la manière dont ces sentimens étaient exprimés.

Le capitaine Deaver à sir Alexandre Cochrane.

De la Guayra, 19 juillet 1808.

« Sir, il se passe présentement, dans
» la province de Vénézuela, des évène-
» mens d'une bien grande importance.
» J'ai jugé nécessaire de vous dépêcher,
» sans perdre de temps, le *Serpent*, cor-
» vette prise dernièrement aux Français,
» afin que vous connaissiez aussi promp-
» tement que possible les évènemens qui
» sont déjà arrivés, et que vous puissiez
» vous former une opinion sur ceux qui
» probablement suivront.

» J'entrai le 15 dans le port de la Guay-
» ra, et dans le moment où je m'appré-
» tais à descendre à terre, j'aperçus un
» brick sous pavillon français qui ar-
» rivait au mouillage ; il était venu, le
» soir précédent, de Cayenne avec des
» dépêches de Bayonne, et avait jeté l'an-
» cre à deux milles environ de la ville.
» Séparé de ce bâtiment par une distance

» de cinq milles, je ne pus jamais m'ap-
» procher d'assez près pour lui lâcher une
» bordée. Il se réfugia sous les batteries
» espagnoles, ce qui m'empêcha de le
» poursuivre.

» Dans le moment où je me préparais
» à partir pour Caracas, le capitaine
» du brick français s'en éloignait, exces-
» sivement mécontent de la réception
» qu'on lui avait faite dans cette ville.

» J'arrivai à trois heures à Caracas
» et présentai vos dépêches au capitaine
» général, qui me reçut très-froidement,
» ou, pour mieux dire, très-impoliment,
» observant que je venais à une heure
» très-incommode pour lui et pour moi,
» que je ferais fort bien d'aller chercher
» un dîner, et de revenir dans une couple
» d'heures.

» En entrant dans la ville, je remarquai
» une grande effervescence parmi le peu-
» ple. Je crus voir cette agitation qui pré-
» cède ou qui suit une commotion popu-
» laire; et, lorsque j'arrivai dans le grand
» hôtel de la cité, je fus entouré d'habi-
» tans de presque toutes les classes.

» J'appris que le capitaine français, ar-
» rivé la veille, avait raconté la nouvelle
» de tout ce qui s'était passé en Espagne
» d'une manière favorable à la France;
» qu'il avait annoncé l'avénement de Jo-
» seph Bonaparte au trône d'Espagne, et
» avait rapporté des ordres pour les agens
» du gouvernement français.

» La cité fut immédiatement en armes.
» Dix mille habitans entourèrent la rési-
» dence du capitaine général, et deman-
» dèrent qu'on proclamât Ferdinand VII
» roi d'Espagne. On promit de céder à
» leur vœu le jour suivant; mais, peu satis-
» faits de cette promesse, ils firent pro-
» clamer, Ferdinand VII, dès le soir même
» par des hérauts d'armes, et placèrent
» son portrait illuminé dans la galerie de
» la maison de ville.

» Les Français furent publiquement
» insultés dans les cafés, d'où ils furent
» obligés de se retirer; et le capitaine du
» brick quitta Caracas secrètement à 8
» heures du soir, escorté par un détache-
» ment de soldats. Plus tard c'en était fait
» de sa vie, car à dix heures la populace

» demanda sa tête au gouverneur; et, » quand elle apprit qu'il était parti, trois » cents hommes le suivirent pour le mettre » à mort. Quoique froidement reçu par le » gouverneur, je fus parfaitement ac- » cueilli par les principaux habitans de » la cité, qui me regardait comme un li- » bérateur. Les nouvelles que je leur don- » nai de Cadix furent dévorées avec » avidité, et excitèrent des cris d'enthou- » siasme et de reconnaissance pour l'An- » gleterre.

» En retournant chez le gouverneur, » je demandai que la corvette française » me fût livrée, ou au moins qu'il me fût » permis d'en prendre possession dans la » rade, en raison des motifs qui l'y avaient » fait entrer. Le gouverneur me refusa » positivement l'un et l'autre et ne voulut » pas non plus s'en emparer lui-même. » Il me dit au contraire qu'il avait donné » des ordres pour que ce bâtiment mît à » la voile sur-le-champ. Je lui fis alors » connaître ceux que j'avais donnés de » s'en emparer, afin qu'il les approuvât; » et je lui dis en même temps que, si

» elle n'était pas en la possession des Espagnols à mon retour, j'irais la prendre moi-même. Il répondit qu'il enverrait au commandant de la Guayra l'ordre de faire feu sur moi, si je me permettais une semblable action. Je répliquai que les conséquences d'un pareil ordre retomberaient sur lui; j'ajoutai que la réception qu'il me faisait me paraissait plutôt d'un ennemi que d'un ami, et que j'avais lieu d'être surpris de sa conduite à mon égard, lorsque je lui apportais la nouvelle de la cessation des hostilités entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, tandis qu'il traitait les Français en amis, lorsqu'il savait que l'Espagne était en guerre avec la France. Il soutint que l'Espagne n'était point en guerre avec la France; alors je lui demandai comment il envisageait la captivité de la famille royale et la prise de Madrid. Il répondit seulement que le gouvernement espagnol ne lui parlait pas de cela, et que mes dépêches n'étaient pas officielles. »

Quelques mois après cette preuve d'un admirable attachement à la mère-patrie,

un nombre considérable des familles les plus recommandables de Caracas présentèrent une pétition au capitaine général Casas, pour obtenir la permission d'élire une junte à l'instar de celle d'Espagne, en raison de la situation de la Péninsule. Quoique les principes fondamentaux de la pétition fussent pris dans les lois, les pétitionnaires furent arrêtés, mais relâchés peu de jours après. Parmi les signataires se trouvaient le marquis del Toro, le marquis de Casa-Léon, le comte San-Xavier, le comte del Tobar, et plusieurs autres.

Un brick français, apportant un message de Napoléon Bonaparte, parvint à Buenos-Ayres vers la fin de juillet 1808; et, par lui, le vice-roi Liniers fut informé des événemens arrivés dans la Péninsule. Liniers assembla le *cabildo* et l'*audiencia*, pour consulter sur le plan de conduite qu'il devait adopter dans des conjonctures si extraordinaires. Il fut convenu que le vice-roi publierait ce qui se passait dans la mère-patrie. Liniers fit donc une proclamation au peuple de Buenos-Ayres, dans laquelle il laissait percer ses intentions. Cette

proclamation est une preuve de la fausseté que les gouverneurs de l'Amérique espagnole employaient habituellement pour tromper les habitans. Dans cette curieuse adresse il indiquait, mais obscurément, les changemens qui venaient d'avoir lieu en Espagne, et rappelait au peuple de Buenos-Ayres l'indifférence qu'il avait montrée pour la couronne d'Espagne, lors de la guerre de la succession. Il terminait en les assurant de la haute estime qu'avait inspirée à l'empereur Napoléon leur triomphe sur les Anglais, et il les exhortait, au nom de Bonaparte, à demeurer tranquilles. Don Xavier Elio, alors gouverneur de Monte-Video, ennemi personnel de Liniers, se servit de cette proclamation pour l'accuser de déloyauté, et parvint à soustraire tout le pays qu'il commandait à l'obéissance de son rival, en formant une junte à l'imitation de celles d'Espagne. Don J. Goyeneche arriva à cette époque à Monte-Video avec des dépêches de la junte de Séville; et, donnant une entière approbation à la conduite d'Elio, il lui annonça que sa mission

n'avait pas d'autre objet que de former de pareils établissemens pour assurer la tranquillité du pays. Goyeneche tint un langage bien différent à Buenos-Ayres et à Lima, et sa conduite, lorsqu'il défit les troupes qui soutenaient la *junte de la Paz*, prouve évidemment ses principes à ce sujet.

Le 29 juillet 1808 on apprit à Mexico la nouvelle d'une insurrection générale en Espagne. L'enthousiasme qu'elle produisit était encore dans toute sa force à l'arrivée de deux députés de la junte de Séville : ils annoncèrent qu'ils venaient réclamer le commandement souverain de l'Amérique espagnole pour cette assemblée. Telle était la disposition générale des esprits en faveur de la Péninsule, que les Mexicains auraient probablement accédé à la demande de la junte, si, durant les débats entre les officiers civils et militaires réunis par le vice-roi, des dépêches n'étaient arrivées annonçant l'établissement de la junte des Asturies : elle invitait expressément les Mexicains à ne pas reconnaître la junte de l'Andalousie. On concevra facilement com-

bien cette rivalité déclarée dut porter atteinte à l'opinion que les Mexicains s'étaient formée de l'esprit de la révolution d'Espagne.

Voici un extrait des remontrances présentées le 5 août 1808 par la municipalité de Mexico au vice-roi Iturrigaray, pour réclamer la formation d'une junte composée des tribunaux et autorités constituées dans la capitale :

« Les juntes du gouvernement et les respectables corps des cités et royaumes ne se conduisent plus, dit-elle, d'une manière conforme à la loi, qui ordonne que tous les cas difficiles seront discutés en assemblées générales. Dans les circonstances présentes, d'après l'enlèvement du roi, la nation étant investie de la souveraineté, ses intérêts doivent être discutés par les autorités réunies aux municipalités, qui sont les têtes du peuple ; et ces assemblées doivent faire exactement ce que ferait le monarque lui-même pour le bien général.

» Mexico adhère aux principes de Séville, de Valence et des autres villes d'Espagne, et réclame, ainsi que ces deux vil-

les fidèles, les moyens de pourvoir aux mesures les plus convenables dans de si urgentes circonstances.

» Ces exemples nous indiquent ce que nous devons faire, c'est-à-dire, organiser une junte de gouvernement, composée de l'*audiencia* royale, de l'archevêque, des officiers municipaux, des députés des tribunaux, des corps ecclésiastiques et séculiers, de la noblesse, des principaux citoyens et des chefs militaires. Cette junte délibérera sur les importans sujets qui nous concernent, et se déterminera conformément à nos intérêts.

» Cette junte est nécessaire, parce que, délivrés maintenant du pressant danger qui nous menace du côté de la France, nous ne devons pas néanmoins négliger nos moyens de défense, jusqu'à ce que nous recevions des avis positifs qui nous tranquillisent entièrement. Il faut aussi satisfaire les désirs du peuple, en lui rendant les moyens qu'il avait primitivement d'en appeler au conseil des Indes, ou au roi; et finalement il doit être fait plusieurs changemens parmi les personnes nommées aux

dignités ecclésiastiques et séculières. Voilà les seuls moyens, en raison de l'absence du monarque, qui peuvent offrir au royaume, s'il est uni, la possibilité d'échapper aux dangers qui l'environnent.

» L'union des autorités est indispensable pour produire et maintenir l'unanimité dans l'esprit du peuple, et prévenir les fatales conséquences qui résulteraient de la désunion. Chacun alors sera heureux, et tous les vœux, toutes les résolutions dirigées par le patriotisme et l'enthousiasme auront uniquement pour but le bien public.

» La ville pense donc que le moment est arrivé d'adopter le mode suivi en Espagne. Lorsque votre excellence aura établi cette junte composée des autorités et des corps respectables ci-dessus désignés, lorsque les représentans du royaume seront assemblés, ils examineront soigneusement les intérêts du pays. Mais les deux points fondamentaux des travaux de la junte ne doivent pas être oubliés; le premier, c'est que les autorités doivent agir comme si le renversement de la monar-

chie, renversement que nous déplorons, n'était pas arrivé; en conséquence votre excellence conservera toujours le même pouvoir que les lois lui accordent, et fera observer le même respect aux autres autorités. Le second point, c'est qu'afin de suppléer à l'immense vide qui existe entre l'autorité de votre excellence et celle du souverain, elle aura recours à la junte. »

Le vice-roi parut disposé à adopter la mesure proposée, et les Espagnols se déterminèrent en conséquence à le déposer. Vieux, sans vigueur, sans aucun plan de conduite, le vice-roi fut effrayé des soupçons excités contre sa loyauté, et lui-même proposa de résigner son autorité. Les Espagnols, encouragés par sa faiblesse, formèrent une conspiration contre lui: un négociant, son ennemi personnel fut choisi pour lui succéder. Les officiers commandant la garde, le jour fixé, furent gagnés, et le négociant, suivi d'environ quatre cents Espagnols pris dans les boutiques de Mexico, entra vers minuit dans le palais du vice-roi. Les conjurés, n'éprouvant aucune espèce de résistance, se saisirent

de lui ainsi que de sa femme. Cette dernière fut conduite dans un couvent, et lui renfermé dans les prisons de l'inquisition.

L'*audiencia* avait secrètement autorisé ce mouvement, et l'emprisonnement du vice-roi fut annoncé au public, avec cette circonstance que l'*audiencia* s'attribuait le droit de nommer un nouveau vice-roi.

Afin de concentrer leur pouvoir, les juntes provinciales d'Espagne avaient consenti à envoyer des députés pour former un gouvernement général qui prendrait le commandement de la nation; lorsque la nouvelle de la transaction proposée par les Mexicains fut connue dans la Péninsule, cette junte centrale, composée des députés que nous avons déjà désignés, était établie à Séville. Sa joie n'eut point de bornes quand elle apprit que le vice-roi, accusé de trahison, était prisonnier des Espagnols; elle ne s'embarrassa pas d'examiner les chefs d'accusation; elle ne refléchit pas non plus combien les liens de la subordination étaient relâchés, quand une poignée d'individus, sans aucune autorité légitime, pouvait forcer le siége du gou-

vernement, et s'emparer du chef avec impunité.

La loi de l'Espagne exigeait l'établissement d'une régence au lieu de cette junte centrale, mais il était trop tard, et déjà l'Amérique espagnole avait reconnu le pouvoir de la junte; déjà plus de quatre-vingt dix millions avoient été envoyés à l'Espagne par les colonies américaines au commencement de 1810. Néanmoins, la Paz, capitale de l'un des districts de *l'audiencia* de Charcas, considérant que l'Espagne était trop faible pour se délivrer elle-même du pouvoir des Français, désira pourvoir à sa propre sûreté, et, dans le commencement de l'année 1809, se donna un gouvernement particulier composé des principaux habitans, et désigné sous le nom de *junta intuitiva*. Les magistrats de Chuquisaca, de *l'audiencia* de Charcas, ne blâmèrent point cette mesure, mais le vice-roi de Buenos-Ayres envoya une armée pour s'y opposer. En même temps le général Goyeneche marchait, par ordre du vice-roi du Pérou, avec un nombreux corps de troupes, contre le gouvernement

de la Paz dont l'armée, commandée par les généraux Lanza Castro et Yranbura, fut battue dans l'alto de la Paz, et ensuite dans cette partie du pays, appelé Yrupana, à quarante lieues environ de la ville. Le vainqueur Goyeneche marcha immédiatement contre les patriotes : un grand nombre fut exécuté de la manière la plus ignominieuse et la plus horrible. Quito, une des villes de la province de Santa-Fé de Bogota, et capitale de *l'audiencia* qui portait son nom, déterminée par les mêmes motifs que la Paz, établit pareillement un gouvernement séparé le 10 août 1809, et nomma le marquis Selva Allègre président, quoique le peuple semblât généralement attendre toute autre chose. Cette décision détermina le vice-roi de la nouvelle Grenade, Don A. Amar, à convoquer une junte composée des principaux personnages de Santa-Fé de Bogota, sous prétexte de leur demander conseil. La junte s'assembla dans le palais du vice-roi, le sept septembre 1809, et se déclara pour le parti adopté par la ville de Quito, dans l'espoir qu'en reconnaissant la junte

centrale, et agissant de concert avec le vice-roi, on préviendrait toute espèce de trouble dans le cas où la Péninsule serait définitivement conquise par les Français. Le vice-roi, qui n'avait pas réellement d'autre intention que celle de connaître l'opinion publique, se hâta de dissoudre la junte en indiquant une nouvelle réunion pour le 11 du même mois : comme il était sourd, il demanda que chaque membre de la junte apportât son vote écrit. Au jour fixé, le peuple de Santa-Fé parut fort surpris des préparatifs militaires du vice-roi ; les gardes de son palais étaient doublées et les troupes des casernes en mouvement, comme si l'ennemi était aux portes. La junte se réunit, et, malgré cet appareil militaire, chacun présenta son vote. Ces votes écrits ajoutaient de la force aux opinions exprimées par les membres à la première junte. Plusieurs orateurs dans ces assemblées se firent remarquer par l'énergie et la liberté de leurs expressions. Les noms de Camilo de Torres, Fruto, Gutierrez, Padilla père, J. Gregorio, Gutierrez - Moreno, et d'autres,

furent, à dater de cette époque, célèbres par leur patriotisme. Le vice-roi de Santa-Fé de Bogota fit cependant marcher des troupes contre la junte de Quito. Abascal, vice-roi du Pérou, le seconda dans cette opération : les défenseurs de la junte, après quelques escarmouches, cédèrent à des forces supérieures; le gouvernement fut dissous; et malgré la promesse formelle d'un entier oubli du passé faite par l'Espagnol comte *Cuis de Castilla*, président de Quito, un grand nombre de patriotes furent arrêtés; et, le 2 août de l'année suivante, sous le prétexte d'une alarme donnée par les soldats, ils furent tous massacrés dans leur prison. L'on permit le pillage aux troupes de Lima cantonnées dans la ville pour y maintenir l'ordre.

Le nombre des personnes assassinées de sang-froid, ce jour là, se montait à plus trois cents. En 1810, la junte de Caracas fit rendre à ces malheureuses victimes des honneurs funèbres avec une grande magnificence.

La nouvelle de ces événemens parvint bientôt à la junte centrale, déjà instruite de

la fermentation qui gagnait rapidement toutes les colonies espagnoles. L'attachement que les Américains avaient manifesté pour la mère-patrie était sincère, mais les réformes dans leur gouvernement, si souvent promises, n'avaient jamais été réalisées; ils commençaient en conséquence à se sentir plus fatigués de leur dépendance, et leur attachement à l'Espagne diminuait chaque jour. Que deviendrons-nous si l'Espagne est conquise? était la question générale. Les discussions sur ce sujet menaient à d'autres d'une grande importance. La junte centrale désirant les abuser afin de les ramener à un état d'apathie, publia une pompeuse déclaration dans laquelle les colonies étaient déclarées égales à la mère-patrie.

Néanmoins nulle réforme ne fut faite dans le gouvernement, malgré cette déclaration solennelle; et, tandis que la junte recevait continuellement des chargemens d'argent de l'Amérique espagnole, elle envoyait des Espagnols pour y occuper tous les emplois publics. Telle était l'attention donné aux intérêts du nouveau monde!

CHAPITRE III.

La dispersion de la junte en Espagne, et l'illégale élection d'une régence, déterminent plusieurs provinces de l'Amérique à se gouverner elles-mêmes. — Formation de gouvernemens distincts en Amérique.

Dix mois s'étaient écoulés depuis que les Américains, instruits des victoires de Baylen, Valence, etc., avaient su que les usurpateurs de la mère-patrie avaient été contraints de concentrer leurs forces au-delà de l'Ebre. Ils se flattaient chaque jour d'apprendre la libération glorieuse et complète de l'Espagne, ainsi que la délivrance de Ferdinand VII, lorsque les dernières nouvelles annoncèrent que Bonaparte était maître de Madrid; que la junte centrale s'était réfugiée en Andalousie; que le général San-Juan avait été assassiné par ses troupes sur un soupçon de mauvaises intentions; que plusieurs généraux, parmi lesquels se trouvait Morela, avaient trahi, et qu'à peine en restait-il un en qui le peu-

ple pût avoir la plus légère confiance. Le mécompte des Américains méridionaux ne put être comparé qu'à leurs premières espérances ; néanmoins des secours furent envoyés régulièrement à la Péninsule, et des souscriptions faites par toutes les classes du peuple. L'opinion qu'ils avaient de la fermeté et du courage de la nation espagnole n'était point ébranlée. Ils attribuaient son infortune à la trahison. Si, à cette époque, il éclata quelques troubles, si des réformes furent demandées par les Américains, il faut attribuer ces événemens à la mauvaise conduite, au despotisme, au manque de foi des chefs espagnols, et non pas à un réel mécontentement contre la mère-patrie.

Les nouvelles de la guerre d'Autriche leur inspirèrent cependant les plus grandes espérances, et la victoire de Talavera fut partout célébrée avec enthousiasme. Cette joie ne dura pas long-temps. Les nouvelles qui suivirent étaient d'une sombre nature : les juntes de Séville et de Valence protestaient contre le gouvernement central : le général de la Romana venait de publier un

manifeste, dans lequel le pouvoir du suprême gouvernement était déclaré illégal ; et, pour comble de malheur, les armées espagnoles venaient d'essuyer plusieurs défaites.

Quelque temps après les Français battirent complétement l'armée d'Espagne à Ocana. Rien ne paraissait plus devoir s'opposer à leurs progrès dans l'Andalousie. Le passage de la Sierra-Moréna, que l'on supposait un passage fortifié, n'offrit pas la moindre difficulté ; et les Francais entrèrent à Séville sans perdre un seul homme. Les membres de la junte centrale, en butte à la haine du peuple, se dispersèrent. La populace furieuse les poursuivit, et les insulta dans leur fuite. Quelques-uns des membres, quoique proclamés traîtres, s'assemblèrent dans l'île de Léon ; mais, redoutant la mort, dont on les menacait, ils transmirent leurs pouvoirs à une régence composée de cinq personnes, dont l'autorité ne s'étendait que sur Cadix et la Galice, les seules parties de la Péninsule qui fussent restées sous la domination des Espagnols.

Les membres de la régence, sentant l'illégalité de leur élection et la faiblesse de leur pouvoir, n'osèrent même pas faire connaître leur existence aux Américains espagnols, jusqu'à ce que leurs prétendus droits fussent soutenus par un manifeste des commerçans de Cadix, ville où bientôt après ils fixèrent leur résidence. La régence alors adressa aux Américains une proclamation, qui est un des plus intéressans documens dans l'histoire de la révolution de l'Amérique espagnole; car elle avoue franchement le despotisme que chaque gouverneur, jusqu'à cette époque, avait fait peser sur les Américains. Le passage suivant, extrait de cette proclamation, est extrêmement remarquable :

« Américains, vous avez été long-temps accablés sous un joug oppressif, et d'autant plus pesant, que vous étiez éloignés du centre du pouvoir : nous plaçons maintenant votre future destinée dans vos propres mains. Vous avez été jusqu'ici le jouet des vice-rois, toujours soumis à leur ambition, à leurs caprices, tandis que vous étiez en même temps en proie à leur cupi-

dité : dès ce moment, votre sort ne dépend plus d'eux. »

La nouvelle de la dispersion de la junte centrale arriva à Caracas en 1810, et fut immédiatement suivie par la proclamation de la régence. Dans cette conjoncture critique, les habitans, convaincus qu'il ne restait aucune espérance d'accommodement avec le capitaine général Emparan, qui demandait une aveugle soumission à toute espèce de gouvernement émanant de l'Espagne ; imaginant que la Péninsule finirait par tomber au pouvoir des Français, et craignant que les chefs espagnols, soit dans la Péninsule, soit en Amérique, n'eussent l'intention de faire partager aux colonies le sort de la mère-patrie (1) ; considérant la régence comme un gouvernement illégal, formé simplement de quelques membres de la junte centrale, dont les pouvoirs avaient été anéantis, résolurent d'essayer d'obtenir par la force ce qu'ils

(1) La régence de Cadix, dans une adresse aux Américains espagnols, employait ces mots : « Il ne vous suffit pas d'être Espagnols : quels que soient les événemens, vous appartiendrez à l'Espagne. »

n'avaient pu obtenir par la raison. La plus grande ardeur pour le succès se manifesta. Stimulé par le le zèle patriotique, excité par le despotisme des chefs espagnols, encouragé par la voix des habitans, le corps municipal, réuni à quelques personnes nommées par le peuple, déposa les gouverneurs espagnols, et prit les rênes du gouvernement sous le nom de *junta suprema*. Les actes de la junte furent publiés au nom du roi Ferdinand VII dans quelques proclamations, sans reconnaître néanmoins la supériorité de la régence; tous les secours possibles furent offerts pour la continuité de la guerre contre la France.

L'établissement de la junte de Buenos-Ayres fut effectué plus tranquillement que celui de Caracas. Le vice-roi Cisneros, ayant informé les habitans des événemens tragiques de la péninsule, fit connaître en même temps son incertitude sur la légitimité de sa propre autorité: le *cabildo*, profitant de cette déclaration, lui présenta une pétition, dans laquelle était réclamée la convocation d'un congrès pour délibérer sur la marche à suivre dans les conjonctu-

res présentes. Le vice-roi accéda à la pétition du cabildo, et le congrès s'assembla le 22 mai. On y décida qu'une junte serait formée : elle fut installée le 25 du même mois.

Un marchand européen de Santa-Fé de Bogota, insulta un créole, et tint le langage le plus offensant pour tous ses compatriotes. La querelle attira de la populace créole et espagnole ; chacun prit parti, un combat s'engagea, les créoles en sortirent vainqueurs. Cet événement détermina la junte à s'assembler le 20 juillet. La nouvelle de la dispersion de la junte centrale et de l'établissement de celle de Caracas avait été reçue auparavant.

Les mesures arbitraires du capitaine général Carrasco irritèrent tellement le peuple du Chili, qu'il l'obligea à résigner sa place : une junte se forma aussi dans cette province le 18 septembre.

L'arrestation du vice-roi Jturrigaray à Mexico, le 15 septembre 1808, excita une forte rivalité entre les Européens et les Américains ; la mort de plusieurs de ces derniers, et l'arrestation de plusieurs

autres, accusés de mauvaises intentions contre la cour, augmentèrent l'indignation des Mexicains. L'arrivée du vice-roi Venegas, apportant des récompenses et des honneurs aux chefs et aux partisans de la faction européenne, mit le comble au mécontentement. Une insurrection éclata le 16 septembre 1810 dans la ville de Dolorès près de Guanaxuato, et bientôt cette insurrection s'étendit dans tout le pays (1).

CHAPITRE IV.

Guerre déclarée par la régence au gouvernement américain. — Les cruautés des Espagnols aliènent totalement l'esprit des Américains contre la mère-patrie. — Déclaration de la junte de Caracas. — Inutiles tentatives pour obtenir réparation d'offenses faites par des membres américains des cortès. — Joseph Bonaparte, pour ses propres intérêts dans la vieille Espagne, envoie des émissaires en Amérique offrir l'indépendance. — L'Angleterre propose d'être médiatrice entre l'Espagne et ses colonies. — La restauration du roi Ferdinand n'amène pas la paix. — Le général Morillo envoyé d'Espagne contre Venezuela.

A peine le conseil de la régence (dit le décret de la régence, lorsqu'elle déclara

(1) Voyez les observations présentées aux cortès par les députés de l'Amérique espagnole le premier août 1811.

Caracas en état de blocus) eut-il reçu les détails de ce qui se passait à Caracas, dont les habitans, poussés sans doute par des intrigans et des factieux, s'étaient rendus coupables en se déclarant indépendans de la mère-patrie, en créant une junte de gouvernement, pour exercer cette prétendue autorité indépendante, qu'il se détermina à prendre les mesures les plus efficaces pour attaquer le mal dans son origine, et empêcher ses progrès : mais, afin de n'agir qu'après une mûre délibération, la régence avait consulté le conseil d'Espagne et celui des Indes, et pris des mesures qui répondaient du succès. *Mais, comme la province de Maracaybo et le département de Coro n'avaient point pris part à de si criminels projets ; qu'au contraire ils avaient reconnu le conseil de régence et s'étaient opposés ouvertement à l'absurde idée de Caracas, de se déclarer indépendans, sans avoir les moyens d'obtenir cette indépendance*, la régence déclarait la province de Caracas seulement en état de rigoureux blocus, etc.

Cette résolution ne s'étendait pas aux divisions ci-dessus mentionnées, parce qu'elles avaient refusé de suivre le pernicieux exemple de Caracas, et qu'elles avaient manifesté une constante fidélité. La rébellion, suivant la régence, ne devait sa naissance qu'à l'ambition sans bornes de quelques personnes, et à l'aveugle crédulité de quelques autres entraînées probablement contre leur gré par les ardentes passions de leurs compatriotes. La régence, disait le décret, avait pris des moyens sûrs pour extirper le mal, et en punir les auteurs avec toute la rigueur qu'avait le droit d'employer l'autorité souveraine, à moins qu'une prompte et volontaire soumission ne méritât un pardon général, que la régence offrait d'accorder seulement dans ce cas. Elle ordonnait que ces résolutions circulassent dans toutes les dominations espagnoles; qu'elles y fussent répandues ainsi que dans les pays étrangers, afin que personne n'ignorât l'état de blocus de ladite côte, etc., etc.

Lorsque ce décret fut publié le 3 août 1810, le conseil de régence avait été offi-

ciellement informé, par la junte de Caracas, des raisons qui avaient déterminé cette province à suivre l'exemple du peuple de Venezuela : la junte ajoutait que, dans presque toutes les autres parties de l'Amérique espagnole, la même mesure devrait être adoptée, et qu'on refusait presque généralement de reconnaître l'autorité de la régence. Ces raisons sont contenues dans la réponse de la junte suprême de Caracas au marquis de las Hermazas, ministre d'Espagne, réponse qui a été publiée dans l'exposé de Walton au prince régent d'Angleterre (1).

La réponse de la junte de Caracas excita une grande indignation parmi les membres de la régence et parmi le peuple de Cadix. Ils s'étaient flattés que les Américains espagnols se conformeraient avec soumission à leurs décrets ; et leur désappointement fut au comble lorsqu'ils ap-

(1) Voyez le manifeste et les proclamations de la junte de Santa-Fé de Bogota, la proclamation de la junte de Buenos-Ayres, de Carthagène et de Quito ; ainsi que le manifeste de la junte de Sultepec de Mexico, et la lettre de la junte de Caracas au roi d'Angleterre.

prirent que toute l'Amérique espagnole était animée du même esprit, quoique les différentes provinces n'agissent pas de concert entre elles. La guerre paraissait le désir dominant du commerce de Cadix, ainsi que des cortès qui avaient été assemblés par la régence. Des invectives et des sarcasmes furent prodigués dans les gazettes de Cadix contre les Américains espagnols. Les missions de don N. Cortivarria à Puerto-Rico, de don N. Elio à Monte-Video, de don Benito Perez à Panama, et de don N. Venegas à Mexico, eurent pour but de mettre en mouvement tous les ressorts propres à amener la guerre civile. Les préjugés, la religion, les promesses flatteuses, les animosités particulières et les menaces furent employés à cet effet. De pareilles intentions firent envoyer des troupes à Monte-Video, à Vera-Cruz, à Coro, à Panama et à Santa-Marta, quoiqu'à cette époque l'Espagne en eût tant de besoin pour sa propre défense. Des négociations furent entamées dans le même esprit à la cour du Brésil, relativement aux prétentions de la reine à la régence d'Espagne,

en l'absence du roi Ferdinand. Les cortès, qui avaient reçu leur autorité de la régence, partageaient son animosité contre les Américains. Quelques députés avaient été envoyés par ceux-ci auprès des cortès, réunis alors dans l'île de Léon; à peine leur permettait-on de parler de leur pays. — Si les Américains, disait un des membres des cortès, se plaignent d'être tyrannisés depuis trois cents ans, ils éprouveront encore pareil traitement pendant trois mille ans. — Je me réjouis, disait un autre, après la bataille d'Albuféra, de l'avantage que nous avons remporté, parce que nous pourrons maintenant envoyer des troupes pour réduire les insurgens. — Je ne sais pas à quelle classe de bêtes appartiennent les Américains, disait un autre (1).

Voilà sous quels défavorables auspices commença la guerre dans l'Amérique espagnole; et la manière atroce dont elle fut faite, prouve l'irréconciliable inimitié des

(1) Voyez le manifeste d'Alvarez Toledo, député aux cortès.

deux partis. Les Espagnols combattent pour reconquérir le territoire qu'ils avaient possédé, et les Américains espagnols pour obtenir l'indépendance. Cruels dans le triomphe, les premiers deviennent encore plus féroces dans l'adversité. Les derniers, courageux dans l'attaque, et conservant dans la défaite de la confiance en leurs chefs, se montrent toujours prêts à se rallier sous leurs bannières. Les premiers possèdent de grands talens militaires; les seconds, la supériorité du nombre. Les uns et les autres montrent une égale fermeté, une égale audace dans leurs entreprises. Des milliers d'hommes ont déjà inondé de leur sang seize cents lieues de pays, que comprennent les colonies espagnoles dans le nouveau continent; et, comme si la mort ne moissonnait pas assez de victimes sur les champs de bataille, nombre d'individus étaient journellement assassinés de sang-froid.

Les chefs espagnols et les meneurs donnent les premiers le dangereux exemple de violer les capitulations, de tuer les prisonniers et de rejeter tout moyen d'accom-

modement. Dans cette guerre cruelle, entreprise au nom des cortès d'Espagne et de Ferdinand VII, je défie, en vérité, les Espagnols d'Europe de trouver un seul mot à dire pour excuser ou même pour pallier leur inhumanité et leur manque de foi depuis le commencement de la révolution : témoin les faits suivans.

Lorsque Hidalgo approcha de la capitale du Mexique à la tête de quatre vingt mille hommes, il dépêcha son envoyé à Venegas avec des propositions de paix que le vice-roi refusa. La junte de Sultepec fit de pareilles propositions en 1812, et le résultat fut le même. Le général Miranda remit le fort de la Guayra, la ville de Caracas et les provinces de Cumana et de Barcelona au général espagnol Monteverde par capitulation : celui-ci promit d'oublier tout ce qui avait pu être fait contre le gouvernement espagnol et d'accorder, à quiconque le demanderait, une libre retraite à Venezuela. Malgré ce traité et ce solennel engagement, le général Miranda, peu de temps après, fut fait prisonnier, jeté dans un cachot à Puerto

Cabello, envoyé ensuite à Puerto Rico, et de là transféré dans la prison de la Carraça à Cadix, où il est mort dernièrement.

Durant une trêve entre les armées du Pérou, commandées par le général Goyeneche et celle de Buénos-Ayres, sous le commandement du général Valcarce, une attaque fut faite contre les troupes de Buenos-Ayres qui se croyaient parfaitement en sûreté, parce quelles se fiaient au traité existant. Belgrano, général des patriotes, fit prisonniers, en 1812, le général Tristan et la division de l'armée du Pérou qu'il commandait, et généreusement leur donna la liberté de retourner chez eux après leur avoir fait donner leur parole d'honneur qu'ils ne se battraient plus contre Buenos-Ayres. Peu de jours après ils violèrent cet engagement sacré. Le général Bolivar, après avoir plusieurs fois défait les royalistes commandés par Monteverde à Venezuela, consentit à une capitulation dont aucun article ne fut jamais exécuté. Le général Truxillo, dans une dépêche à Venegas, se vantait d'avoir admis des par-

lementaires, tandis qu'il était à la tête de ses troupes rangées en bataille, et d'avoir fait tirer sur eux quoiqu'ils fussent munis d'une bannière de la Vierge-Marie, d'après l'invitation de Truxillo lui-même. Par ce moyen, disait-il, je me suis débarrassé d'eux et de leurs propositions. Le général Calleja informait le vice-roi de Mexico que, dans la bataille d'Aculco il n'avait eu qu'un homme de tué et deux de blessés, mais qu'il avait passé au fil de l'épée cinq mille Indiens, et que la perte des insurgés se montait à dix mille hommes. Le même général, entrant à Guanaxuato, mit tout à feu et à sang, et fit massacrer quatorze mille vieillards, femmes et enfans. L'horrible conduite de ce général était bien connue en Espagne, lorsque la régence le choisit pour successeur du vice-roi Venegas. Celle de Monteverde fut également approuvée; puisqu'il fut nommé capitaine général de Venezuela après avoir rompu la capitulation faite avec Miranda. Il donnait pour excuse de son manque de foi qu'il n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour capituler avec les insurgés.

Les actes de cruauté des chefs espagnols et l'approbation de la régence et des cortès, en exaspérant le nouveau gouvernement de l'Amérique espagnole, accrurent son autorité et lui donnèrent de nombreux partisans. L'esprit révolutionnaire avait d'abord atteint peu de personnes; mais bientôt il se répandit dans tout le continent. La conduite de la junte centrale et des cortès d'Espagne propagea ce même esprit en irritant les peuples, bien décidés alors à profiter des circonstances pour conquérir leur indépendance. Voici l'acte publié par le congrès de Venezuela :

« Au nom du Dieu tout-puissant,

» Nous, les représentans des provinces unies de Caracas, Cumana, Barinas, Margarita, Barcelona, Merida et Truxillo, formant la confédération réunie de Venezuela dans le continent méridional, assemblés en congrès; considérant que la pleine et absolue possession de nos droits nous a été justement et légalement rendue le 19 avril 1810, par suite de ce qui se passait à Bayonne, le trône d'Espagne étant passé dans les mains du conquérant, un nou-

veau gouvernement ayant succédé à l'ancien, mais sans notre consentement, nous désirons, avant de faire usage de nos droits politiques, dont nous avons été privés pendant plus de 300 ans, et dont nous reprenons l'exercice par la force des événemens, faire connaître au monde entier les motifs et les circonstances qui nous autorisent au libre usage que nous allons faire de notre propre souveraineté.

» Néanmoins, nous ne commencerons point par alléguer les droits légitimes qu'a tout pays conquis de recouvrer ses propriétés et son indépendance; nous tairons généralement la longue série de maux, d'injures et de privations que le seul droit de conquête a indistinctement fait souffrir à tous les descendans de ceux qui ont découvert, conquis et cultivé ces contrées, plongées dans l'état le plus misérable par la cause même qui devait les rendre plus florissantes. Nous tirerons un voile sur les trois siècles de la tyrannie espagnole en Amérique, et nous retracerons seulement les faits authentiques qui ont dépouillé un monde de ses droits sur l'autre, c'est-à-dire

le bouleversement, le désordre et la conquête qui ont amené la dissolution de la nation espagnole.

» Ces désordres ont augmenté les maux de l'Amérique, en rendant inutiles ses réclamations, en fournissant aux gouverneurs espagnols les moyens d'insulter et d'opprimer avec impunité cette partie de la nation à laquelle ils ne laissaient pas le secours et la garantie des lois.

» Il est contraire à l'ordre, impossible au gouvernement d'Espagne, et fatal au bien-être des Américains, que ces derniers, possesseurs d'une étendue de pays infiniment plus considérable et d'une population plus nombreuse que l'Espagne, soient dépendans et sujets d'une petite péninsule dans le continent européen.

» Les cessions et abdications faites à Bayonne, les révolutions de l'Escurial et d'Aranjuez, et les ordres qu'envoya en Amérique le vice-roi, grand-duc de Berg, suffisent pour justifier la reprise des droits que jusqu'alors les Américains avaient sacrifiés à l'unité et à l'intégrité de la nation espagnole.

» Venezuela fut la première à reconnaître et à conserver cette intégrité; et elle n'abandonna point la causede la Péninsule, tant qu'il resta à cette dernière le moindre espoir de salut.

» L'Amérique fut appelée à une nouvelle existence, depuis l'époque où elle sentit qu'elle pouvait et devait se charger de son propre sort et de sa conservation, etc.

» Les gouverneurs qui s'arrogèrent le droit de représenter la nation après l'arrestation de la famille royale, profitèrent des dispositions que la confiance, la distance, l'oppression et l'ignorance, inspirèrent aux Américains contre le nouveau gouvernement qui s'était emparé de l'Espagne par la violence, et, contrairement à leurs propres principes, ils nous entretinrent dans notre erreur et dans nos espérances en faveur de Ferdinand. Afin de nous accabler et de nous dévorer sans danger, ils nous promirent liberté, égalité et fraternité, dissimulant dans de pompeux discours et des phrases étudiées le piége adroit qu'ils nous tendaient, en nous offrant une inutile et dégradante représentation.

» Aussitôt qu'ils furent dissous et qu'ils eurent substitué de nouvelles formes de gouvernement à la monarchie détruite en Espagne; aussitôt que l'impérieuse loi de la nécessité eut imposé à Venezuela l'obligation de se sauver elle-même, afin de pouvoir conserver le droit de son roi, et offrir un asile à ses frères européens contre les maux qui les menaçaient, ils désavouèrent leur première conduite, ils changèrent de principes et donnèrent le nom d'insurrection, de perfidie et d'ingratitude aux mêmes actes pris d'abord par eux-mêmes pour modèles, parce qu'ils ne pouvaient plus être admis aux places avantageuses dans l'administration des affairespubliques, places qu'ils prétendaient perpétuer pour eux seuls sousle nom d'un roi imaginaire.

» Malgré nos remontrances, notre modération, notre générosité et l'inviolabilité de nos principes contraires aux désirs de la majorité de nos frères en Europe, déclarés en état de rébellion, nous fûmes bloqués, attaqués; des agens envoyés parmi nous tentèrent d'exciter la guerre civile. On s'efforça de ruiner notre crédit

parmi les différentes nations de l'Europe; on implora leur assistance pour nous opprimer. Sans le moindre égard pour nos raisons, sans les offrir à l'impartial examen du monde, et sans autres juges enfin que nos ennemis, on nous priva de toute communication avec notre mère-patrie; et, ajoutant le mépris à la calomnie, on nous choisit, contre notre expresse volonté, des agens qui, munis de pouvoirs, disposèrent arbitrairement près des cortès de nos intérêts, sous l'influence de nos ennemis.

» Afin d'anéantir les effets de la représentation lorsqu'ils se crurent obligés de nous en accorder une, ils la réduisirent au plus petit nombre possible, et la firent dependre des suffrages des corps municipaux placés sous l'influence des gouverneurs. C'était insulter à notre confiance, à notre franche manière d'agir, au lieu de reconnaître notre incontestable importance politique.

» Toujours sourd au cri de la justice, le gouvernement s'est efforcé de nous perdre dans l'opinion du monde, en nous dé-

clarant criminels et infâmes, en récompensant par l'échafaud et la confiscation les tentatives faites par les Américains, à différentes époques, pour le bien-être de leur pays. Telle était celle que notre propre sûreté nous dicta dernièrement, afin de ne pas être conduits au dernier degré de l'humiliation, et d'échapper à cet horrible sort, que nous espérons bientôt éloigner pour toujours. Par leur atroce politique, ils ont réussi à rendre nos compatriotes insensibles à nos malheurs, ils les ont armés contre nous, ils ont étouffé dans leur sein les douces impressions de l'amitié, de la parenté, et converti en ennemis les membres mêmes de notre grande famille.

» Lorsque, fidèles à nos promesses, nous étions disposés à sacrifier notre sûreté personnelle pour défendre généreusement les droits de Ferdinand de Bourbon, nous avons entendu dire qu'aux liens puissans qui l'unissaient à l'empereur des Français il avait ajouté les liens du sang et de l'amitié; et qu'en conséquence le gouvernement d'Espagne avait déjà déclaré sa résolution

de le reconnaître seulement conditionnellement (1).

» Nous sommes demeurés trois ans dans une triste incertitude, dans un état d'indécision politique. Une position si équivoque, si dangereuse suffisait seule pour autoriser la résolution que la foi à nos promesses et les liens de la fraternité nous ont fait différer de prendre, jusqu'au moment où la nécessité nous obligea d'aller au-delà de ce que nous nous étions proposé d'abord. Mais la conduite hostile et dénaturée du gouvernement d'Espagne nous contraint d'agir ainsi, et nous dégage de nos sermens conditionnels. Telles sont les circonstances qui nous ont conduits à l'auguste représentation que nous possédons maintenant.

» Nous, qui mettons notre gloire à nous conduire d'après de meilleurs principes, nous qui ne désirons pas établir notre félicité sur l'infortune des autres, nous regardons et déclarons amis, compagnons de notre sort, et participant à notre bonheur,

(1) On supposait, à cette époque, Ferdinad marié à une parente de Bonaparte.



tous ceux qui, unis à nous par les liens du sang, du langage et de la religion, ont souffert les mêmes maux que nous sous l'ancien ordre de choses, pourvu qu'ils nous reconnaissent absolument indépendans d'eux et de quelque puissance étrangère que ce soit; qu'ils nous aident à conserver cette indépendance aux dépens de leur vie, de leur fortune et de leurs affections particulières: déclarant et reconnaissant, pour nous aussi bien que pour toute autre nation, que nous sommes ennemis en guerre, amis frères et compatriotes dans la paix.

» Ces fortes et incontestables raisons politiques nous imposent la loi de recouvrer notre dignité naturelle, que l'ordre des événemens nous restitue; elles nous prescrivent de ressaisir les droits imprescriptibles dont jouissent toutes les nations, de rompre tout engagement ou toute association avec les gouvernemens qui ne remplissent pas les conditions avec lesquelles ils ont été établis. En conséquence, nous croyons que nous ne pouvons ni ne devons conserver les liens qui jusqu'ici nous ont unis au gouvernement d'Espagne; qu'à

l'instar de toutes les autres nations du monde, nous ne dépendons plus que de notre seule autorité; qu'enfin nous avons le droit de prendre parmi les puissances de la terre le rang d'égalité que la nature et l'Etre Suprême nous assignent, et auquel nous appellent les événemens qui semblent se presser pour notre avantage.

» Nous prévoyons les obstacles, nous connaissons les obligations imposées par le rang que nous allons prendre dans l'ordre politique; nous redoutons aussi la puissante influence des formes et des coutumes auxquelles malheureusement nous sommes habitués depuis long-temps; mais nous savons aussi que le honteux asservissement dont nous sommes libres de secouer le joug, serait plus ignominieux pour nous et plus fatal à notre postérité, que notre long et pénible esclavage ne le fut pour nous; nous savons encore que notre indispensable devoir est maintenant de pourvoir à notre conservation, à notre sûreté et à notre bonheur, en changeant toutes les formes de notre première constitution.

» Considérant que, par les raisons que nous venons d'alléguer, nous avons satisfait au respect dû à l'opinion des peuples, à la dignité des nations, parmi lesquelles nous prenons rang maintenant, et avec lesquelles nous espérons entretenir des relations amicales; nous, représentans des provinces unies de Venezuela, prenant l'Etre Suprême à témoin de la justice de notre cause, de la rectitude de nos intentions, et implorant son divin appui, nous renouvelons, au moment où nous nous élevons à la dignité qu'il nous rend, le serment de vivre et de mourir libres et fidèles à la croyance, au maintien de la religion catholique et apostolique de Jésus-Christ. En conséquence, au nom du vertueux peuple de Venezuela, et d'après l'autorité que nous tenons de lui, nous déclarons solennellement ici à l'univers entier, qu'à dater de ce jour ces provinces unies sont et seront de fait et de droit état libre, souverain et indépendant; qu'elles sont dégagées de toute dépendance et de toute soumission au trône d'Espagne, ou à tous ceux qui s'appelleraient ses agens

ou ses représentans; qu'un état libre et indépendant, ainsi constitué, a plein pouvoir de prendre la forme de gouvernement le plus convenable à la volonté générale du peuple; qu'il a le droit de déclarer la guerre, de faire la paix, de former des alliances, de régler les traités de commerce, les limites, la navigation, et de faire toute espèce d'actes et de transactions, ainsi que les autres états libres et indépendans; et afin que notre solennelle déclaration soit valide, ferme et durable, nous nous lions mutuellement, chaque province l'une à l'autre, et nous engageons nos vies, nos fortunes par les liens sacrés de l'honneur national.

» Fait dans le palais fédéral de Caracas, signé par nous, scellé du grand sceau provisoire de la confédération, et contre-signé par le sécrétaire du congrès, le cinquième jour de juillet 1811, le premier de notre indépendance.

» Juan Antonio Rodriguez Dominguez, *président*.

» Luis Ignacio Mendoza, *vice-président*.

» Francisco Isnardy, *secrétaire*. »

Pareille déclaration fut faite à Mexico, Carthagène, Socorro, Tunja, Pamplona, Antioquia, et les autres provinces qui composaient la confédération de la nouvelle Grenade, plus tard par le congrès de Buenos-Ayres.

Lorsque les cortès espagnols reconnurent le but des Américains et les conséquences de la conduite impolitique de la régence, ils commencèrent à s'alarmer et permirent au petit nombre d'Américains qui siégeaient parmi eux de se faire entendre. Avant cette époque les mêmes individus avaient présenté aux cortès un projet de décret propre à remédier en partie aux maux que l'Amérique espagnole avait éprouvés sous le précédent gouvernement : les cortès l'avaient rejeté. Ces mêmes Américains firent de nouvelles réclamations le 16 novembre, et le 3 décembre 1810 elles furent de nouveau repoussées. Cependant en janvier 1811, les cortès discutèrent enfin ces réclamations, contenant onze articles; mais, au mois de février suivant, ils refusèrent de les admettre, ou du moins les ajournèrent indéfini-

ment. Ces onze propositions que nous allons transcrire, donneront une idée des réformes que les colons espagnols sollicitèrent vainement pendant trois cents ans :

« 1°. Conformément au décret de la junte centrale le 15 octobre 1809, qui déclare les habitans de l'Amérique espagnole égaux en droits à ceux de la Péninsule, la représentation nationale de chaque partie de l'Amérique espagnole, des Indes occidentales, des îles Philippines, sera, pour chaque classe de citoyens, déterminée, régie par le même mode, les mêmes formes, sans distinction, que le royaume et les îles de l'Espagne européennes.

» 2°. Il sera permis aux habitans libres et natifs de l'Amérique espagnole de planter et cultiver tout ce que leur climat produit ; on leur accordera des licences pour encourager l'industrie, afin qu'ils donnent aux manufactures et aux arts la plus grande extension possible.

» 3°. L'Amérique espagnole jouira de la liberté d'exporter ses propres denrées ainsi que le produit de ses manufactures, soit dans la Péninsule, soit chez ses alliés et chez

les nations neutres, et d'importer tout ce dont elle aura besoin; en conséquence tous ses ports seront ouverts.

(Les deux précédentes de mandes furent accordées, mais les ordres envoyés pour leur exécution ne furent jamais publiés.)

» 4°. Il sera libre aux Américains espagnols de faire le commerce avec les colons espagnols en Asie. Tous les règlemens contraires à cette liberté seront abolis.

» 5°. La liberté du commerce sera accordée à tous les ports de l'Amérique espagnole et des îles Philippines avec les autres parties de l'Asie; toutes lois existantes contraires à cette liberté seront annulées.

» 6°. Tout *estancos*, tout monopole en faveur du trésor public ou du roi, seront supprimés; mais le trésor public sera indemnisé par de nouveaux droits sur les mêmes objets.

» 7°. Les ouvriers des mines d'argent seront libres dans l'Amérique espagnole; mais l'administration du produit demeurera aux officiers du département des mines, indépendant des vices-roi, capi-

taines généraux et des officiers de la *real hacienda.*

(Cette demande fut accordée et l'ordre de l'exécuter publié dans les provinces sous la domination des Espagnols.)

» 8°. Tout Espagnol américain sera éligible, comme les Espagnols, à tous les emplois honorables et lucratifs civils, militaires, ecclésiastiques, soit à la cour, ou dans toutes les autres parties de la monarchie.

» 9°. En raison de la protection naturelle que se doivent les deux royaumes, la moitié des emplois publics dans l'Amérique espagnole sera remplie par des sujets espagnols nés en Amérique.

» 10°. Afin que les stipulations ci-dessus soient ponctuellement exécutées, une junte consultative sera formée dans chaque capitale, afin de proposer des personnes propres à remplir les emplois vacans.

» 11°. Considérant le grand avantage que produit la culture des sciences, et le bienfait que peuvent retirer les Indiens de l'instruction, les cortès rétabliront les jésuites. »

La conduite des différens gouvernemens qui ont agi au nom de Ferdinand VII et celle de Joseph Bonaparte forment un singulier constraste: les premiers refusèrent constamment, le second promit l'indépendance aux Américains; cependant le sort des commissaires que la France envoya dans l'Amérique espagnole, porteurs des actes de cessions faites par le roi d'Espagne en faveur de Napoléon Bonaparte, et par celui-ci en faveur de son frère Joseph, fut une preuve convaincante pour la famille de Bonaparte que les Américains n'épousaient pas sa cause. Voyant ensuite que les sommes d'argent que recevait journellement la Péninsule, du nouveau monde, contribuaient si évidemment à prolonger la guerre en Espagne, le ministre du nouveau roi, afin de priver la junte centrale de ses ressources, forma le plan d'exciter une révolte dans l'Amérique espagnole. Les principes de ce plan se trouvent dans l'instruction donnée à M. Desmolard, agent nommé par Joseph Bonaparte à Baltimore. En voici la copie:

Instructions données par Joseph Napoléon à M. Desmolard, son commissaire ou principal agent à Baltimore, et à tous ceux qui, munis de ses ordres, iront dans l'Amérique espagnole pour y exciter une révolte.

« Le seul but de ces agens, dans le moment actuel, doit être de persuader aux créoles que Sa Majesté impériale et royale n'a d'autre but, en donnant la liberté à l'Amérique espagnole, depuis tant d'années plongée dans l'esclavage, que d'obtenir, pour prix d'une si grande faveur, l'amitié des habitans et le libre commerce avec les ports des deux Amériques; que de rendre l'Amérique espagnole indépendante de l'Europe; Sadite Majesté offre tous les secours nécessaires de troupes composées de vaillans guerriers, Sa Majesté s'étant entendue, à cet égard, avec les États-Unis du nord de l'Amérique. Chaque commissaire ou agent en chef s'étudiera à connaître le district dans lequel sa mission le fixera, ainsi que le caractère de ses habitans : il n'éprouvera plus alors de difficultés dans le choix des personnes les plus propres à recevoir les instructions néces-

saires pour gagner le peuple et lui faire sentir tous les avantages de l'indépendance; il lui fera observer que les sommes immenses qui vont s'engloutir en Europe circuleront alors dans les provinces de l'Amérique, accroîtront leurs ressources, leur commerce et leur prospérité; qu'enfin leurs ports seront ouverts à toutes les nations. Ils appuieront sur l'avantage que doivent procurer la liberté de l'agriculture et la culture de tous les objets présentement prohibés par le gouvernement d'Espagne, comme le safran, le vin, les olives, le lin, le chanvre, etc.; les bénéfices qu'ils retireront de l'établissement de manufactures de toute espèce, de l'abolition du monopole sur le tabac, la poudre à canon et les estampes, etc. Pour parvenir plus facilement à leur but, la plus grande partie de ces peuples n'étant pas civilisés, les agens chercheront à se rendre agréables aux gouverneurs, aux intendans, curés et prélats; ils n'épargneront ni l'argent ni aucun autre moyen de gagner leurs bonnes grâces, spécialement celles des ecclésiastiques; ils doivent engager avec adresse

ces derniers à persuader à leurs pénitens, lorsqu'ils les reçoivent à confesse, qu'il faut saisir l'occasion favorable d'assurer leur indépendance, en profitant des offres de l'empereur des Français; que Napoléon est envoyé de Dieu pour châtier l'orgueil et la tyrannie des monarques, et que ce serait un péché mortel et irrémissible que de résister à sa volonté. Les agens saisiront toutes les occasions de leur rappeler l'oppression qu'ils éprouvent de la part des Européens, et le mépris avec lequel ils sont traités par eux; ils retraceront aussi à la mémoire des Indiens les cruautés des premiers conquérans de l'Amérique, les infâmes traitemens qu'ils prodiguèrent à leur roi légitime; ils détailleront les actes d'injustice auxquels les Indiens sont journellement exposés de la part des indignes fonctionnaires nommés par les vice-rois et les gouverneurs au préjudice de ceux qui ont droit aux emplois, aux récompenses; ils dirigeront l'attention du peuple sur les talens supérieurs de quelques créoles qu'on laisse dans l'oubli, sur les gens de mérite de la classe obscure, et feront remarquer

le contraste avec les officiers publics et les ecclésiastiques européens, incapables de soutenir le parallèle ; ils leur feront envisager la différence qui existe entre les États-Unis et l'Amérique espagnole, le bien-être dont jouissent ces Américains, leurs progrès dans le commerce, l'agriculture et la navigation, le plaisir d'être délivrés du joug européen et de ne dépendre que d'un gouvernement choisi par eux-mêmes ; ils assureront que l'Amérique, une fois séparée de l'Espagne, deviendra la législatrice de l'Europe. Tous les agens, tant supérieurs que subalternes, doivent tenir note de ceux qui se déclarent amis de la liberté ; les agens subalternes transmettront leurs listes aux agens supérieurs, qui feront leurs rapports à mon envoyé aux États-Unis : celui-ci m'en informera, afin que je puisse récompenser chaque individu. Mes agens s'abstiendront de déclamer contre l'inquisition ou l'église, et, dans leurs conversations, ils insisteront plutôt sur la nécessité de ce saint tribunal et sur l'utilité du clergé. La bannière insurrectionnelle portera ces mots : *Vive la religion catholique, apos-*

tolique et romaine ! Périsse le mauvais gouvernement ! Ils feront en outre observer aux Indiens combien ils seront heureux quand, redevenus maîtres de leur pays, ils seront délivrés du tribut tyrannique qu'ils payent à un monarque étranger. Enfin ils diront au peuple que leur prétendu monarque est au pouvoir du restaurateur de la liberté, du législateur universel, Napoléon: en un mot, ces agens doivent, par tous les moyens possibles, chercher à montrer au peuple l'avantage qui résultera pour lui du nouveau gouvernement.

» La révolution ayant été ainsi préparée, et tous les principaux membres qui doivent y prendre part dans les villes et les provinces ayant ainsi été gagnés, il faudra que les chefs et les agens subalternes accélèrent l'insurrection, afin que la révolte éclate sur les différens points le même jour et à la même heure; c'est un point essentiel qui facilitera grandement l'entreprise. Les principaux agens dans chaque province de leur département, et les subalternes dans les lieux qui leur seront assignés, gagneront les domestiques des gouverneurs, intendans et autres

personnes puissantes, et, par leur moyen, ils empoisonneront ceux de cette classe qui leur paraîtront opposés à l'entreprise. Cette opération doit précéder la révolution, afin d'écarter tout obstacle. La première chose dont il faudra s'occuper, sera d'arrêter l'envoi du trésor à la Péninsule; ce qui pourra facilement s'effectuer en ayant de bons agens à Vera-Cruz où se rendent tous les vaisseaux arrivant d'Europe. Il faudra sur-le-champ renfermer dans la forteresse leurs officiers et leurs équipages jusqu'à ce que la révolution soit fort avancée. Les agens transmettront de fréquens rapports sur les progrès de la révolution à mon envoyé aux États-Unis. Pour cet effet, il sera convenable de reconnaître les points de la côte les plus favorables, et d'y tenir des bâtimens toujours prêts à mettre à la voile au premier signal.

» Joseph Napoléon.

» *A mon envoyé Desmolard.* »

Les agens envoyés par Joseph Bonaparte pénétrèrent dans différentes parties du nouveau continent. L'un d'eux fut découvert et fusillé dans la ville d'Abana. Une copie de

l'instruction ci-dessus fut trouvée à Caracas dans le bureau du secrétaire de la junte suprême, et envoyée par la junte à l'amiral en station à la Barbade, comme une preuve de la nécessité des précautions à prendre contre les intrigues de Napoléon.

La mauvaise réception qu'éprouvèrent les agens français persuada au gouvernement anglais qu'il n'y avait point, dans le pays, de parti pour Joseph Bonaparte; qu'il n'y en avait pas même un bien nombreux pour l'indépendance de l'Amérique espagnole. L'Angleterre, solennellement engagée à seconder les héroïques efforts des Espagnols pour repousser l'invasion de Napoléon Bonaparte, combattait pour sa propre cause en défendant la leur. Elle se trouva donc naturellement portée à exercer son influence en faveur des gouverneurs espagnols lorsque les troubles de l'Amérique méridionale commencèrent. Lord Liverpool, le 29 juin 1810, écrivit au général Layard, gouverneur de Curaçao ce qui suit : « Sa Majesté britannique a de fortes raisons d'espérer que les habitans de Caracas reconnaî-

tront l'autorité de la régence d'Espagne. »

Cette lettre fut communiquée au gouvernement de Cadix et à celui de Caracas, et publiée dans l'un et l'autre lieu. Le colonel Robertson, secrétaire du général Layard, arriva environ à cette époque à Caracas, probablement avec le dessein de décider le gouvernement à réaliser l'espoir du ministère britannique; mais le colonel Robertson ayant observé le mécontentement presque général contre le gouvernement de Cadix, ne se hasarda point à faire connaître l'objet de son voyage.

Le gouvernement anglais ne renonça point à son projet de rétablir l'union entre l'Espagne et les provinces alors en insurrection dans l'Amérique méridionale.

Au mois d'avril 1811, l'Angleterre offrit sa médiation, que les cortès acceptèrent le 6 juin. Voici les conditions qu'ils proposèrent :

1°. Les provinces révoltées, *las provincias disidentes*, jureront fidélité aux cortès et à la régence, et nommeront leurs députés pour siéger aux cortès.

2°. Les hostilités entre les armées seront suspendues, et tous les prisonniers relâchés.

3°. Les cortès feront une attention particulière aux plaintes des Américains espagnols.

4°. Les commissaires rendront compte des progrès et des effets de la médiation commencée il y a huit mois.

5°. Tant que la médiation continuera, les cortès permettront un libre commerce entre l'Angleterre et les provinces insurgées.

6°. La médiation doit être conclue en quinze mois.

7°. Si les commissaires ne peuvent obtenir de l'Amérique espagnole l'adoption de ces propositions, le gouvernement anglais s'engage à prêter secours à l'Espagne pour soumettre les rebelles par la force.

8°. Le gouvernement espagnol, pour son propre honneur, déclarera ouvertement au ministre anglais les raisons qui déterminent les cortès à accepter la médiation de l'Angleterre.

Malgré les conditions peu libérales, pro-

posées par les cortès, le 2 octobre de la même année, le gouvernement anglais désigna pour commissaires MM. Morin, Stuart, et l'amiral Cockburn. Mais, présumant que ces propositions ne produiraient pas grand résultat, ils s'adressèrent encore aux cortès l'année d'après, et proposèrent les conditions suivantes, comme devant plus facilement atteindre le but désiré.

1°. Une cessation d'hostilités aura lieu entre l'Espagne et l'Amérique espagnole.

2°. Il sera accordé une amnistie et un entier oubli de tous les actes commis, même des opinions exprimées par les Américains espagnols contre les Espagnols ou leur gouvernement.

3°. Les cortès confirmeront et maintiendront tous les droits des Américains espagnols, auxquels il sera justement et libéralement permis d'avoir leurs représentans parmi les cortès.

4°. L'Amérique espagnole jouira d'une entière liberté pour son commerce; néanmoins quelques priviléges pourront être permis à l'Espagne.

5°. Les emplois de vice-rois, gouverneurs, etc., seront donnés indifféremment aux Américains et aux Espagnols.

6°. Le gouvernement intérieur et toutes les branches de l'administration publique seront confiés aux *cabildos* ou municipalités, qui agiront de concert avec les chefs des provinces; et les membres du *cabildo* seront ou Américains méridionaux, ou Espagnols possédant des propriétés dans le pays.

7°. L'Amérique espagnole jurera fidélité à Ferdinand VII, aussitôt qu'elle sera mise en possession de ses droits, et qu'elle aura envoyé des députés aux cortès.

8°. L'Amérique espagnole reconnaîtra la souveraineté des cortès, comme représentant Ferdinand VII.

9°. L'Amérique espagnole s'engagera à entretenir une mutuelle et amicale correspondance avec la Péninsule.

10°. L'Amérique espagnole s'obligera à coopérer avec les cortès et les alliés pour préserver la Péninsule du pouvoir de la France.

11°. L'Amérique espagnole s'engagera

à envoyer de généreux secours à la Péninsule pour continuer la guerre.

Les débats des cortès sur ces propositions durèrent plusieurs jours et furent tenus secrets ; enfin elles furent rejetées, n'ayant obtenu que quarante-six voix, quarante députés américains et six européens. Le principal motif du rejet fut que les Américains espagnols n'avaient pas demandé la médiation de l'Angleterre, et que l'Angleterre avait de sinistres vues en l'offrant.

Ce ne fut pas le seul désappointement que le gouvernement anglais éprouva de la part des cortès, relativement aux affaires des colonies américaines. Le ministre britannique résidant à Cadix sollicita vivement l'autorisation d'ouvrir un commerce avec l'Amérique espagnole, dès que les cortès furent rassemblés : elle fut brusquement refusée. La régence néanmoins insista de nouveau sur cet objet auprès de la législature nationale ; il fut pris en considération dans des séances secrètes. Vers le milieu d'avril 1811, cette nouvelle transpira : soudain les papiers publics furent

remplis d'invectives contre le cabinet de Saint-James. Parmi plusieurs publications à ce sujet, l'une est particulièrement remarquable; c'est le manifeste de la *Consulado* ou conseil de commerce, sous l'autorité du président, des consuls, députés et autres membres, convoqués le 20 juillet 1811, à l'effet de discuter la question. Ce manifeste tendait à prouver « qu'un libre commerce avec les provinces américaines causerait à l'Espagne le plus grand mal qu'elle eût encore éprouvé; que ceux qui désiraient l'établir étaient des imposteurs, et méritaient des punitions exemplaires, un bannissement perpétuel; que le sort de l'Espagne et son existence politique dépendaient de la solution de cette question. Les noms de ceux qui proposent un si désastreux commerce, ajoutait-on, devraient être transmis à la postérité, et voués d'âge en âge à l'indignation publique. Les Américains n'ont pas demandé l'établissement de ce libre commerce; ils s'élèveraient même contre cette mesure, comme préjudiciable à leurs intérêts. L'Espagne, assurait-on, se ruinerait in-

failliblement en servant ainsi d'instrument à l'étranger, et la chute de son commerce et de ses manufactures entraînerait nécessairement celle de sa liberté. Enfin on représentait le projet proposé comme subversif de la religion, de l'ordre et de la société. »

Quoique les députés de l'Amérique espagnole et plusieurs Européens soutinssent que la proposition d'un libre commerce était une mesure politique et nécessaire, la majorité des cortès céda aux représentations du consulat de Cadix, et rejeta formellement, le 13 août 1811, la demande du ministre anglais.

Tandis que la médiation proposée par le gouvernement anglais et les demandes des députés de l'Amérique espagnole demeuraient sans succès auprès des cortès, les armées du gouvernement révolutionnaire obtenaient d'importans avantages dans l'Amérique. Elles possédaient tout le territoire qui comprend Buenos-Ayres, Venezuela et la nouvelle Grenade, à l'exception de quelques places fortes et de quelques provinces, et les Mexicains pa-

triotes s'étaient emparés de plusieurs places dans le gouvernement de Mexico sous Morelos, Rayon, Vittoria et autres; quelques projets de révolte avaient été découverts dans Mexico même, et Lima avait été menacée d'insurrection.

Telle était la situation politique de l'Amérique espagnole lorsque, après le désastre inouï de Moskou et la destruction de l'armée française, les puissances réunies du Nord envahirent la France par la Suisse, les Anglais et les Espagnols par les Pyrénées. Attaqué même par le roi de Naples son beau-frère, abandonné par la nation, dont il n'avait pas, dans les derniers temps, consulté les vœux, Bonaparte perdit l'empire. Tout lui était bon pour sortir de l'embarrassante situation où le plaçait l'invasion des alliés. Deux prisonniers de distinction étaient en son pouvoir, le roi d'Espagne et le chef de l'Église catholique: il espéra tirer parti de leur liberté, il la leur rendit.

Ferdinand rentra dans son royaume sous les auspices les plus favorables, pour confirmer la bonne opinion que ses sujets

avaient conçu de ses vertus. Les souffrances de sa jeunesse avaient excité la pitié des Espagnols et des Américains; la trahison par laquelle il avait été enlevé de son royaume leur inspirait pour lui un tel intérêt, que leur attachement approchait de l'adoration. L'Espagne, ruinée par six années de la guerre la plus désastreuse, l'Amérique espagnole en proie aux dissensions civiles, déchirée par l'animosité extrême des partis...... ! quelle heureuse occasion pour Ferdinand de se montrer le restaurateur de la tranquillité, le médiateur entre ses sujets, et d'apparaître enfin au milieu des partis comme un ange de paix! La restauration de la monarchie, le retour du roi terminaient la guerre de la Péninsule entreprise pour les obtenir; ce retour devait terminer aussi la guerre dans l'Amérique espagnole, puisque l'absence seule de Ferdinand l'avait fait naître. Dans le fait, à la nouvelle de la chute de Bonaparte et de la restauration du roi d'Espagne, les Américains, saisis d'étonnement, plongés dans une sorte de stupeur, restèrent dans l'inaction; et certainement ils eussent remis

l'épée dans le fourreau, si la moindre apparence de paix leur eût été offerte en ce moment.

Le roi Ferdinand, dans son décret du 4 juin 1814, notifia son retour à l'Amérique méridionale, et donna l'ordre de mettre bas les armes. En même temps une armée fut équipée à Cadix, et Morillo nommé commandant en chef.

Dix mille hommes choisis parmi les meilleures troupes d'Espagne, portés sur une flotte telle qu'on n'en avait jamais vu sur la côte de Venezuela, débarquèrent devant Carcipano au milieu d'avril 1815. L'alarme se répandit parmi ceux qui avaient combattu pour la cause de l'indépendance; tout espoir de réconciliation fut détruit: la révolte de l'Amérique espagnole contre Ferdinand VII date de cette époque.

De Carcipano le général Morillo se rendit à Margarita, de là à Caracas; et, le mois d'août suivant, il assiégea Carthagène. Les dissensions entre Bolivar et Castillo, tous deux commandant les forces de l'Amérique méridionale, avaient diminué

les moyens de défense de Carthagène, et l'avaient même privée des approvisionnemens nécessaires. Les habitans néanmoins, soutenus par deux mille hommes de troupes régulières, se préparèrent à une vigoureuse résistance. Le premier novembre, les assiégeans tentèrent une attaque contre la ville, ou plutôt contre la Popa, qui dominait la ville; ils furent repoussés. Cependant les provisions manquaient; les bâtimens qui approchaient du port étaient pris par les vaisseaux de guerre espagnols qui le bloquaient; plus de trois mille personnes étaient mortes de famine; une plus longue résistance était impossible: le 5 décembre 1815, le gouverneur et la garnison évacuèrent la place, et le jour suivant les troupes du roi y entrèrent.

Une fois en possession de Carthagène, le général Morillo entreprit et exécuta la conquête de la nouvelle Grenade, de la manière suivante: Calzada, avec une partie de l'armée restée à Caracas, envahit la province de Pamplona et de Tunja; une autre division pénétra dans les provinces d'Antioquia et de Popayan, et le

commandant en chef suivit la rivière Magdalena jusqu'auprès de San-Bartholome. Tandis qu'une partie de ses troupes côtoyait la rivière jusqu'à la ville de Houda, Morillo se dirigeait vers Ocana et Sangil, dans la province de Socorro. Les troupes royales eurent plusieurs escarmouches avec les indépendans, et obtinrent toujours l'avantage; enfin, à la bataille de Cachiri périt l'élite des défenseurs du congrès de la nouvelle Grenade. Après cette défaite le congrès se sépara, et le faible corps échappé au carnage s'éloigna du champ de bataille et prit la route de los Llanos, sous le commandement des généraux Cerviez et Ricante.

Le général Morillo s'empara de Santa-Fé de Bogota au mois de juin 1816, et y resta jusqu'au mois de novembre. Plus de six cents personnes, de celles qui avaient composé les congrès et les gouvernemens provinciaux, ou commandé l'armée indépendante, furent fusillées, pendues ou exilées; un grand nombre d'autres furent plongées dans les cachots en attendant le même sort. Parmi les victimes on cite

les botanistes don J. Caldas et don J. Lozano, auxquels le congrès de la nouvelle Grenade avait ordonné de publier l'ouvrage du docteur Mutis; don J.-M. Cabal, chimiste distingué; don C. Torres, remarquable par ses connaissances; don J.-G. Gutierrez-Moreno et don M.-R. Torices, tous deux connus par leur entier dévouement à la cause de l'Amérique; don Antonio-Maria Palacio-Faxar, don J.-M. Gutierrez, Miguel Pombo, don F.-A Ulloa, et plusieurs autres, tous recommandables par leurs talens et par leur caractère. Les femmes des personnes exécutées ou bannies par ordre de Morillo furent aussi exilées.

SECONDE PARTIE.

Révolution de Venezuela et de la nouvelle Grenade.

CHAPITRE PREMIER.

Révolution de Venezuela. — Établissement de la junte suprême. — Déclaration des indépendans. — Conquête du pays, après le tremblement de terre, par Monteverde, général royaliste. — Il est battu par le patriote Bolivar de la nouvelle Grenade, dix-huit mois après. — La bataille de la Puerta assure aux royalistes la possession de Caraças, en juillet 1814. — Bolivar aborde avec une expédition de Saint-Domingue, au mois de mai 1816. — Événemens subséquens.

Les provinces appelées Venezuela, dont la ville de Caracas est la capitale, sont les îles Margarita, Barinas, Guayana, Maracaybo, Cumana et Caracas. Les quatre dernières provinces sont situées entre les rives de l'Orenoco et Cape-Vela; mais celle de Barinas coupe la partie intérieure de Venezuela sur les frontières de Caracas, Guayana et Maracaybo, et pareillement sur celles de Casanare et Pamplona, pro-

vinces de la nouvelle Grenade, dont elle est séparée par les rivières Arauca et Tachira. Dans la seule ville de Caracas il y avait quarante-cinq mille habitans; toute la population de Venezuela se montait, en 1811, à plus de huit cent mille âmes.

La municipalité de Caracas, réunie aux députés nommés par le peuple, prit les rênes du gouvernement le 19 avril 1810, sous le nom de *junta suprema*, maintenant les droits de Ferdinand VII. Ses premiers décrets ordonnèrent l'arrestation du capitaine général et des membres de l'audiencia; ils furent ensuite envoyés aux États-Unis d'Amérique. Elle décréta pareillement l'abolition de l'*alcabala*, du tribu payé par les Indiens, et de la traite des nègres; la liberté du commerce, de l'agriculture, etc.; enfin la publication de ces changemens politiques dans les provinces, et leur communication au gouvernement anglais. La nouvelle de ces différens décrets s'étant répandue dans les provinces de Venezuela, toutes formèrent des juntes, à l'instar de Caracas. La junte de Guayana reconnut la junte suprême de

Caracas; mais, quelques jours après, renonçant à son premier engagement, reconnut la régence de Cadix. Ce changement fut occasioné par l'influence des Espagnols membres de cette junte, et qui se trouvaient en beaucoup plus grand nombre que les Américains. La junte de Barinas et celle de Cumana envoyèrent leurs députés à Caracas : ils ne reconnaissaient pas la junte suprême, et demandaient la convocation d'un congrès général. Don Fernando Miyares, gouverneur de Maracaybo, opposé aux innovations de Caracas, renvoya, en les accablant de menaces, les députés du nouveau gouvernement. Ces députés étaient don A. Moreno, D. Jugo, et N. Texera; ils furent arrêtés par Cevallos, commandant de Coro, et quelque temps après jetés dans un cachot à Puerto-Rico. Après de longues souffrances ils furent rendus à la liberté, par l'intercession de l'amiral sir Alexandre Cochrane.

La junte suprême de Caracas informa la régence d'Espagne des changemens survenus à Venezuela, déclarant ouvertement les raisons qui l'avaient portée à éta-

blir un gouvernement dont le but était de protéger leurs droits et ceux du monarque emprisonné; elle offrit cordialement tous les secours que pouvait donner Venezuela pour le soutien de la guerre contre la France.

Cette conduite ne fit qu'irriter la régence; elle n'y vit qu'un acte de rébellion, et déclara tous les ports dépendans du gouvernement en état de blocus.

Don N. Cortavarria, député à Puerto-Rico, avec le titre de *commissionado regio*, fut investi d'une autorité absolue pour réduire Venezuela. Ce représentant de la régence s'adressa d'abord aux habitans de Venezuela, les exhortant à dissoudre le gouvernement, et leur promettant qu'alors *les plaintes du peuple seraient prises en considération*. D'après la réponse, insérée dans les papiers publics, aux propositions de Cortavarria, il eut recours à d'autres moyens; des espions et des émissaires de toute espèce, envoyés dans toutes les parties de Venezuela, furent chargés d'opérer une contre-révolution.

Prévoyant les conséquences de l'op-

position du gouverneur de Maracaybo, nommé récemment capitaine général de Venezuela par la régence d'Espagne, et de son union avec le commandant de Coro, un des départemens de la province de Caracas, la junte suprême envoya des troupes à Carora, sous les ordres du marquis del Toro, pour prévenir l'attaque du gouverneur de Maracaybo. Les départemens de Merida et de Truxillo, formant partie de la province de Maracaybo, renoncèrent à leur fidélité pour la capitale, et demandèrent la protection de la junte de Barinas et du marquis del Toro. Don Diégo del Toro et don Pedro Brizeno furent nommés commandans des troupes envoyées pour protéger ces départemens.

Le marquis del Toro, en conformité des instructions de la junte suprême, leva un corps de trois mille hommes, et ouvrit une correspondance avec don Fernando Miyares, pour le déterminer à faire cause commune avec le gouvernement de Venezuela. A la fin, fatigué de cette inutile correspondance, et remarquant que les forces de Miyares s'accroissaient journellement des

Espagnols qui émigraient des autres provinces de Venezuela; voyant que les dispositions favorables de la ville de Maracaybo restaient sans effet; que plusieurs tentatives d'insurrection avaient été étouffées; empressé surtout de prévenir l'arrivée des troupes de la Péninsule, le général del Toro fit connaître à la junte de Caracas les avantages probables d'une attaque contre le département de Coro; celui-ci une fois soumis, Maracaybo se joindrait infailliblement à la cause générale. L'événement prouva que cette attaque aurait dû être faite immédiatement après l'établissement de la junte suprême: telle avait été en effet l'opinion de don J. Cortes Madiriaga, un des membres de la junte, et l'un des principaux auteurs de son établissement.

Le gouvernement de Caracas ayant agréé le plan du marquis del Toro, ce général entra dans le territoire de Coro en novembre 1810. Tout lui céda d'abord; il s'empara même des faubourgs de la capitale malgré la vive résistance de l'ennemi. Quarante lieues d'un pays sauvage et sablonneux séparent Coro de Carora, d'où l'armée

de Venezuela était partie. Le général Toro négligea d'échelonner ses troupes pour conserver ses communications avec Carora ; elles furent coupées. L'armée manquait de provisions ; les vaisseaux de guerre partis de Puerto-Cabello pour coopérer avec l'armée, en attaquant la Vela de Coro, ne purent approcher du port à raison du temps, et le marquis del Toro se trouva dans la nécessité d'opérer sa retraite : il ne put l'effectuer qu'avec une extrême difficulté, et seulement par la force des armes. Ainsi cette expédition échoua, mais elle servit du moins à prouver, pour la première fois, que Caracas pouvait fournir une armée qui ne manquait ni de discipline ni de courage.

Le général Miranda atteignit les rivages de Caracas à la fin de 1810, malgré les instructions données par la junte suprême aux députés qu'elle avait envoyés à Londres, de s'opposer au retour de ce général dans son pays natal. Cette opposition n'avait pas été dictée par des motifs de haine contre Miranda ; elle était la conséquence du plan de conduite modérée adopté par

la junte envers l'Espagne. Les tentatives répétées du général Miranda pour délivrer l'Amérique de la dépendance des Espagnols étaient bien connues, et sa présence à Caracas, de l'aveu du gouvernement, se fût trouvée en contradiction avec les principes manifestés par la junte.

L'assemblée du congrès général devait bientôt s'ouvrir. Les élections avaient été faites à Venezuela conformément aux réglemens de la junte suprême : ces réglemens prescrivaient la méthode à suivre à raison de la population; la forme des colléges électoraux, et le nombre de députés à élire proportionnellement à la population, un pour vingt mille personnes. Près de cinquante députés élus d'après ces instructions ouvrirent leur session le 2 mars 1811.

Avant cette assemblée la junte avait nommé un comité composé de don F.-R. Ustariez, don Formin Paul, du général Miranda, de don J. Roscio et autres, chargé de rédiger un projet de constitution qui devait être soumis à l'examen du congrès. Les membres de ce comité se réunirent

plusieurs fois, et convinrent de proposer un plan de confédération provisoire, genre de gouvernement le plus convenable, à leur avis, à Venezuela. Le général Miranda, d'une opinion différente, envoya au comité un plan de la constitution qu'il avait eu l'intention de présenter à l'Amérique espagnole, s'il avait réussi dans son entreprise en 1806. Ce plan, fait pour un pays d'une bien plus grande étendue que Venezuela, différait peu du gouvernement colonial de l'Espagne.

Cette circonstance fit beaucoup d'ennemis à Miranda. Dès le commencement on craignait son influence dans les affaires publiques; mais les amis de l'indépendance conservaient une grande vénération pour ses talens et ses vertus, quoique plusieurs l'accusassent d'avoir des vues ambitieuses, et cherchassent à inspirer de la défiance sur son compte. Ils ne concevaient pas que Venezuela pût obtenir l'indépendance sans bouleverser toutes les vieilles institutions, et réformer toutes les anciennes coutumes.

La méfiance ainsi se répandit bientôt à Venezuela et à la nouvelle Grenade; et,

malgré toute l'estime qu'on avait pour Miranda et quelques-uns de ses amis, ceux-ci ne réussirent à le faire élire membre du congrès que dans l'insignifiant département d'Araquita, à Barcelona.

Dans le mois d'avril 1811, le congrès établit, sous le nom de pouvoir exécutif, un gouvernement composé de trois membres; leur autorité cependant fut très-limitée: car, d'après l'opinion du congrès, les plus grandes précautions étaient nécessaires pour empêcher le pouvoir exécutif d'empiéter sur les droits du peuple.

Un parti considérable dans le congrès désirait une réunion avec la mère-patrie, mais n'osait le déclarer, parce que le peuple de Caracas tenait fortement à l'indépendance; le parti contraire était d'ailleurs le plus nombreux. Afin de donner de la force aux partisans de la cause patriotique, le général Miranda proposa d'établir un club où les citoyens se réuniraient pour discuter les questions d'intérêt général: un homme de robe d'une grande érudition, don Francisco Espejo, le seconda puissamment dans cette occasion, et le club fut

établi sous la dénomination de société patriotique.

Le 19 avril, jour anniversaire de la révolution, le peuple de Caracas prouva combien il attachait de prix au bonheur qu'il croyait avoir obtenu pour lui et sa postérité : les réjouissances furent universelles. Après le service divin, les habitans se dispersèrent dans les rues, tous vêtus de leurs habits de fêtes, et portant à leurs chapeaux des cocardes de rubans rouges, bleus et jaunes. Des groupes de musiciens, suivis de danseurs, parcouraient la ville en chantant des airs patriotiques; les membres du club patriotique traversèrent en procession les principales rues, portant des bannières appropriées à cette fête; des personnages considérables de Caracas se joignirent au cortége, et l'on vit dans cette occasion plusieurs groupes d'Indiens des environs, jouant et dansant à leur manière, plus naïve que gracieuse : la joie se peignait sur tous les visages, et de mutuelles félicitations de bonheur étaient vivement exprimées. La nuit amena d'autres genres de plaisirs : Caracas fut entièrement illuminée;

les édifices publics et plusieurs maisons particulières offrirent des inscriptions, des emblèmes exécutés avec autant de goût que d'esprit. Les groupes de musiciens continuèrent à remplir l'air des sons les plus mélodieux, et l'allégresse des habitans parut augmenter à mesure que la chaleur du jour déclinait. De petits théâtres élevés en différentes parties de la ville, procurèrent de nouveaux plaisirs au peuple, qui manifesta le plus vif enthousiasme.

La satisfaction du peuple fut cependant passagère. Le gouvernement, frappé, pour ainsi dire, de paralysie, manqua d'énergie, et le congrès parut incertain sur le plan politique qu'il devait suivre. Les Espagnols avaient déjà, plusieurs fois, cherché à renverser le nouveau gouvernement; on s'était borné à bannir simplement les mécontens, ou à emprisonner les plus dangereux.

Une plus alarmante conspiration fut sur le point d'éclater au mois de juin 1811 : à cette époque, la confiance dans l'énergie du gouvernement avait déjà diminué, et l'enthousiasme du peuple s'affaiblissait cha-

que jour. Les partisans de l'indépendance saisirent cette occasion ; les assemblées de la *société patriotique* devinrent plus fréquentes ; l'opinion des chefs était « qu'une » déclaration de complète indépendance » était la seule mesure qui pût sauver le » pays de la ruine dont il était menacé. » Le peuple de Caracas, principalement composé de mulâtres, écoutait avec intérêt les argumens qui leur offraient les moyens d'obtenir une existence politique. Enfin, quelques membres du congrès firent eux-mêmes la motion de déclarer Venezuela entièrement indépendante de l'Espagne. Après beaucoup de débats, cette motion fut adoptée le 5 juillet 1811.

Cette nouvelle déconcerta les conspirateurs, sans détruire cependant la conspiration. Le gouvernement, secrètement averti, fit arrêter les personnes suspectes. Néanmoins, malgré cette précaution, le reste des mécontens commença à s'assembler dans la partie de la ville appelée Los-Teques, le 11 juillet à trois heures après minuit. Ils devaient commencer par s'emparer des casernes, dont un sergent espagnol,

au service du nouveau gouvernement, avait promis de livrer les portes. Une fois en possession de ce lieu, dépôt d'armes et de munitions, ils devaient attaquer ensuite la ville, où quelques centaines de conspirateurs, disposés à agir au premier coup de canon tiré des casernes, seconderaient leurs opérations. Les membres du pouvoir exécutif, et quelques membres du congrès devaient être exécutés le même jour, les autres envoyés en Espagne.

Le gouvernement se hâta de prendre les mesures ordonnées par les circonstances; mais, comme il se défiait des Espagnols qui faisaient partie des troupes, il jugea convenable de découvrir à ses partisans toute l'étendue de leur péril; ce fut ainsi que le peuple de Caracas, apprit le danger dont il était menacé. A peine les conspirateurs réunis en armes parurent-ils à Los-Teques, que le peuple les attaqua: après quelque résistance, ils furent vaincus et emprisonnés.

Le jour précédent, les Espagnols résidans à Valencia, à trente-huit lieues de Caracas, dans l'intérieur du pays, s'as-

semblèrent en nombre considérable, et s'emparèrent des casernes de la ville, gardées par une faible garnison. Les habitans mécontens du congrès, qui s'opposait à leur désir de se séparer de Caracas et de former une nouvelle province, se joignirent aux conspirateurs : les troupes furent incorporées, les habitans pourvus d'armes à feu que les Espagnols avaient secrètement fait entrer dans la ville, et Valencia fit ses préparatifs pour repousser les attaques du gouvernement de Caracas.

La position du gouvernement devenait embarrassante. Plusieurs conspirateurs avaient été pris et mis en prison; mais ils refusaient de nommer leurs complices, parce qu'ils les savaient très-nombreux, et comptaient sur eux pour leur délivrance. Attaquer sur-le-champ la ville de Valencia eût été le meilleur moyen d'arrêter le mal; mais les troupes furent retenues pour protéger Caracas. Le gouvernement se détermina cependant à appeler les citoyens aux armes, et envoya le général Toro contre Valencia. Dix conspirateurs furent en même temps jugés et mis à mort;

les têtes de ces infortunés furent, suivant la sentence, placées au bout de longues perches à l'entrée de la ville; inutile atrocité, qui prouva le peu d'influence qu'avaient exercée sur les mœurs les changemens politiques de Venezuela, puisqu'ils n'avaient pas fait abolir l'usage d'étaler aux yeux ces révoltans témoignages de la vindicte publique.

Près de Valencia s'élèvent deux montagnes qui dominent la ville : *el Pico de Mariara* et *el Morro de Valencia.* Les royalistes fortifièrent l'un et l'autre. Le général Toro attaqua *el Pico de Mariara*, et malgré la vigoureuse résistance de l'ennemi, parvint à forcer ce passage, mais ce ne fut pas sans perdre beaucoup de monde. Le gouvernement, doutant de l'habileté militaire du marquis del Toro, nomma pour son successeur, le général Miranda, auquel ce choix rendit une partie de l'influence qu'il avait perdue. Miranda emporta la position du Morro de Valencia, et donna l'assaut à la ville, qui céda après une faible résistance. Quelques royalistes, retirés dans les casernes appelées

de Los Pardos, continuèrent à combattre et firent éprouver de grandes pertes aux indépendans. Encouragés par cette résistance, les Espagnols commencèrent à faire feu sur les troupes de Caracas des fenêtres, des tours des églises et du sommet des maisons. Plusieurs officiers, parmi lesquels le Brigadier Del Toro, furent grièvement blessés, et les troupes montrèrent bientôt un extrême découragement. La retraite fut alors décidée, et Miranda regagna Mariara, à quatre lieues de la ville, sur la route de Caracas.

Les indépendans reçurent un renfort, et le mois d'août suivant Valencia fut assiégée de nouveau et conquise. Miranda proposa alors d'envahir le territoire de Coro, avec quatre mille hommes qu'il commandait : le gouvernement accepta cette proposition ; mais ses ennemis, que son dernier triomphe avait irrités, s'opposèrent de tous leurs moyens à son projet, et furent secondés par le congrès.

Le congrès s'occupait alors de la nouvelle constitution qui devait assurer la liberté de Venezuela. Le projet de cette

constitution avait été rédigé par don F. R. Ustariez; lui et plusieurs autres personnes jouissant de la plus grande considération, avaient donné à entendre, dans leur première opinion, qu'en cas d'une séparation définitive avec l'Espagne, le meilleur gouvernement pour Venezuela serait un gouvernement fédéral, modelé sur celui des États-Unis d'Amérique. Afin de répandre cette opinion, on inséra dans la Gazette de Caracas de nombreux articles, uniquement pour prouver les avantages de la constitution des Américains du Nord: Burke, irlandais, parfaitement au fait des constitutions anglaises et américaines, rédigeait ces articles. Don F. R. Ustariez, et don J. Roscio, établirent une correspondance avec quelques individus de Santa-Fé de Bogota et de l'intérieur de Venezuela sur ce même sujet, qui semblait intéresser chaque individu. L'enthousiasme en faveur d'une constitution fédérale gagna même la nouvelle Grenade; et l'espérance d'atteindre un degré de prospérité égale à celle dont jouissaient les Américains du Nord sous leur gouver-

nement paternel imposa silence à tous les argumens en faveur de quelque autre constitution, quoique l'on eût pu en trouver une mieux adaptée aux usages et au caractère des Américains méridionaux.

Après plusieurs mois de débats continuels, la représentation de Venezuela offrit à l'approbation du peuple, le 23 décembre 1811, la constitution promise formant un volume divisé en neuf chapitres. Dans le premier, la religion catholique et romaine est déclarée religion de l'état; dans le second, on propose la division du congrès général en deux chambres; la représentation et le sénat sont conjointement investis du pouvoir de déclarer la guerre, de faire la paix, de lever des armées, etc., etc.; l'élection des représentans est confiée aux colléges électoraux, et celle du sénat aux législatures provinciales. Le troisième chapitre traite du pouvoir exécutif, remis à trois personnes choisies par les colléges électoraux; ces personnes sont investies du pouvoir de nommer les généraux de l'armée, de désigner les officiers auxquels l'administration et la perception du revenu

public doivent être confiées. Le quatrième chapitre institue une cour suprême de justice, qui doit décider les questions civiles et criminelles dans les matières concernant le pacte fédéral, et pareillement l'établissement d'un jury, etc. Le cinquième détermine les bornes de l'autorité provinciale, la garantie mutuelle des provinces entre elles, et décide que Guayana et Maracaybo seront admises dans la fédération, aussitôt qu'elles seront dégagées du joug de l'Espagne. Le sixième et le septième proposent que la constitution soit revisée et soumise à la sanction du peuple. Le huitième déclare la souveraineté du peuple, les droits de l'homme en société, ceux des étrangers de toute nation qui seront admis dans Venezuela, pourvu qu'ils respectent la religion nationale; l'abolition de la torture, etc., etc. Le neuvième et dernier chapitre est consacré à des sujets généraux, tels que hâter la civilisation des Indiens, déclarer les mulâtres et *pardos* éligibles aux emplois de l'état, confirmer l'abolition de la traite des nègres, abolition décrétée par

la junte suprême de Caracas le 14 juillet 1810.

A l'imitation des États-Unis d'Amérique, le congrès fixa une partie de territoire dans laquelle les autorités de la confédération devaient résider : la ville de Valencia fut désignée, et le congrès y tint ses sessions au commencement de mars 1812.

Dans ce temps là tout prospérait à Venezuela : le gouvernement était respecté, la force militaire suffisante pour le soutenir, et l'esprit public unanime ; le commerce se ranimait ; et Venezuela désirant particulièrement étendre celui qu'elle faisait avec l'Angleterre, une réduction de quatre pour cent sur les droits de douane fut accordée aux produits des manufactures anglaises. Trois mille hommes, sous le commandement du général Moreno, campaient sur les bords de l'Orenoco, prêts à traverser la rivière pour attaquer les royalistes dans les villes de Guayana ou d'Angostura, dont les habitans, dans plusieurs occasions, avaient prouvé leur attachement pour le nouveau gouvernement, sans oser le déclarer ouvertement.

Le colonel Xalon, avec un bataillon de bonnes troupes, occupait Barquisimeto, dans le cas où les royalistes de Coro tenteraient une attaque de ce côté; mais cette prospérité fut de bien courte durée.

Le 26 mars 1812, entre quatre et cinq heures du soir, la province de Venezuela fut bouleversée par un de ces épouvantables tremblemens de terre qui désolent de temps en temps ces contrées: pendant une minute et quinze secondes la terre, agitée en tous sens, se soulevait en proie à d'horribles convulsions: près de vingt mille personnes périrent victimes de ce désastre. Les villes de Caracas, de la Guayra, Mayquetia, Merida et de San-Felipe, furent entièrement détruites; Barquisimeto, Valencia, la Vittoria et autres souffrirent considérablement. Cette catastrophe arriva précisément la veille du Vendredi Saint, au moment où le peuple se rend en foule dans les églises pour assister aux processions d'usage dans le culte catholique de ces contrées; des troupes, commandées en pareille occasion pour accompagner les processions, les attendaient à la porte des

églises. Plusieurs de ces édifices et la principale caserne de Caracas s'écroulèrent et engloutirent sous leurs ruines un grand nombre de soldats et plusieurs milliers d'habitans. Les armes et les munitions de toute espèce, destinées à la défense du pays, furent ensevelies sous les décombres; et, ce qu'il y eut de pis, un invincible ennemi de l'indépendance de Venezuela, le fanatisme, éleva sa tête menaçante du milieu des ruines.

Dans une circonstance moins remarquable, un pareil événement n'aurait exercé aucune influence sur l'opinion publique; mais, malgré la prospérité croissante de Venezuela, un levain de mécontentement fermentait dans certaines classes de la société. Les principes démocratiques, base de la nouvelle constitution, en amenant la réforme indispensable de certains priviléges du clergé, avaient créé de nombreux ennemis au gouvernement parmi les ecclésiastiques. Immédiatement après le tremblement de terre, les prêtres proclamèrent que Dieu condamnait la révolution, et menacèrent de son courroux

tous ceux qui osaient la favoriser. Ils donnaient pour preuve de la colère céleste l'époque même du tremblement de terre, arrivé la veille du Vendredi Saint, jour où la révolution avait commencé. Ce n'était point cependant le jour anniversaire de la révolution, car le Vendredi Saint, fête mobile, ne se célèbre pas à pareil jour tous les ans. Ils n'en parvinrent pas moins à persuader au peuple que l'enfer s'ouvrait pour l'engloutir.

Tel fut alors l'effet de la superstition. Les hommes sans préjugés ne se laissèrent point intimider : mais ils étaient en trop petit nombre pour résister à la multitude des gens séduits, et ne purent empêcher l'opinion publique de pencher en faveur de l'Espagne.

D'un autre côté, les royalistes de Coro, dans le dessein de faire une diversion, attaquèrent les troupes républicaines chargées de la défense des frontières, et, après un avantage signalé, s'emparèrent de Carora le jour même du tremblement de terre. Les troupes campées à Barquisimeto sous les ordres de Xalon se prépa-

raient à marcher contre les royalistes à l'heure même du tremblement de terre : une grande partie des soldats fut ensevelie sous les casernes qui s'écroulèrent au moment du départ ; leur chef fut grièvement blessé.

Le déficit du trésor public ajoutait encore aux difficultés du moment. Le gouvernement venait de lever une armée, d'accroître le nombre des emplois, de fournir aux frais considérables de deux expéditions militaires, d'établir une fonderie de canons, etc., etc., tandis qu'il avait tari en même temps plusieurs sources du revenu de l'état, telles que l'*alcabala*, etc. Le congrès s'était vu forcé, en conséquence, de créer et de mettre en circulation un million de papier-monnaie, qui avait encore cours, mais avec une perte considérable, depuis le tremblement de terre. A dater de cette époque, la confiance dans le gouvernement déclina de jour en jour, et l'on fut obligé de prendre les mesures les plus sévères pour maintenir la circulation du papier-monnaie.

Le congrès sentit que les circonstances

exigeaient des ressources extraordinaires. Il eut recours à celles que mettent ordinairement en usage les républiques dans les momens de crise, en investissant les membres du gouvernement du pouvoir dictatorial. Il ajourna ses sessions, afin que ses membres pussent servir dans l'armée ou retourner dans leurs provinces pour y ranimer l'énergie du peuple.

Miranda, chargé du commandement de l'armée, avec de pleins pouvoirs, marcha au-devant des ennemis à la tête de deux mille hommes pourvus du peu d'artillerie échappée au désastre général.

Le général Monteverde s'avança de Carora sur Barquisimeto, dont il s'empara sans opposition. Là son armée reçut des renforts considérables de la part des habitans, qui s'empressèrent de s'enrôler sous ses bannières. Araure était la première place à attaquer sur le chemin de Caracas : un détachement commandé par le colonel F. Palacio-Sojo gardait cette place qui devint une conquête aisée par la conduite de la garnison, qui refusa de combattre. Le colonel fut fait prisonnier.

Près d'Araure commencent de vastes plaines appartenant, partie à la province de Caracas, partie à celle de Barinas. Ces plaines fournissent de vivres et de bestiaux les villes situées dans la région montagneuse du territoire de Venezuela. Monteverde, pénétré de l'importance de leur possession, envoya des troupes pour occuper Barinas, et, avec ses principales forces, attaqua lui-même San-Carlos, défendu par M. Carabano. San-Carlos fit une vigoureuse défense; mais la cavalerie des indépendans ayant passé du côté de l'ennemi, celui-ci obtint la victoire.

Il faut connaître les énormes distances qui séparent les capitales du territoire de Venezuela, le mauvais état des routes, la rareté de la population, pour se faire une idée des difficultés que le gouvernement eut à surmonter pour lever une armée capable d'arrêter un ennemi qui s'avançait rapidement, animé par le fanatisme et encouragé par la consternation qui régnait dans le parti opposé. Si l'on avait pu disposer contre Monteverde de l'armée employée à l'expédition de Guayana, nul

doute qu'il n'eût été forcé à la retraite; mais cette armée était trop éloignée et ressentait d'ailleurs l'influence de cette chaîne d'événemens qui semblaient se succéder pour la destruction de la république de Venezuela.

Les provinces de Barinas, Cumana et Caracas avaient fourni les troupes envoyées contre Guayana La flottille des indépendans, destinée à protéger le passage de l'Orenoco, éprouva quelques pertes dans un engagement qui eut lieu le 25 mars. Nonobstant cet échec, une partie des troupes passa sur l'autre rive, et se serait emparée de Guayana, sans la nouvelle des succès de Monteverde, qui la découragea et occasiona en même temps la désertion des soldats et l'irrésolution des chefs.

Les troupes républicaines évacuèrent Valencia, et Miranda concentra ses forces dans les défilés de la Cabrera près le lac Tacarigna ou lagune de Valencia. La Cabrera est un étroit passage qui sert de continuation à la route des montagnes. Après la perte de San-Carlos et l'évacuation de Valencia, c'était incontestablement

la meilleure position pour arrêter l'ennemi et l'empêcher d'envahir Caracas par l'ouest: mais les habitans de ce canton, partisans des royalistes, découvrirent à Monteverde un passage inconnu, au moyen duquel il évita, non sans quelque difficulté, les défilés de la Cabrera. Miranda se retira en conséquence sur la Vittoria, à soixante lieues environ de Caracas, dans la vallée située entre les rivières Aragua et Tuy. Les royalistes suivirent la retraite des indépendans, qu'ils atteignirent et attaquèrent vigoureusement: mais ils furent repoussés avec une perte considérable.

La sage conduite de Miranda commençait à rétablir l'ordre dans Caracas et la discipline dans l'armée, lorsque les Espagnols prisonniers dans la citadelle de Puerto-Cabello s'en emparèrent, favorisés par la trahison du commandant. Le colonel Simon Bolivar, qui commandait dans la ville, jugeant impossible de reprendre le fort sans compromettre le salut de celle-ci, s'embarqua pour la Guayra avec ses officiers. La nouvelle de cet événement parvint le 5 juillet à l'armée principale, lors-

qu'elle célébrait l'anniversaire de l'indépendance venezuelienne, et la jeta dans un grand découragement. L'ennemi trouva dans Puerto-Cabello une quantité considérable de munitions, dont il manquait entièrement. Il rouvrit sur-le-champ ses communications par mer avec Coro et Puerto-Rico, d'où il tira des renforts qu'il était obligé de faire venir auparavant, par terre, de plus de cent cinquante lieues.

Le général Miranda s'aperçut que la désertion faisait des progrès : les royalistes occupaient la contrée qui approvisionnait Caracas; les troupes républicaines, peu nombreuses, comparées à celles de l'ennemi, étaient assez mal armées; enfin le tremblement de terre, dont les secousses se renouvelaient par intervalles, entretenait les craintes superstitieuses qu'il avait excitées. Les Espagnols de Caracas et de la Guayra se montraient si disposés à la révolte qu'il devint nécessaire de s'en assurer. Enfin l'ennemi qui s'avançait, annonçait l'intention de détruire Caracas de fond en comble, s'il s'en emparait de vive force. Dans ces circonstances,

Miranda, avec l'approbation du pouvoir exécutif, proposa une capitulation dont les articles furent convenus entre le général Monteverde et don J. Sata-Y-Busy accompagné de quelques officiers désignés par Miranda. Voici les articles de cette capitulation, tels qu'ils furent signés et ratifiés :

1. La constitution offerte par les cortès à la nation espagnole sera établie à Caracas.

2. Personne ue sera inquiété pour ses opinions.

3. Toutes les propriétés particulières seront respectées.

4. Tout le monde aura la faculté de quitter le territoire de Venezuela.

Caracas tomba en conséquence au pouvoir des royalistes. L'armée républicaine fut dissoute, et Miranda, ainsi que beaucoup d'autres, se réfugièrent à la Guayra, dans l'intention de s'y embarquer pour Carthagène. Miranda éprouva, dans cette circonstance, l'ingratitude de quelques-uns de ses compatriotes. Don M. Casas, commandant militaire de la Guayra, le fit arrêter

dans l'espoir de se concilier, par cette trahison, la faveur de Monteverde. Miranda et une centaine de patriotes furent plongés dans les cachots de la Guayra et de Puerto-Cabello: beaucoup d'autres furent envoyés à Porto-Rico. On transporta à Cadix don J. Cortès Madariaga, J. Roscio, J. Ayala, J. Castillo, Américains méridionaux; Ysnardi, Ruiz, Mires et Barrosa, Espagnols au service de la république venezuelienne. Ces patriotes furent condamnés par les cortès à une réclusion perpétuelle dans Ceuta, d'où les Américains parvinrent à s'échapper au commencement de 1814; ils se réfugièrent à Gibraltar. Le gouverneur de cette place fut assez lâche pour les livrer aux Espagnols; et ce fut seulement au milieu de l'année dernière, et grâce aux généreuses remontrances de l'Angleterre à la cour de Madrid, qu'ils obtinrent leur liberté. Les quatre Espagnols traînent encore une misérable existence à Ceuta.

En conséquence de cette capitulation, Cumana et Barcelona reconnurent l'auto-

rité de Monteverde; et, comme si rien n'eut dû manquer à sa gloire, l'expédition contre Guayana échoua complétement. Presque à la même époque, les royalistes de Maracaybo envahirent les départemens de Merida et de Truxillo, après avoir défait en plusieurs occasions, dans la vallée de Cucuta, l'armée chargée de défendre ce territoire, sous la conduite de don J. A. Paredes.

Le gouvernement espagnol reprit ainsi son pouvoir sur Venezuela; mais il viola de la manière la plus déshonorante tous les articles de la capitulation, à laquelle il avait dû cependant la tranquille possession de cette contrée au mois d'août 1812.

Monteverde avait maintenant le pouvoir et les moyens d'assurer la paix, car le peuple désirait ardemment le repos après deux années de combats et de fatigues auxquelles il était peu accoutumé. Mais au lieu d'employer la douceur et la clémence, il ne songea qu'à satisfaire son ressentiment. En frappant les habitans de Venezuela, les premiers qui eussent levé l'éten-

dard de l'indépendance, les Espagnols croyaient détruire tous les partisans de la république. Tout royaliste devint un dénonciateur, et le plus grand des crimes fut d'avoir soutenu l'indépendance. Toutes les prisons regorgèrent de patriotes; une foule de maisons fut convertie en cachots; et l'on a dit, avec quelque raison, que presque toute la population avait été incarcérée. Non-seulement la régence d'Espagne approuva ces mesures rigoureuses, mais don Juan O' Donoju, ministre de la guerre, dans un rapport sur les colonies espagnoles, présenté aux cortès le 2 octobre 1813, se plaignit « de l'indulgence que » l'on avait montrée envers les insurgés de » Caracas. »

La conduite des royalistes ranima la haine des habitans et le courage des partisans de l'indépendance. La province de Cumana, qui avait le moins ressenti les funestes effets de la dernière capitulation, et qui avait, par conséquent, plus de moyens, fut la première à secouer le joug de Monteverde. Don N. Marino, jeune homme actif et audacieux, rallia les mé-

contens et s'empara de la ville de Maturin. Les Espagnols l'y attaquèrent, et furent repoussés; Monteverde en personne entreprit une nouvelle attaque au commencement d'avril 1813, et n'obtint pas plus de succès.

Don Simon Bolivar, d'une des familles les plus distinguées de Caracas, obtint du congrès de la Nouvelle-Grenade le commandement d'un corps de 6000 hommes environ. Avec cette troupe, il se crut capable d'affranchir sa patrie; et, traversant les Andes, du côté où sont situées les provinces de Tunja et Pamplona, il parvint jusqu'à la rivière Tachira, qui sert de limite à la Nouvelle-Grenade.

Comme Bolivar est un des plus beaux caractères qui aient honoré la révolution américaine, je veux le faire plus particulièrement connaître à mes lecteurs. Venu en Espagne dans sa première jeunesse, Bolivar obtint la permission de voyager en France et en Italie. Au commencement de la révolution de Caracas, il fut chargé avec don L. Lopez Mendez, par la junte suprême, de solliciter la protection de

l'Angleterre en faveur du nouveau gouvernement; mais comme il n'approuvait pas les projets du congrès de Venezuela, il vécut dans la retraite après son retour à Caracas.

Cependant, touché des dangers de sa patrie après le tremblement de terre, il offrit ses services et fut nommé par Miranda gouverneur de Puerto-Cabello, que la trahison lui fit perdre malheureusement. Bolivar, qui n'approuvait pas la capitulation conclue par Miranda, obtint, par la faveur spéciale de Monteverde, un passe-port quelques jours après l'entrée des royalistes à Caracas, et s'embarqua sur-le-champ pour Curaçoa : de cette île Bolivar fit voile pour Carthagène, où il fut chargé du commandement d'une division.

Après avoir affranchi les rives de la Magdalena du pouvoir des royalistes, il marcha sur Ocana, et dans le même temps envoya son lieutenant, le colonel Rivas, à Tunja, où siégeait le congrès de la Nouvelle-Grenade, afin de demander des renforts suffisans pour pénétrer dans le terri-

toire de Venezuela; Rivas réussit dans sa mission.

La petite armée de Bolivar surprit les royalistes à Cucuta et les mit en déroute: après ce succès, le colonel Nicolas Briceno et quelques officiers furent dépêchés par lui à Guadalito : là Briceno organisa un corps de cavalerie avec lequel il envahit la province de Barinas, tandis que Bolivar s'emparait du département de Merida après avoir défait les royalistes à la Grita. Enfin les Espagnols prirent leur revanche et battirent Briceno; lui et sept de ses officiers furent aussitôt envoyés au supplice par ordre de Tiscar, gouverneur de Barinas, qui fit fusiller en même temps huit des plus considérables habitans de cette ville, comme coupables d'avoir favorisé l'entreprise de Briceno. Cette conduite barbare exaspéra Bolivar, qui jusqu'alors avait montré beaucoup d'humanité envers les prisonniers de guerre espagnols. Furieux de voir ses compatriotes traités comme des bêtes féroces, il déclara qu'il userait désormais de représailles, et que tous les prisonniers qui tomberaient en son pouvoir seraient aban-

donnés au ressentiment des patriotes. Depuis ce temps la guerre fut appelée la guerre à mort, *la guerra à muerte.*

Bolivar divisa son armée, qui croissait chaque jour, en deux corps dont il confia l'un au colonel Rivas. Les deux divisions se dirigèrent vers la province de Caracas, en passant à travers le département de Truxillo et la province de Barinas. Les royalistes furent battus à Niquitao, Betyoque, Carache, Barquisimeto, Barinas, et en dernier lieu à Lostaguanes, où Monteverde avait rassemblé ses meilleures troupes. Sa cavalerie passa durant l'action du côté des indépendans, et leur assura la victoire. Après ce revers, Monteverde se retira avec le reste de ses troupes à Puerto-Cabello. Cependant Bolivar s'avançait rapidement vers Caracas, dont les habitans l'attendaient comme leur libérateur, lorsque Fiero, gouverneur de la ville en l'absence de Monteverde, assembla une junte composée des membres de l'audiencia, du clergé et de l'état-major de la garnison; cette junte décida que des commissaires seraient envoyés à Bolivar pour proposer

une capitulation. Les commissaires trouvèrent à la Vittoria ce général, qui, bien sûr d'entrer à Caracas, défendue par une faible garnison, n'en consentit pas moins à la capitulation proposée. Après la capitulation, il engagea sa parole que personne ne serait inquiété pour son opinion, et que chacun aurait la liberté de quitter Venezuela avec ses propriétés.

Pendant les négociations, le gouverneur de Caracas, sans attendre la ratification du traité, s'embarqua à la Guayra, enlevant tout ce qu'il avait pu prendre à l'état et aux particuliers, et laissant à la merci du vainqueur quinze cents Espagnols qui n'avaient aucun moyen de fuir. Les articles du traité furent, malgré cela, envoyés au général Monteverde, qui refusa de le ratifier, déclarant : *Que ce serait déroger à la dignité espagnole, que de traiter avec des rebelles.*

Bolivar fit son entrée publique à Caracas le 4 août 1813; aucune expression ne pourrait rendre l'affectueuse entrevue des troupes de Bolivar et des habitans de Caracas : la rencontre inattendue de deux amis, long-

temps séparés et malheureux pour la même cause, peut seule donner une idée de leurs transports et de la vivacité de leurs embrassemens. Les prisons de la Guayra s'ouvrirent, et ceux qui avaient survécu à un an de détention, furent rendus à leur patrie, à leurs amis, aux acclamations d'un peuple ivre de joie, et comblant de bénédictions son libérateur. Malgré l'exaltation du peuple, aucun Espagnol ne fut insulté: le sentiment du bonheur et de la reconnaissance remplissait seul tous les cœurs.

Ainsi furent délivrées les provinces de la république venezuelienne, grâce aux efforts de Marino dans l'est, et de Bolivar dans les autres parties. La citadelle et la ville de Puerto-Cabello restaient seuls au pouvoir de Monteverde, vers la fin d'août 1813. Un des premiers soins de Bolivar fut d'envoyer un parlementaire à Monteverde pour offrir l'échange des Espagnols européens, contre les créoles prisonniers à Puerto-Cabello, quoique ceux-ci fussent beaucoup moins nombreux. Malgré les avantages de cette généreuse proposition,

Monteverde refusa obstinément tout traité avec Bolivar.

Sur ces entrefaites, Monteverde reçut d'Espagne un renfort de douze cents hommes, et, se croyant en force pour agir avec succès, attaqua les républicains près d'Agua-Caliente. Complétement battu et grièvement blessé, Monteverde laissa sur le champ de bataille ou dans les mains de l'ennemi presque tous ses soldats, et revint avec les débris de sa troupe à Puerto-Cabello, dont Salomon prit alors le commandement.

Bolivar renouvela ses offres généreuses à Salomon; mais celui-ci, non content d'imiter l'exemple de Monteverde, fit charger de fers et jeter dans les cachots le parlementaire de Bolivar. Cet infortuné était un prêtre nommé don Salvador Garcia, remarquable par sa douceur et ses vertus.

Istueta, successeur de Salomon, alla plus loin : pour empêcher les assiégeans de tirer sur la ville, il exposait pendant le jour les prisonniers américains au feu de leurs batteries, et les faisait jeter la nuit dans des pontons où cinquante mouraient à la fois

de suffocation. Les assiégeans usèrent de représailles, et placèrent les prisonniers espagnols devant leur ligne de bataille. Alors les Espagnols amenèrent quatre Américains sur le front de leur ligne, et les fusillèrent en présence de leurs compatriotes. Les noms de ces citoyens distingués sont Pellin, Osorio, Pointet, et le généreux Manuel Pulido, digne au plus haut degré du respect et de l'estime publiques. On juge facilement, d'après cela, que toute communication cessa entre les deux partis (1).

Bolivard continua le siége de Puerto Cabello, par terre et par mer, et confia la direction des travaux au jeune D'Eluyar. Bientôt la plus grande partie de la ville tomba au pouvoir des indépendans ; la citadelle seule resta aux Espagnols : La garnison était faible; les vivres manquaient; l'humidité du sol engendrait d'affreuses maladies : Cependant ils rejetaient toute espèce de capitulation. La persévérance

(1) Voyez la lettre du général Bolivar au Général Hodgson, gouverneur de Curaçao, publiée dans l'exposé de Walton.

est incontestablement le trait distinctif du caractère espagnol ; né, élevé dans un climat doux, l'Espagnol est doué d'une indomptable fierté ; il agit lentement ; mais, une fois décidé, la fermeté surmonte l'indolence : il peut céder quelquefois à la persuasion, jamais à la force : que les Espagnols soient abhorrés en Amérique, que leurs finances s'épuisent, que leurs flottes périssent, peu leur importe pourvu qu'ils dominent dans les contrées qu'ils occupent, pourvu qu'ils remettent sous le joug cet immense continent : quelques revers qu'il éprouve, le gouvernement espagnol ne se déterminera, peut-être jamais, à reconnaître l'indépendance de ces anciennes colonies, et probablement enverra long-temps encore de nouvelles expéditions en Amérique dans l'espoir de la ramener sous le joug dont elle est réellement délivrée.

Puerto Cabello, quoique vigoureusement assiégée, tenait toujours. La situation de cette forteresse est si avantageuse, les munitions étaient si abondantes, et la garnison montrait tant de résolution que Bo-

livar renonça au dessein de l'emporter d'assaut, en calculant la perte d'hommes qu'une pareille mesure pouvait entraîner.

Les royalistes de Coro, renforcés par quelques troupes de Puerto Rico, sortirent de leur ville sous les ordres de Cevallos, et, pénétrant dans le territoire de Caracas, attaquèrent et défirent les républicains à Barquisimeto, le 10 novembre. Bolivar accourut et culbuta les royalistes à Vigirima, Barbula et Araure le 5 décembre. La victoire de Barbula coûta cher aux patriotes; ils perdirent le jeune Girardot, distingué par l'intrépidité qu'il avait montré dans les affaires de Palace, Cucuta, Taguanes en Venezuela, et Bogota dans la nouvelle Grenade. Le général Bolivar lui donna le nom de *Libertador de Venezuela*, ordonna un deuil annuel en commémoration de cette perte, et fit assigner une pension perpétuelle à la famille de Girardot. Un bataillon de patriotes avait montré de la faiblesse à l'affaire de Barquisimeto, Bolivar les priva de leurs fusils: armés seulement de piques, ils renversèrent un bataillon ennemi à la

bataille d'Araure, enlevèrent ses fusils, et rétablirent leur gloire par leur bravoure héroïque.

Bolivar, en rentrant dans le territoire de Venezuela, soutenu par les secours du congrès de la nouvelle Grenade, avait reçu l'ordre de rétablir le congrès républicain; il ne jugea pas à propos d'obéir. Depuis les derniers triomphes des indépendans, Caracas était sous l'empire du gouvernement militaire; et quoique Bolivar n'abusât pas des pouvoirs dont il se trouvait investi, on ne pouvait pas en dire toujours autant de ses lieutenans.

Le meilleur gouvernement militaire est insupportable. Les murmures éclatèrent de toute part, et Bolivar sentit que l'autorité qu'il exerçait devait être au moins revêtue de formes légales. Il convoqua une assemblée générale composée de magistrats, dignitaires, ecclésiastiques, municipalités, colléges, conseils de commerce, le 2 janvier 1814. Il y rendit un compte exact de ses intentions, de ses opérations dans l'envahissement de Venezuela, et résigna la suprême autorité. Le

gouverneur de Caracas, Don C. Hurtado de Mendozà, un des plus fermes soutiens de la cause des indépendans, s'adressant à l'assemblée, démontra la nécessité de laisser le commandement suprême de Venezuela à Bolivar jusqu'à ce que les Espagnols fussent complétement soumis, ajoutant cependant qu'il appartenait au congrès de la nouvelle Grenade de régler une constitution pour Venezuela. Don J. Ch. Rodriguez, président de la municipalité, parla sur le même sujet et fut soutenu par Don D. Alzuru. L'assemblée accepta la proposition du gouverneur de Caracas, et le *libérateur de Venezuela* fut investi du pouvoir dictatorial jusqu'à la réunion des provinces de Venezuela à celles de la nouvelle Grenade, sous la même forme représentative de gouvernement.

Les Espagnols ne pouvant subjuguer la province de Venezuela, formèrent le plan d'y porter le trouble et la destruction. A cet effet, les chefs royalistes de Puerto-Cabello et le gouverneur Espagnol de Guayana résolurent de soulever les esclaves

contre leurs maîtres, et, pour exécuter ce projet, envoyèrent dans l'intérieur du pays des hommes couverts de crimes et d'infamie, tels que Boves, Yanez, Rosette, Puy et Palamo. Les premiers étaient Espagnols, le dernier était un nègre depuis long-temps proscrit comme voleur et comme assassin. Boves et Rosette reçurent des secours d'armes et de munitions du gouverneur de Guayana, et pénétrèrent dans la partie de l'est de la province de Caracas; Puy et Paloma, aidés par les troupes de Coro, Puerto-Cabello et Maracaybo, passèrent dans la partie de l'ouest et se disposèrent à agir contre Barinas, Merida et Truxillo. Ces soutiens de la cause royale correspondaient régulièrement avec les chefs espagnols des places ci-dessus mentionnées; quelques-unes de leurs lettres furent interceptées et publiées dans la gazette de Caracas, et les papiers et dépêches qui tombèrent entre les mains de Bolivar révélèrent tout le plan.

En donnant la liberté aux esclaves, dont le nombre se montait à soixante mille dans le gouvernement de Venezuela,

en formant un corps de tous les vagabonds, très-nombreux dans un pays qui faisait la guerre depuis trois ans, en promettant à la lie du peuple la fortune des plus hautes classes, il était facile de lever un corps d'hommes redoutables par leur nombre et leurs excès. Puy et Palomo subjuguèrent par leur moyen Barinas, Guanare et d'autres villes. On jugera de leur férocité et de l'esprit qui les animait par l'anecdote suivante. Après la bataille d'Araure, où Cévallos fut battu, une division de l'armée de Bolivar marcha vers Barinas, où Puy s'était retiré. Tremblant pour sa propre tête, il donna ordre d'arrêter cinq cent soixante-quatorze personnes qu'il présumait mécontentes, et cinq cents furent fusillées sans aucune espèce de jugement. Dans ce moment, un aide de camp de Puy donna l'alarme en assurant que les républicains approchaient de la ville. Puy demanda avec anxiété : Avons-nous le temps d'exécuter les soixante-quatorze prisonniers restans? L'aide de camp répondit que non, et ce fut ainsi qu'ils furent sauvés. Quelque temps après, les ré-

publicains évacuèrent Barinas, et Puy répandit le deuil et la dévastation autour de lui, en ordonnant un massacre général des habitans.

Boves et Rosette marchaient des rives de l'Orenoco vers les vallées de Tuy et d'Aragua. La mort semblait les précéder et tracer leur route par des flots de sang. Les lecteurs maintenant pourraient à peine croire ce que les papiers publics et les lettres particulières affirmaient à cette époque. Dans une étendue de pays de quatre cent milles, disent ces papiers, depuis l'Orenoco jusqu'aux environs de Caracas, ils n'épargnèrent pas un être humain et massacrèrent tous ceux qui ne voulurent pas se joindre à eux. En employant ces moyens de terreur, ils parvinrent à réunir huit mille hommes, parmi lesquels il n'y avait que cinquante Européens ou Canariens, et quelques hommes de couleur; tout le reste se composait d'esclaves. Ils surmontaient, par les moyens les plus barbares, tous les obstacles qu'ils rencontroient sur leur chemin. Boves prit possession de la Vittoria, et Rosette d'Ocu-

mare ; la première ville à quatorze lieues, la seconde à dix lieues de Caracas. Yanès et Puy, après la conquête de Barinas, s'avancèrent pour joindre Boves et Rosette au commencement de février 1814. Dans cette conjoncture, les prisonniers espagnols à la Guayra et à Caracas, au nombre de quatorze cents, formèrent une conspiration contre le gouvernement. Plusieurs se réunirent en corps sur la route entre Caracas et la Guayra avec le projet d'assassiner les voyageurs. Les troupes de Bolivar, peu nombreuses, comparées à celles de ses antagonistes, se trouvaient répandues dans le pays, tandis qu'il fallait des ressources extraordinaires pour sauver Caracas du danger de tomber dans les mains des esclaves. Si les garnisons de Caracas et de la Guayra étaient retirées des villes pour renforcer l'armée, on devait tout craindre des prisonniers, qui avaient perdu l'espérance d'être échangés depuis la détermination des chefs espagnols de ne jamais traiter avec les insurgés. Le massacre de quelques habitans d'Ocumare, dont trois furent assassinés

dans l'église, augmenta l'indignation de Bolivar. Accablé de soins, dévoré d'inquiétudes, entouré de dangers, exaspéré par les atrocités de l'ennemi, il avait soif de vengeance. Dans un moment de désespoir, entraîné par la crainte et par le ressentiment, il ordonna l'exécution des prisonniers; et, nous sommes affligés de le dire, huit cents hommes furent tués dans cette occasion. Lorsque le commandant de Puerto-Cabello apprit ces exécutions, il fit mettre à mort, par représailles, tous les prisonniers qui se trouvaient en son pouvoir et dont le nombre se montait à quelques centaines.

Bolivar se mit en campagne, et remporta une victoire signalée sur Boves à la Vittoria. Le colonel Rivas défit Rosette sur les bords de la rivière Tuy; Yanès fut tué à Ospinos. Un tiers des troupes républicaines périt dans ces engagemens, où la disproportion des combattans était si considérable.

Los Llanos, qui approvisionnait Caracas de chevaux, étant au pouvoir des royalistes, la cavalerie de Bolivar se trouvait

si mal montée, qu'après la bataille de Tuy et de la Vittoria, il put à peine poursuivre l'ennemi quelques lieues. Boves et Rosette rallièrent leurs troupes; et, après avoir reçu quelques renforts, marchèrent de nouveau sur Caracas. Le général Morino, qui venait de Cumana au secours de Bolivar, fut joint par une division de troupes commandées par le général Montilla, et leurs efforts réunis repoussèrent les royalistes à Bocachica. Peu de jours avant, le général Bolivar avait remporté un pareil avantage à San-Mateo. Ces deux victoires rendirent la liberté à Valencia assiégée par Cevallos et Calzadas commandant deux divisions des troupes royales.

L'histoire de la révolution de l'Amérique espagnole sera lue certainement avec le plus vif intérêt, lorsqu'on pourra faire connaître tous les actes de courage héroïque, et les preuves sans nombre de l'esprit universel de patriotisme qui dominait parmi les Américains méridionaux malgré leurs dissensions civiles. Un officier, d'une des familles les plus distinguées de Santa-Fé, fut nommé pour garder un im-

portant magasin, lorsque San-Mateo fut attaqué, le 25 mars 1814. Les royalistes, se flattant de le prendre par surprise, tandis que les armées se battaient à quelque distance, envoyèrent, à cette intention, un fort détachement de troupes. Le jeune Ricante observait les mouvemens de l'ennemi; voyant l'impossibilité de résister, il donna ordre à ses soldats d'aller joindre l'armée, assurant qu'il suffisait seul pour la défense du magasin. Les Espagnols entourèrent le bâtiment, y pénétrèrent; et dans l'instant où ils découvrirent Ricante, celui-ci mit le feu à la poudre. Le magasin sauta à l'instant même, et, comme il s'y attendait, il périt dans l'explosion.

Boves, après ses pertes, se retira à Los Llanos, et Cevallos à San Carlos, où le général Marino les poursuivit; mais Marino, repoussé le 16 avril, fut obligé de se retirer sur Valencia. Cagigal, qui avait été nommé capitaine général de Venezuela à la place de Monteverde, amena des renforts de Coro; et, réunissant sous ses ordres les troupes commandées par Cevallos, Calzadas et autres, s'avança de Valencia à

la rencontre des indépendans. Les deux armées firent halte à quelque distance l'une de l'autre, pour s'assurer mutuellement de leurs forces. Enfin on en vint aux mains dans les plaines de Carabolo le 28 mai 1814. De part et d'autre on combattit avec fureur; on fit les plus grands efforts pour remporter la victoire, qui semblait devoir être décisive : elle se rangea du côté des patriotes. Les royalistes, mis en déroute, laissèrent sur le champ de bataille une grande quantité d'armes et de munitions, et perdirent cinq cents hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

Bolivar, se regardant assuré de la possession de Venezuela, tourna son attention sur Coro et Los Llanos, où l'ennemi s'était retiré. Il espérait, en s'emparant de ces territoires, détruire les dernières espérances des royalistes, parce que c'était de là qu'ils tiraient toutes leurs ressources. Urdaneta marcha contre Coro, à la tête de cinq cents hommes; Marino se dirigea vers San-Fernando, sur la rivière Apure, dans la province de Barinas, avec une division à peu près de la même force, et le

général en chef garda la troisième partie de l'armée, pour s'opposer à Boves. Ce dernier n'avait pas pris part à la bataille de Carabolo, et s'avançait avec un nombreux corps de cavalerie contre Bolivar: avec le secours de ce corps, les royalistes auraient probablement gagné la dernière bataille, et Bolivar aurait incontestablement vaincu Boves par la supériorité de la discipline des patriotes, si, méprisant un pareil ennemi, il n'avait pas divisé ses forces.

En peu de jours, les trois divisions de l'armée républicaine furent séparées par de grandes distances. Bolivar, attaqué à près de cinquante lieues de Caracas par Boves, à la Puerta, près de la ville de Cura, dans une plaine immense où la cavalerie assurait la supériorité, fut obligé d'abandonner le champ-de bataille, après plusieurs heures de combat. Boves, Cagigal et Calzadas, ayant réuni leurs troupes dispersées, attaquèrent avec succès la division de Marino, qui, privé de toute communication avec Caracas, se retira dans Cumana. A la nouvelle de ces défaites,

Urdaneta, déjà trop éloigné pour essayer de secourir Caracas, se hâta de conduire ses troupes à Cucuta, sur les frontières de Santa-Fé.

De ce moment, la confusion régna parmi les patriotes, et bientôt il n'exista plus d'armée pour protéger Caracas. Le gouvernement militaire de Bolivar avait déplu au peuple, et les habitans de Los Llanos s'étaient ouvertement déclarés pour les royalistes, par haine contre certains généraux de Bolivar, et surtout contre don J. Campo-Elias, qui avait fait exécuter plusieurs de leurs compatriotes pris dans un précédent engagement. Le siége de Puerto-Cabello fut levé, et l'armée embarquée pour Cumana, où Bolivar se rendait par terre avec le reste de son armée, tandisque toute la population de Caracas, se trouvait menacée d'une entière destruction par l'approche des royalistes. Boves s'avançait en effet vers Caracas et la Guayra, qui se rendirent à lui au mois de juillet 1814. La ville de Valencia tenait toujours; les royalistes laissèrent Boves pour en continuer le siége. A la fin, lorsqu'une plus longue résistance devint

impossible, la garnison accepta une capitulation proposée par les assiégeans. Mais les officiers républicains, avertis de la mauvaise foi des royalistes, demandèrent qu'une messe solennelle fût célébrée devant les deux armées, et qu'au moment de l'élévation, le général royaliste fît serment d'accomplir religieusement les articles du traité. Cette cérémonie achevée, on livra la ville aux royalistes; et bientôt après les officiers républicains et une grande partie des soldats furent fusillés. Parmi eux périt ainsi l'éloquent Espejo, certainement digne d'un meilleur sort!

Bolivar revint avec l'armée patriote dans la province de Barcelona, et fut défait à Araguita. Le succès ne suivait plus Bolivar; son premier bonheur l'avait abandonné; le commandant de sa flotille refusait d'obéir à ses ordres. Bolivar sentit que tout espoir était perdu, du moins pour le moment; et, suivi de plusieurs de ses officiers, bien décidés à partager sa mauvaise fortune, il s'embarqua pour Carthagène. Rivas et Bermudes, avec quelques troupes, se séparèrent de lui et marchèrent

vers Maturin, déjà fameuse par la campagne du général Marino. Maturin devint en peu de temps le rendez-vous des patriotes désespérés, qui n'avaient à attendre aucun quartier des royalistes.

Morales et ensuite Boves, qui tentèrent de les forcer dans cette position, essuyèrent une défaite complète et une perte considérable. Rivas et Bermudes obtinrent de grands avantages dans plusieurs autres engagemens; mais les royalistes, recevant journellement de nouveaux renforts, réussirent enfin à les vaincre à Urica le 5 décembre 1814. Maturin alors tomba au pouvoir des royalistes, qui payèrent cette conquête de la vie de leur favori Boves. Ils se vengèrent en fusillant Rivas fait prisonnier, et en envoyant sa tête à Caracas pour y être publiquement exposée.

Bermudes s'embarqua avec quelques troupes pour l'île de la Margarita, où il soutint le gouvernement républicain, jusqu'au moment où une expédition d'Espagne, commandée par le général Morillo, parut sur la côte de Venezuela. Cette expédition consistait en dix mille hommes em-

barqués à Cadix sur environ cinquante vaisseaux de transport, protégés par trois frégates. Après avoir laissé environ deux mille hommes dans les différentes villes situées sur la côte de Venezuela, et renforcé son armée d'une partie des troupes stationnées à Caracas, Morillo quitta Puerto-Cabello au mois de juin 1815, avec l'intention d'assiéger Carthagène. Une des frégates, le San-Pedro d'Alcantara, avait péri près de Margarita.

Nous avons déjà dit que Bolivar s'était embarqué pour Carthagène après la bataille d'Araquita. De Carthagène il se rendit à Tunja. Le congrès de la Nouvelle-Grenade, établi dans cette ville, le chargea de contraindre par force la ville de Santa-Fé de Bogota à reconnaître son autorité. Bolivar réussit et marcha ensuite avec trois mille hommes pour réduire la province de Santa-Marta. Carthagène, d'après les ordres du congrès, devait fournir pour cette attaque des troupes et des armes.

Bolivar atteignit la ville de Monpox, sur la rivière de Magdalena, et de là informa le gouvernement de Carthagène

de la demande du congrès. Le gouverneur militaire de Carthagène, don M. Castillo, ennemi personnel de Bolivar, se servit de son influence sur le président pour empêcher l'exécution des ordres du congrès, sous prétexte des vues ambitieuses de Bolivar et de sa conduite sanguinaire en Venezuela. Cet incident retarda l'attaque de Santa-Marta. Bolivar marcha sur Carthagène, dans l'espoir de forcer le gouvernement à obéir aux ordres du congrès. Une guerre civile s'alluma, et les royalistes de Santa-Marta profitèrent de ce moment pour s'emparer de Monpox et de plusieurs autres places que le gouvernement de Carthagène avait laissées sans défense, afin de s'opposer à l'entreprise de Bolivar. Ce fut dans cette conjoncture que la nouvelle de l'expédition d'Espagne parvint à Carthagène. Bolivar abandonna son projet et quitta l'armée. Ses troupes se réunirent à celles de Carthagène pour défendre cette ville.

Les royalistes entrèrent à Carthagène le 6 décembre, après environ quatre mois de siége. Avant cette époque, Bolivar s'était

rendu à la Jamaïque avec le plan de secourir Carthagène en débarquant une expédition sur ses rivages. Dans cette intention, il s'embarqua aux Cayes. La prise de Carthagène ayant déconcerté son projet, il dirigea de nouveau son attention sur Venezuela.

L'arrogante conduite des Espagnols causa une division dans l'armée. Plusieurs corps de troupes du pays, qui avaient d'abord consenti à combattre sous leurs bannières, se réunirent aux soldats dispersés et débandés après la bataille d'Urica, et formèrent différens corps de guérillas. Après une guerre obstinée qui a duré cinq ans, et à laquelle presque toute la population de Venezuela a pris part, toute différence d'opinions a disparu parmi les patriotes; ils sont tous réunis maintenant contre l'ennemi commun et pour la cause du pays. Les guérillas, commandés par Monagas, Piar, Roxas, Saraza, Llanos et autres, occupèrent la partie intérieure des provinces de Guayana, Cumana, Barcelona, Caracas et Barinas, harassèrent les déta-

chemens espagnols, et les battirent souvent.

Tel était l'état de Venezuela lorsqu'Arismendi releva l'étendard républicain dans l'île de la Margarita. Après avoir plusieurs fois battu la garnison espagnole, il prit possession de cette île pendant que Murillo entrait dans Carthagène.

Stimulé par l'espoir d'un plus flatteur avenir, Bolivar disposa une expédition destinée à seconder les efforts de Margarita. Il se joignit à Brion, natif de Curaçoa, auparavant employé dans la marine de Venezuela, depuis naturalisé citoyen de Carthagène en raison de ses services, et réunit les émigrés de Venezuela à ce qui restait de la garnison de Carthagène. Brion était un homme riche ainsi que d'autres attachés aux patriotes; ils se chargèrent de payer les frais de l'expédition. Brion, en récompense de son dévouement, fut nommé commandant des forces maritimes employés en cette occasion. Elles consistaient en deux vaisseaux de guerre et treize bâtimens de transport, la plupart armés,

et montés par près de mille combattans. Ils mirent à la voile aux Cayes, à la fin de mars 1816, et, au commencement de mai, ils débarquèrent à la Margarita, après avoir pris aux Espagnols deux vaisseaux de guerre à la suite d'un sanglant engagement dans lequel Brion fut blessé. Les Espagnols abandonnèrent presque toute l'île et gardèreut seulement la forteresse de Pampatar.

De Margarita, Bolivar fit voile pour Carupano, environ à cinq lieues à l'ouest de la ville de Cumana, dont il chassa les royalistes. Après avoir armé quelques corps de guérillas qui s'étaient avancés pour le joindre, il fit voile pour Ocumare. Nulle expression ne pourrait peindre la rage des Espagnols lorsqu'ils apprirent le succès de Bolivar. Pour prouver jusqu'où le désespoir pouvait les porter, je raconterai l'anecdote suivante, bien authentique, copiée du journal du capitaine Hardy, sur le vaisseau Mermaid.

Cumana, le 12 juin 1816.

« Voici le trait de barbarie dont j'ai été témoin. Une femme, appartenant à l'une

des familles les plus respectables de Cumana, ayant parlé contre le gouvernement espagnol et en faveur du parti patriote, fut placée sur un âne et promenée dans les rues, suivie d'une garde de dix soldats; au coin de chaque rue, et en face des maisons de ses plus proches parens, elle reçut un certain nombre de coups de fouet sur son dos nu; l'arrêt portait qu'elle en recevrait deux cents. La pauvre souffrante avait les yeux bandés, et supportait cet inhumain traitement avec un extraordinaire courage. Ses cris étaient faibles; mais je pus voir, malgré le mouchoir qu'elle tenait sur son visage, que ses larmes coulaient en abondance.

» Je ne lui vis donner qu'une douzaine de coups de fouet. Quelques hommes de ma troupe, qui étaient sur le rivage, virent exécuter la sentence en entier. Ma sensibilité était beaucoup trop blessée pour que la curiosité pût la surmonter. Je fis des recherches particulières deux jours après sur le sort de cette infortunée : on me dit qu'elle refusait toute espèce de nourriture ainsi que tout secours de la médecine; et

peu de jours après j'entendis dire qu'elle était morte, et que sa modestie et son extrême délicatesse l'avaient empêchée de survivre à l'humiliation qu'elle avait reçue.»

Entre les ports de la Guayra et Puerto-Cabello sont ceux de Choroni et Ocumare, sur la côte de Caracas. Près de ces derniers ports, des esclaves cultivent des plantations de cacao, de sucre, d'indigo, etc. A sept lieues environ s'étendent les plaines d'Aragua et de Valencia, séparées de ces plantations par la chaîne des Andes qui traverse Venezuela. Bolivar divisa son armée, composée d'un millier de soldats, en deux parties; et, débarquant l'avant-garde à Choroni, il se rendit à Ocumare, où il fit prendre terre au reste. Sir Gregor-Mac-Gregor, qui commandait l'avant-garde, prit Maracay et la Cabrera, et marchait sur la Vittoria, quand Morales, commandant une armée de royalistes, arriva juste à temps pour s'opposer aux patriotes. Il avait été envoyé par Morillo, avec des troupes, à Venezuela, à la nouvelle de l'expédition de Bolivar. Morales, voyant l'armée de Bolivar séparée, attaqua l'ar-

rière-garde commandée par Bolivar lui même. Après un sanglant combat, dans lequel les patriotes perdirent deux cents hommes et leurs meilleurs officiers, Bolivar fut forcé de se rembarquer. Sir Gregor-Mac-Gregor, contrarié par cet événement, changea la précédente destination de l'armée et prit la route de Barcelona par les plaines.

Bolivar, en prenant terre à Ocumare, fit la suivante proclamation, pour donner la liberté aux esclaves.

Du quartier, à Ocumar, le 6 juillet 1816.

Simon Bolivar, chef suprême de la république et capitaine général des armées de Venezuela, de la Nouvelle-Grenade etc., etc.; aux habitans de la province de Caracas.

« Une armée munie d'artillerie, de munitions, d'armes de toute espèce, s'avance sous mes ordres pour vous délivrer.

» Bientôt vos tyrans seront détruits ou expulsés, et bientôt je vous rendrai vos droits, votre pays et la paix.

» *La guerre à mort* faite contre nous par nos ennémis, cesse de nôtre côté. Nous

pardonnons à ceux qui se soumettront, quand même ils seraient espagnols, et ceux qui serviront la cause de Venezuela seront considérés comme amis, et employés suivant leur mérite et leur habileté. Toutes les troupes appartenant à l'ennemi, qui voudront se joindre à nous, jouiront de toutes les récompenses que le pays peut répandre sur ses bienfaiteurs.

» Nul Espagnol ne sera mis a mort, à moins que ce ne soit en bataille. Nul Américain ne souffrira la moindre injure pour s'être joint au parti du roi, ou pour avoir commis des actes d'hostilité contre ses concitoyens.

» Cette malheureuse portion de nos frères qui a gémi dans l'esclavage, est maintenant reconnue libre. La nature, la justice et la politique demandent l'émancipation des esclaves. Désormais il n'y aura plus qu'une seule classe de peuple dans Venezuela. Tous seront citoyens.

» Après avoir pris la capitale, nous convoquerons la représentation nationale en congrès général, afin de rétablir le gouvernement républicain. Tandis que nous

marcherons sur Caracas, le général Marino, à la tête d'un corps nombreux, attaquera Cumana. Le général Piar, soutenu par les généraux Roxas et Monagas, se rendront maîtres des plaines. Llanos se portera sur Barcelona, tandis que le général Arismendi, avec son armée victorieuse, occupera Marguaita. »

» Simon Bolivar.

Sir Gregor-Mac-Gregor se trouva lui-même dans une fort dangereuse position, après la défaite de Bolivar : mais il se tira de ce danger par la connaissance qu'il avoit acquise du pays, et la confiance qu'il inspirait à ses troupes.

Sir Gregor-Mac-Gregor est écossais. Il servait dans l'armée anglaise en Portugal où il fut promus au grade de capitaine. Par suite de quelque malentendu avec un officier supérieur, il quitta l'armée et vint à Caracas en 1811. Après le tremblement de terre, il servit dans la cavalerie de Venezuela qui, dans le combat de Los Guayos, souffrit considérablement sous son commandement. Après la capitulation de Miranda, sir Gregor-Mac-Gregor se rendit

à Carthagène et, et depuis ce temps il a constamment soutenu la cause des indépendans.

Les royalistes victorieux le poursuivirent avec acharnement après la défaite de Bolivar. Ils comptaient tellement sur le succès, qu'ils envoyèrent une note officielle à Caracas portant que Mac-Grégor avait été tué après une défaite complète. Ils nommaient même le soldat qui l'avait dépouillé de son uniforme sur le champ de bataille.

L'armée des patriotes se trouvait à plusieurs centaines de milles de Barcelona. De ce lieu seulement elle pouvait espérer du soutien, et les royalistes avaient dépêché toutes leurs troupes pour la détruire. Néanmoins, les indépendans eurent de grands succès. Ils repoussèrent Morales dans la bataille d'Alacran, et le défirent complétement à Juncal. Ces victoires les mirent en possession de Barcelona au commencement d'octobre, et la communication fut ainsi ouverte entre Mac-Gregor et les autres généraux qui étaient dans les provinces de Cumana et de Guayana.

Les Espagnols évacuèrent Pampatar le 2 novembre. L'île Margarita, devenue complétement libre, le général Arismendi prit une partie de ses troupes et mit à la voile pour se joindre aux patriotes à Barcelona. Bolivar qui, après la défaite d'Ocumare, était retourné aux Cayes, amena de nouveaux renforts à Margarita, où il débarqua en décembre 1816. Dans une nouvelle proclamation, il convoqua la représentation de Venezuela en congrès général, et se rendit ensuite à Barcelona, où il organisa un gouvernement provisoire. Il fut attaqué dans ce lieu par les royalistes Réal et Morales aux mois de février et de mars, mais il les repoussa vigoureusement, et leur fit éprouver de grandes pertes. Le 11 du mois d'avril dernier, Piar défit les troupes royales à Guayana, et les força à se renfermer dans la forteresse de Guayana-la-Vieja et dans la ville d'Angostura. Paez obtint également de grands avantages dans une bataille donnée près San-Fernando de Apure, sur les royalistes, qui, au nombre de deux mille, étaient venus de Santa-Fé sous le com-

mandement du général Morillo pour renforcer Caracas. Les patriotes ont néanmoins perdu la ville de Barcelona le 7 avril de cette année, et les royalistes qui occupent le territoire de Venezuela ont reçu d'Espagne, au mois de mai dernier, un renfort de seize cents hommes.

CHAPITRE II.

Révolution de la Nouvelle-Grenade. —Établissement de la junte de Santa-Fé de Bogota. — Congrès des députés des différentes provinces. — Assemblées fédérales. — Santa-Fé refuse d'entrer dans la confédération. — Guerre civile, suite de ce refus. — Conclusions de la paix; Marino marche contre les royalistes. — Événemens de la guerre. — Proclamation du congrès aux provinces. — État de la Nouvelle-Grenade avant l'expédition de Morillo. — Rapport de Morillo au gouvernement d'Espagne.

La Nouvelle-Grenade comprend les provinces situées entre Goatemala, Venezuela et le Pérou; elles sont au nombre de vingt-deux : Pamplona, Casanare, Tunja, Socorro, Mariquita, Cundinamarca, Antioquia, Popayan, Neyva, Choco, Car-

thagena, Rio-Hacha, Santa-Marta, Panama, Veraguas, Quito, Quixos, Maynas, Guayaquil, Cunca, Loxa et Jaën. — Ces provinces contiennent une étendue de 67,000 lieues carrées, et plus de deux millions et demi d'habitans.

La population de Santa-Fé de Bogota, capitale de ce gouvernement, s'élève à près de 35,000 habitans.

Lorsqu'on apprit à Carthagène la disposition de la junte centrale, la municipalité nomma deux personnes pour agir de concert avec le gouverneur, dont elle désirait restreindre l'autorité, en raison de l'état critique de la Péninsule. Le gouverneur se soumit quelque temps à ce partage d'autorité, mais bientôt après se débarrassa de cette tutelle, soit en n'agissant pas conformément à la volonté de ses collègues, soit en ne les consultant pas. Cette conduite amena sa chute. La municipalité donna le commandement de la province au commandant en second, don N. Soria. Le peuple et les troupes de Carthagène approuvèrent et soutinrent cette nomination; les provinces de Socorro et

de Pamplona se révoltèrent presque en même temps contre leurs corrégidors, dont le despotisme croissant devenait chaque jour plus insupportable. Ces événemens réunis engagèrent les habitans de Santa-Fé à s'opposer au gouvernement établi : charmés de trouver une occasion favorable pour secouer le joug de l'Espagne, ils établirent une junte composée des hommes les plus respectables de Santa-Fé. Les membres de cette junte furent élus dans une assemblée publique *cabildo abierto*, réunie avec l'autorisation de don A. Amar, vice-roi, le 20 juillet 1810. La junte reconnut la supériorité de la régence de Cadix, et nomma même le vice-roi président; mais, peu de jours après, ils s'alarmèrent d'une prétendue conspiration formée, disait-on, par le vice-roi et l'audiencia. En conséquence, le vice-roi, sa femme et presque tous les membres de l'audiencia furent arrêtés, envoyés à Carthagena sous escorte, et ensuite en Espagne. La junte, par un manifeste désavouant l'autorité de la régence de Cadix, invita les provinces de la Nouvelle-Gre-

nade à envoyer leurs députés à Santa-Fé de Bogota, où l'on déciderait, dans un congrès général, quelle forme de gouvernement devait être établie durant la captivité du roi.

Les provinces de Tunja, Pamplona, Casanare, Carthagena, Socorro, Antioquia, Citara ou Choco, Neyva et Mariquita se déclarèrent en faveur de la révolution. Santa-Marta les imita, en reconnaissant, toutefois, l'autorité de la régence. Quelques mois après, les Espagnols, profitant d'un mouvement populaire excité par eux-mêmes, parvinrent à renverser la junte établie à Santa-Marta, et ils en formèrent une qui leur était entièrement dévouée le 22 décembre suivant. Le gouverneur de Popayan, don N. Tacon, assembla les principaux de la province : d'une voix unanime, ils demandèrent la formation d'une junte populaire. Tacon différait d'opinion : il ordonna la dissolution de l'assemblée, et leva une armée pour attaquer le nouveau gouvernement de Santa-Fé, qui, sentant son danger, envoya des troupes sous les ordres de don

Baraya, afin d'arrêter Tacon dans sa marche. Baraya obtint un succès complet dans la bataille donnée sur les bords de la rivière Palace, à trois lieues de la ville de Popayan, au commencement de 1811.

La régence, désirant plaire aux Américains, jugea convenable de donner à deux de leurs compatriotes un témoignage d'honorable confiance. Don A Villavicencio et Don C. Montufar, sous la dénomination de *commissionados regios*, chargés de soutenir son autorité, arrivèrent dans la nouvelle-Grenade, mais trop tard pour rendre aucun service à ceux qui les employaient. Villavicencio, natif de Santa-Fé parut dans cette ville, lorsque la disposition à la révolte ne pouvait plus être comprimée et Montufar parvint à Quito peu de jours après le massacre du 2 août 1810. Cet événement exaspéra tellement les habitans de Quito que, sans autres armes que des couteaux et des bâtons, ils attaquèrent les troupes de Lima qui avaient tiré sur le peuple. Le résultat de ce soulèvement aurait pu devenir fatal aux Espagnols, si le gouverneur, le comte Ruiz

de Castilla et l'audiencia n'avaient décrété une amnistie entière en faveur des habitans, et donné l'ordre aux troupes de Lima de sortir de la ville, ce qu'elles firent bientôt après. Montufar, dont le père, le marquis Selva Alegre avait péri dans le massacre du 2 août, profitant de la crainte des autorités espagnoles, leur persuada de former une junte présidée par Ruiz de Castilla. La régence approuva la junte de Quito, mais elle nomma Molina président.

La junte de Cartagène publia, le 19 septembre 1810, un manifeste dans lequel elle prouvait l'avantage évident pour la nouvelle Grenade, de la réunion de ses provinces en gouvernement fédéral. Ce manifeste appuyait particulièrement sur la parfaite liberté rendue aux provinces d'adopter le gouvernement qui leur plairait. L'abdication de Bayonne, disait ce manifeste, ayant rompu le traité qui unissait l'Amérique méridionale à la mère-patrie, la révolution de Santa-Fé a rompu aussi le lien d'union qui existait entre les provinces et leur capitale. Ce raisonnement égara les

habitans, et même quelques départemens des provinces furent tentés de se séparer pour former de nouvelles provinces. San-Gil, département de la province de Socorro; Giron département de Pamplona; Mompox, département de Carthagena et quelques autres adoptèrent cet extravagant projet; et la ville de Mompox procéda, en conséquence à former une junte et à nommer des députés pour le congrès de la nouvelle-Grenade. Le gouvernement de Carthagena s'opposa à celui de Mompox, et envoya une expédition sous les ordres de Don N. Ayos, qui força Mompox à renouveler son premier serment de fidélité à Carthagena au mois de janvier 1811.

La junte de Santa-Fé reçut une ambassade de celle de Caracas, et conclut avec elle un traité d'alliance. Don J. Cortès Madariaga, envoyé de la junte de Caracas, retourna à Venezuela par la rivière Meta. La navigation de cette rivière était presque inconnue à cette époque: Madariaga fut le premier qui la prouva possible.

Quelques députés, nommés par les provinces pour composer le congrès général

assemblé à Santa-Fé de Bogota, au mois de décembre 1810, voulurent faire admettre dans l'assemblée les députés nommés par les départemens qui demandaient à former des provinces séparées; mais d'autres s'y opposèrent, en alléguant le danger de sanctionner ainsi des innovations capables d'allumer la guerre civile entre les départemens et leurs capitales, et de multiplier les difficultés qu'ils éprouvaient maintenant à former un gouvernement pour la Nouvelle-Grenade. La junte de Santa-Fé convint de la justesse de ce raisonnement; don A. Narino, secrétaire du congrès, réussit à persuader aux membres de suspendre leur session pour méditer à loisir sur l'important sujet de leur délibération.

La réduction de Mompox par les troupes de Carthagena, et l'opposition ouverte des provinces aux prétentions des départemens, firent cesser les dissensions. Le congrès s'assembla une seconde fois, et les représentans de Pamplona, Tunja, Neyva, Carthagena, Antioquia, conclurent un pacte fédéral à Santa-Fé de Bogota,

le 27 novembre 1811. Suivant cet acte, divisé en soixante-huit articles, les provinces devaient garder le pouvoir suprême de leur administration intérieure, et confier au congrès la conduite des affaires générales. Une cour suprême de judicature serait établie pour décider les questions naissant de l'exécution du pacte fédéral; le congrès se réservait le pouvoir exécutif et législatif.

La province de Cundinamarca, n'approuvant pas les articles de la fédération, refusa de céder ses moyens de défense, et les sommes d'argent qui devaient être fournies pour les dépenses générales, suivant les stipulations du congrès.

La junte de Santa-Fé, capitale de Cundinamarca, convoqua une assemblée de députés de cette province, dont la population se montait à 250,000 âmes. L'assemblée prit la dénomination de *Colegio electoral constituyente*, et présenta à la province une constitution, qui fut ratifiée par une assemblée spécialement nommée à cet effet, le 17 avril 1812. Cette constitution, divisée en douze chapitres, *titulos*, éta-

blissait une monarchie limitée ; Ferdinand VII était reconnu souverain ; en l'absence du roi, le pouvoir était confié à un président, assisté de deux conseillers, nommés par les colléges électoraux. Les colléges électoraux, convoqués tous les trois ans, devaient nommer le président, les sénateurs, les membres de la haute cour de justice et du conseil établi pour la direction des affaires militaires. Les sénateurs et les membres de la cour de justice formaient la représentation nationale, que le président était autorisé à réunir en cas d'urgence. Il était convenu que la représentation nationale s'assemblerait pour recevoir les ambassadeurs des puissances étrangères, ou pour les affaires générales d'une haute importance.

Tacon, gouverneur espagnol de Popayan, avait fui à Los Pastos, après sa défaite à Palace. Ne pouvant lever une armée capable de s'opposer aux troupes de Santa-Fé, il donna la liberté aux esclaves très-nombreux à los Pastos. Ce fut la première fois, depuis la révolution de l'Amérique méridionale, que les esclaves

furent excités à se révolter contre leurs maîtres. Tacon, à la vérité, leva de cette manière une armée, mais pas assez forte pour se maintenir à los Pastos contre les troupes insurgées de Popayan et de Quito. Il opéra sa retraite sur les côtes de la mer du Sud, près du port de San-Buenaventura. Don N. Rodriguez, qui avait succédé à Baraya dans le commandement des troupes, le poursuivit et le défit complétement à Isquande vers la fin de l'année 1811.

Don J. Lozano, premier président de Cundinamarca, avait proposé aux provinces de la Nouvelle-Grenade de diviser leur territoire en quatre parties, et de se réunir ensuite en gouvernement fédéral. Cet arrangement, suivant lui, devait leur donner les moyens de surmonter les difficultés, suites naturelles d'un nouveau gouvernement. La junte de Carthagena repoussa cette proposition et fut secondée par le congrès de la Nouvelle-Grenade, alors assemblé dans la ville d'Ibague, pour éviter l'influence du peuple de Santa-Fé de Bogota sur ses délibérations. Lozano, ayant résigné sa place de président de Cundina-

marca, fut remplacé par don A. Narino. Celui-ci, projetant un nouveau plan de constitution qui le rendît plus puissant, se souciait peu d'un gouvernement fédéral.

Les provinces de Mariquita, Neyva et Socorro adoptèrent le plan de Narino; et celle de Tunja était sur le point d'y accéder aussi, lorsqu'un détachement des troupes de Narino, commandé par Baraya, alors dans la ville de Tunja, la fit changer d'avis, en soutenant l'autorité du congrès, qui tout à coup transféra sa session à Tunja. Cet événement alluma la guerre civile entre les partisans du congrès et le parti de Narino, vers le commencement de l'année 1812.

L'armée du congrès, commandée par Baraya, J. Ayala et A. Ricante, vainquit les troupes de Narino à Paloblanco dans la province de Socorro, et ses agens réussirent à faire entrer Mariquita et Neyva dans la cause de la confédération.

Encouragé par ces succès, le congrès fixa sa résidence dans la ville de Neyva le 4 octobre 1812. Après avoir battu une seconde fois les troupes de Narino à Venta-

quemada, l'armée du congrès ouvrit le siége de Santa-Fé au mois de décembre 1812. Narino offrit alors sa démission de la présidence, mais la représentation nationale ne voulut pas la recevoir. Narino proposa de quitter la Nouvelle-Grenade, si l'on voulait garantir la vie et les propriétés des habitans de Santa-Fé de Bogota; mais les assiégeans insistèrent pour que les assiégés se rendissent à discrétion, et sur le refus de Narino livrèrent assaut à la ville. L'armée assaillante fut complétement repoussée et mise en déroute, à l'exception d'une division commandée par Girardot, qui fit sa retraite à Tunja. Un monument de pierre, avec une inscription explicative de cette victoire signalée, fut élevé dans la partie de la ville de Santa-Fé appelée san-Victorino.

La junte de Quito, craignant des hostilités de la province de Cuença, située sur les frontières de la Nouvelle-Grenade et de la vice-royauté du Pérou, leva une armée pour sa propre défense. L'évêque se mit à la tête des royalistes de Cuença; plusieurs prêtres servaient dans cette armée en qua-

lité d'officiers. Leurs étendards portaient cette horrible inscription: Armée de la mort, *el exercito de la muerte*. Don N. Molina, nommé président de la junte de Quito par la régence d'Espagne, seconda ce mouvement avec les troupes de Lima qui s'étaient retirées à Guayaquil en sortant de Quito après le massacre du 2 août. La junte de Quito, tout en reconnaissant la régence d'Espagne, ne voulut pas recevoir Molina comme président, s'il avançait avec l'armée, et porta plainte aux cortès. Les cortès ordonnèrent à Molina de cesser les hostilités; il refusa d'obéir, sous le prétexte si souvent employé par les Espagnols que les ordres des cortès avaient été obtenus par *obreption* et *subreption*, c'est-à-dire, par de faux rapports.

L'armée de Quito, commandée par don C. Montufar, fut défaite par les royalistes de Cuença.

Don N. Montès, successeur de Molina, entra dans Quito le 6 novembre 1812, mettant tout à feu et à sang sur son passage: une effrayante mortalité, suite du désordre, éloigna de la ville un grand nom-

bre d'habitans. Montès irrité envoya un détachemeut à la poursuite de l'évêque, des religieuses et des autres personnes qui avaient pris la fuite; en même temps, il fit mettre à mort un habitant sur cinq, de ceux qui étaient restés pour défendre la ville. Cette scène sanglante est décrite par Montès lui-même, dans une lettre du 11 novembre au gouverneur de Guayaquil.

Après la prise de Quito par les royalistes, Montès donna le commandement de l'armée à Don N. Samano, officier espagnol qui avait servi dans le bataillon des troupes appelées *el auxiliar*; stationné à Santa-Fé de Bogota, quand la révolution éclata. Samano prit la ville de Popayan; les royalistes de Pastos avaient précédemment fait prisonnier Don J. Caycedo, président de la junte de Quito, Macaulay, américain du Nord, qui commandait les troupes de Popayan et plusieurs autres officiers : ils les mirent tous à mort. Le congrès de la nouvelle-Grenade et Narino, quoique divisés d'opinions sur la forme du gouvernement, se trouvèrent

d'accord dans la détermination de résister aux royalistes. Leurs troupes réunies au nombre de huit mille hommes, sous les ordres de Narino lui-même, nommé dictateur à cet effet, marchèrent à la rencontre de l'ennemi. Narino défit les Espagnols dans un lieu nommé *el Alto del Palace*, et força Samano à se retirer sur Tumbo, à sept lieues de la ville de Popayan; mais ce dernier, renforcé d'une division de l'armée qui n'avait pas pris part à l'engagement, *d'el Alto Palace*, sortit de Popayan et vingt camper à Calivio. Narino divisa son armée en trois corps, commandés par Cabal, Monsalve et lui-même. Ainsi divisés et préparés, ils attaquèrent les royalistes; des deux côtés les troupes combattirent avec fureur, mais enfin les indépendans triomphèrent et mirent en déroute les Espagnols. Aymeric, successeur de Samano, prit le commandement de l'armée augmentée par des troupes fraîches venues de Quito. Narino organisa un gouvernement populaire à Popayan et marcha sur Pastos.

Les provinces de Popayan et Pastos,

situées dans cette région des Andes où les montagnes s'élèvent en approchant de l'équateur, offrent mieux que toute autre partie du pays les moyens d'une vigoureuse résistance : les royalistes profitèrent des avantages de cette importante position et fortifièrent les principaux défilés. Ce pays, d'ailleurs très-peu peuplé, est arrosé de rivières qui le traversent dans tous les sens, sans aucun pont; et l'on ne peut se faire une idée des difficultés innombrables que doit éprouver une armée obligée de le traverser avec armes et bagages. Jusqu'ici les victoires remportés par Narino n'avaient pas été suivies de grands résultats, le caractère des indépendans de ce pays les rendant incapables de poursuivre leur ennemi vaincu.

Narino, en marchant sur Pastos, situé à près de 80 lieues de Popayan, attaqua et prit *el Alto de Juanambu*, succès acheté au prix de la vie de plusieurs officiers distingués. Los Tacines et Aranda tombèrent pareillement en son pouvoir, après plusieurs combats vigoureux dans lesquels il perdit beaucoup d'officiers, entre autres le

jeune Salazar dont la valeur excitait l'admiration générale.

Narino approchait de Pastos, et s'avançait avec une division, lorsque des espions de l'ennemi répandirent, malheureusement, dans le corps de l'armée qui suivait à une assez grande distance, que Narino avait été attaqué, battu et fait prisonnier. Cette nouvelle consterna l'armée et suspendit sa marche. L'ennemi profita du moment pour accabler l'avant-garde de Narino, qui, lui-même fut fait prisonnier. Ainsi se vérifia ce rapport prématuré, cause du désastre des indépendans. Après ce premier succès, obtenu au mois de juin 1814, les royalistes, commandés par Aymeric, poursuivirent le corps d'armée que toute la prudence et la valeur de don J. M. Cabal eurent bien de la peine à sauver et à ramener dans Popayan.

Don A. Narino est du petit nombre de ces caractères entreprenans, qui avaient depuis long-temps vu d'uu œil prophétique l'indépendance du peuple de Santa-Fé, et qui l'avaient même en quelque sorte préparée. Ses opinions et ses vœux, trop

librement exprimés dans sa première jeunesse, l'avaient fait emprisonner en 1794, ainsi que plusieurs de ses amis, jeunes gens très-distingués de Santa-Fé de Bogota. Duran, Cabal, Cortès, Umana, Narino, Zea et autres, arrêtés en même temps, allaient être envoyés sous escorte en Espagne. Narino trompa la vigilance de ses gardiens, s'embarqua pour Cadix, et se présenta lui-même au gouverneur de Madrid. Malgré cet acte de soumission, le gouvernement espagnol se disposait à le faire arrêter de nouveau, lorsque Narino s'échappa encore, et passa en France. De là, il se rendit en Angleterre en 1796, époque où M. Pitt méditait le projet de séparer le continent américain du gouvernement espagnol. Narino revint alors incognito à la Nouvelle-Grenade, avec l'intention d'y préparer l'exécution de ce projet, mais il fut découvert et renfermé plusieurs années. Durant cette captivité il éprouva toute espèce de souffrances et de privations. A la fin il obtint sa liberté, à condition qu'il ne quitterait jamais Santa-Fé, et qu'il serait toujours accompagné d'un soldat. Lorsque

la guerre commença en Espagne, le gouvernement de Santa-Fé, effrayé de l'éloquence et du crédit de Narino, lui donna l'ordre de se rendre à Carthagena ; Narino parvint à se soustraire à son escorte près *el Banco*, sur la rivière Magdâlena, et se réfugia à Santa-Marta. Un espagnol découvrit le lieu de sa retraite, et le fit connaître au gouverneur, qui s'empara de lui sur-le-champ. Il outrepassa les premiers ordres du gouvernement, en l'envoyant à Carthagena, où il fut jeté dans les cachots de Bocachica. Au commencement de la révolution, il fut relâché, mais sa santé était fort affaiblie, et ses jambes avaient beaucoup souffert des fers dont il était resté chargé pendant tout le temps de son emprisonnement. Fait prisonnier à Pastos, il ne fut pas exécuté par une exception bien extraordinaire, comme presque tous les prisonniers ; on le conduisit à Quito, ensuite à Lima. Il est maintenant renfermé dans la Carraca, à Cadix. Un de ses fils, Antonio, donna, à Bocachica, un noble exemple de piété filiale et d'affection ; il sollicita la permis-

sion de partager la captivité de son père, dans l'espoir d'adoucir ses souffrances.

Les nouvelles de la retraite de l'armée de Popayan, de la victoire de Boves sur les républicains de Venezuela, du rétablissement du roi Ferdinand VII et de la chute de Bonaparte, arrivèrent presque en même temps au congrès de la Nouvelle-Grenade.

Les dangers qui menaçaient l'indépendance de cette partie de l'Amérique méridionale parurent dans tout leur jour, et déterminèrent le congrès à publier une proclamation, dans laquelle, après avoir récapitulé les vicissitudes qu'éprouvaient les armées de la république, il finissait ainsi :

« Telle est la situation des affaires militaires de la Nouvelle-Grenade ; chaque succès des républicains est acheté par des flots de sang, et coûtent cher aux provinces de Venezuela, où des hordes d'assassins sont réunies par les agens du roi pour arrêter les progrès des amis de la liberté : nos frontières sont constamment inquiétées par les royalistes de Maracaybo et de Barinas ; les uns et les autres tiennent en

alarmes continuelles les défenseurs de Pamplona et de Casanare ; les habitans de Santa-Marta refusent obstinément de coopérer avec nous ; enfin Carthagena ne reçoit point de secours du gouvernement général, obligé de pourvoir à la défense de Popayan que menace une nouvelle invasion. Tels sont les nombreux obstacles qui s'opposent à la délivrance de l'infortuné Quito ; tels sont les objets qui réclament impérieusement l'attention des provinces confédérées, et la déclaration de notre indépendance serait bien inutile, si nous ne persistons pas dans l'intention de la soutenir. Nous possédons tous les moyens de parvenir à ce but glorieux, et nul pouvoir ne sera assez fort pour nous empêcher de l'atteindre, si nous sommes résolus à employer toutes nos ressources. Sans doute de pénibles fatigues, de grands dangers nous attendent ; sans doute d'éminens sacrifices nous seront imposés pour la cause commune, mais de tels efforts appartiennent à des hommes qui veulent s'élever à la dignité d'un peuple libre ; ils sont indispensables puisque nous n'avons

rien à espérer et beaucoup à craindre des nations de l'Europe

» Un généreux désir de rétablir l'équilibre parmi les puissances de l'Europe a-t-il décidé la Grande-Bretagne à s'opposer avec une constante énergie aux projets de Bonaparte, et à soutenir la cause de l'Espagne? C'est pour nous un problème indéfinissable. Malgré les cessions de Bayonne, et les flots de sang français versés dans la Péninsule, Ferdinand est rétabli sur son trône, et l'Espagne, délivrée maintenant des Français, a le pouvoir et la volonté d'envoyer une formidable armée en Amérique pour nous remettre sous le joug.

» Nous avons hélas! fréquemment ressenti les effets de la perfidie et de la cruauté de l'Espagne, malgré la constitution par laquelle les Espagnols promettaient, pour mieux nous tromper, de nous rendre sur tous les points, les droits naturels de l'homme. Cette même constitution, sanctionnée par les sermens, proclamée dans toutes les colonies espagnoles, n'a protégé ni la vie, ni la fortune des Américains,

n'a mis à l'abri de l'insulte ni leurs femmes, ni leurs filles, ni les ministres sacrés des autels. Le décret du roi, daté de Valence le 4 mai, vient d'abolir cette constitution tant vantée : que peuvent attendre les Américains de ceux qui ont trempé les mains dans le sang de leurs compatriotes? Que peuvent-ils attendre des Espagnols lorsque les cortès même sont déclarés une assemblée illégale et ennemie du roi? Et vous membres des cortès toujours dans l'erreur, toujours injustes envers les Américains, qu'espérez-vous, puisque vous êtes poursuivis comme criminels de haute trahison ; puisque la nation espagnole est rendue à son premier état d'abjection, et que le trône est entouré de vos ennemis, qui veulent assouvir leur vengeance dans votre sang? »

» Depuis la restauration des Bourbons au trône de France et d'Espagne, sans décider si les dispositions secrètes de l'Autriche, si le repentir des princes élevés et tombés avec Bonaparte peuvent nous être utiles; s'il est important pour nous que l'Angleterre ait montré quelques sentimens

de compassion pour nos malheurs, que les nations de l'Europe rallument bientôt le flambeau de la guerre : il n'en est pas moins vrai que notre sûreté nous prescrit d'envisager notre situation sous son véritable point de vue, et que nous devons supposer les cabinets de l'Europe occupés de fixer notre sort incertain.

» Lorsque les Espagnols répandaient sans pitié le sang de nos concitoyens les plus distingués, au nom de Ferdinand, et lorsque nous jugions la Péninsule incapable de s'affranchir elle-même du joug de la France, n'était-ce pas un devoir pour nous d'assurer notre liberté et notre indépendance? Jusqu'ici la nation espagnole s'est opposée à nos efforts, le roi lui-même veut envoyer ses armées pour nous soumettre. Les agens de Ferdinand nous parleront peut-être, dans le premier moment, de la bienveillance du roi; et tandis qu'ils feront entendre, l'hostie à la main, des promesses d'amnistie, de récompense, de titres, de crosses, etc.; en un mot, tandis qu'ils emploieront tout pour flatter nos préjugés et endormir notre vigilance,

leurs épées se tourneront contre nous, et tous les maux imaginables fondront sur nous. Peuple de la nouvelle Grenade, tel sera votre sort, tel sera celui de votre postérité! Après un tel tableau pourriez-vous balancer à prendre une noble résolution? Nous vous le répétons encore, votre destinée dépend entièrement de vous.

» Lorsque l'Espagne se fécilite de s'être affranchie de la tyrannie de Bonaparte, ne devons-nous pas avoir pour but de nous féliciter pour la même cause? Le temps peut-il justifier l'usurpation? Les cessions des princes de Mexico, Cusco et Bogota, à la première époque de l'invasion de l'Espagne en Amérique, ne furent pas moins arrachées par la violence que les abdications de Bayonne; et les cruautés commises en Amérique par les Espagnols ne furent pas moins horribles que les atrocités dont ils accusent l'armée française! Ce n'est ni Ferdinand, ni les Bourbons seuls, qui prétendent à nos vies et à nos fortunes, c'est la nation espagnole, cette même nation si cruelle dernièrement envers nous. Si nous avons le malheur de tomber en-

core sous son pouvoir, chaque Espagnol nous couvrira d'opprobre et de mépris. Nous ne jouirons même plus du bienfait de l'air, qui est libre pour tous les animaux.

» Et ce bonheur domestique, ces droits que la nature départit à tous les hommes, ces droits plus chers que l'existence, nous serons réduits à les implorer comme une grâce de nos tyrans. Le produit de notre industrie deviendra la propriété de l'Espagne; nous gémirons dans un avilissant esclavage, et le triste son de nos chaînes troublera la cendre de nos héros, morts glorieusement en combattant pour notre liberté et notre indépendance: telle est l'affreuse et prophétique peinture du sort qui nous attend; la victoire seule peut nous en garantir.

» Avant notre révolution, nous n'avions pas même le droit de prononcer le nom de patrie. Quoi qu'il nous en ait déjà coûté pour l'obtenir, ce droit qui nous appartenait par toutes les lois de la nature, nous ne devons point abandonner notre juste entreprise, puisque le succès a souvent

couronné nos efforts ! Le congrès, décidé aux plus vigoureuses mesures, vient d'envoyer un commissaire réclamer l'appui de l'Angleterre, de ce gouvernement protecteur des libertés de l'Europe, et qui nous a plus d'une fois invités à secouer le joug de l'Espagne.

» Le congrès compte sur les efforts des provinces et sur leur indissoluble union.

» Camillo TORRES, président,

» Crisanto VALENZUELA, secrétaire.

» Tunja, 1er. septembre 1814. »

Malgré les circonstances critiques du moment, le président de Cundinamarca, don Bernardo Alvarez, successeur de Narino, refusa obstinément d'entrer dans la confédération ; quoique son refus contrariât les excellentes mesures que prenait le congrès pour la défense du pays. Mais enfin, persuadé que le vœu de la province se prononçait en faveur de la confédération, et vivement sollicité par le gouvernement général, il députa don J. Lozano pour traiter avec le congrès de l'union de Santa-Fé. D'après le traité conclu, la pro-

vince de Cundinamarca devait entrer dans la confédération, Alvarez refusa de ratifier ce traité, mais proposa une alliance que le congrès ne voulut pas accepter.

A la fin de 1814, Bolivar arriva à Tunja, où le congrès avait fixé de nouveau ses sessions : les provinces de Casanare, Pamplona, Tunja, Neyva, Choco, Popayan, Carthagena, Mariquita, Socorro et Antioquia, agissaient de concert entre elles, sous la direction du gouvernement général, qui essayait encore de forcer le président de Cundinamarca à reconnaître son autorité. La division de l'armée venezuelienne, qui, sous les ordres d'Urdaneta, s'était retirée à Cucuta, après la défaite de Bolivar à la Puerta, reçut ordre de se rendre à Tunja. Accrue par des renforts, et commandée par Bolivar, elle marcha, en décembre 1814, contre Santa-Fé. La ville avait déjà éprouvé un assaut, et le faubourg principal se trouvait au pouvoir de Bolivar, lorsque Alvarez accepta une capitulation. Aux termes de cette capitulation, Cundinamarca devait se joindre aux provinces confédérées, et

jouir des mêmes droits et priviléges que les autres. Le collége électoral de Santa-Fé s'assembla, ratifia la capitulation, et invita le congrès à fixer sa résidence dans la ville : bientôt après les membres s'y réunirent.

Le congrès possédait maintenant une pleine autorité; et, quoique menacé par les royalistes de Venezuela, de Quito et de Santa-Marta, il regardait le salut de l'Amérique comme assuré, et jugeait les moyens suffisans pour repousser toutes les attaques. Quelques réformes dans l'administration favorisaient l'unité d'action, et permettait au gouvernement de prendre de fortes mesures en cas de nécessité. Conformément à ces réformes, ordonnées par trois décrets, l'un du 23 septembre, les deux autres du 21 octobre 1814, le congrès devait être composé de deux députés de chaque province, excepté celles de Casanare, de Neyva et de Choco, lesquelles, étant comparativement moins peuplées que les autres, ne devaient avoir qu'un représentant. L'administration des finances et de la guerre fut exclusivement

confiée à l'assemblée fédérale. Le pouvoir exécutif, remis à trois personnes nommées, par le congrès, don M. R. Torices, Garcia Rubira et M. Pey, bien connus par leurs principes républicains et leurs talens distingués; les gouverneurs des provinces, élus par les colléges électoraux, devaient toujours agir comme délégués du gouvernement général dans toutes les affaires relatives à la confédération.

Les provinces confédérées jouissaient à cette époque de la perspective d'une future prospérité. Quelques-unes des charges qui opprimaient le peuple avaient été diminuées : de ce nombre était le monopole sur le tabac et les liqueurs spiritueuses; l'*alcabala*, tribut payé par les Indiens, etc. Le congrès avait invité les étrangers à fixer leur résidence dans les provinces confédérées, par le décret du 13 juillet 1814, qui leur offrait protection et les moyens d'exercer leur industrie. Une manufacture d'armes à feu avait été établie à Antioquia; une de chapeaux à Santa-Fé de Bogota, etc., etc. La presse jouissait d'une entière liberté, plusieurs ecclé-

siastiques respectables favorisaient la cause générale. Ceux qui prétendaient que le pape Alexandre VI avait eu le droit de faire cession des Indes au roi d'Espagne se trouvaient en bute à la haine publique. L'expédition botanique sous la direction du célèbre Mutis, déjà riche d'importantes découvertes, se poursuivait sous la protection particulière du nouveau gouvernement. Don Sin Foroso Mutis, Riso, Caldas et Lozano allaient en publier la relation, lorsque la mort prématurée de Mutis l'empêcha d'achever ses utiles corrections.

Les citoyens contribuaient avec empressement de leurs personnes, de leurs biens au soutien du gouvernement; et les moines de l'ordre de Saint-Dominique donnèrent pareillement un exemple de patriotisme, en cédant au gouvernement une grande partie de l'argent qu'ils avaient amassé depuis un an dans le sanctuaire de Chiguinquira. Le congrès, pour prévenir les machinations des Espagnols, décréta leur expulsion des provinces confédérées jusqu'à l'établissement définitif de l'indépen-

dance, mais en leur laissant la libre disposition de leurs propriétés.

Le congrès envoya des renforts à l'armée de Popayan, occupée, sous les ordres de Cabal, à contenir les efforts des royalistes; et des troupes conduites par Urdaneta marchèrent pour protéger la province de Pamplona, que les royalistes de Maracaybo avaient souvent essayé de subjuguer, se retirant toujours dans les bois sur les bords de la rivière Sulia lorsqu'ils étaient poursuivis par les indépendans. Le tiers du territoire de Santa-Marta était au pouvoir de l'ennemi : ce fut là que se dirigèrent les principales forces de la confédération.

La reprise de Santa-Marta eût grandement facilité aux provinces confédérées les moyens de résister à l'expédition alors prête à partir de Cadix sous les ordres de Morillo pour attaquer la nouvelle Grenade. Bolivar, nommé capitaine général des armées de la nouvelle Grenade et de Venezuela, commandait les troupes dirigées contre Santa-Marta : dans ses préparatifs il déploya tous les moyens capables d'as-

surer un succès si ardemment désiré; mais les différentes suites de l'opposition du gouvernement de Carthagena à la nomination de Bolivar, et le ressentiment que celui-ci manifesta trop violemment en faisant le siége de Carthagena, détruisirent entièrement l'excellent plan formé par le congrès et rendirent inutiles les efforts des provinces.

Les royalistes effectuèrent la conquête d'une grande partie de la province de Carthagena, tandis que les troupes indépendantes combattaient honteusement aux portes de la ville pour leurs différens particuliers. Morillo arriva, juste à temps, pour profiter de la confusion que faisaient naître ces dissensions civiles. Bolivar capitula avec le gouvernement de Carthagena et quitta la province; mais ses troupes restèrent pour protéger la ville, quoiqu'elles fussent considérablement diminuées par la guerre et par le climat malsain des bords de la rivière de Magdalena.

Morillo, profitant de cette circonstance, assiégea Carthagena, que le gouvernement de Santa-Fé de Bogota se trouva dans

l'impossibilité de secourir. Néanmoins on fit de grands efforts pour lever une armée, afin de repousser les royalistes, qui, de trois côtés différens, envahissaient les provinces indépendantes. Les membres du gouvernement se placèrent eux-mêmes à la tête de l'armée : chaque individu redoubla d'énergie; mais le temps des succès était passé. Nulle résistance ne put arrêter les royalistes; Carthagena tomba bientôt en leur pouvoir, et les républicains essuyèrent défaite sur défaite. Enfin, malgré l'extraordinaire bravoure qu'ils déployèrent à la bataille de Cachiri, et le succès qu'ils obtinrent à Remedios, ils furent complétement vaincus; et Morillo entra dans Santa-Fé de Bogota en juin 1816. Pour faire connaître la situation de l'armée royale dans la nouvelle Grenade, à cette époque, je veux insérer ici une fidèle copie d'une lettre du général Morillo, datée de Mompox, le 7 mars 1816. Cette lettre, adressée au ministre de la guerre en Espagne, fut trouvée avec plusieurs autres papiers à bord de *la Leona*, capturée pendant la traversée de la Havane à Cadix,

par le corsaire *el Congreso* de Buenos-Ayres. Cette lettre fut publiée dans *el Independiente* à Buenos-Ayres.

« *Au ministre de la guerre, en Espagne.*

» Monsieur, à mon arrivée à Venezuela, je donnai à votre excellence toutes les informations relatives à la tranquillité et à la sécurité de cette partie des dominations de Sa Majesté. De Carthagena je vous donnai de semblables détails, et je vous fis connaître la situation générale de la vice-royauté de la nouvelle Grenade. Je suis maintenant obligé de vous démontrer l'urgente nécessité de renforcer l'armée sous mes ordres, et d'envoyer des troupes fraîches à Venezuela.

» Les maladies ont beaucoup diminué mes troupes, j'ai d'ailleurs été obligé d'en envoyer au Pérou et à Puerto-Rico, et d'en laisser d'autres dans les places que les rebelles ont prises dernièrement. Je peux dire, sans exagération, que mon armée, maintenant véritable squelette, est très-insuffisante pour les devoirs qu'elle doit remplir, spécialement dans le territoire de Venezuela.

» Quand je pris l'île de Margarita, les rebelles émigrèrent à Cathagena, à Santa-Fé de Bogota, où des troupes disciplinées se disposaient à la résistance; d'autres se réfugièrent aux Antilles, espérant, ce qui est arrivé, que mes forces diminueraient, et qu'ils pourraient effectuer une autre révolution à Cumana, Margarita et la Guayana. Ils sont soutenus dans ce projet par les mécontens de France et par quelques spéculateurs d'Angleterre.

» Quand je m'emparai de Carthagena, les insurgés se réunirent aux Cayes, avec l'intention d'attaquer la partie de la côte la moins défendue, ou, dans le cas de non-succès, de piller et de se rembarquer aussitôt. Ils ont réussi dans ce dernier projet, et maintenant ils achètent des armes avec le produit des denrées coloniales qu'ils pillent. Je suis informé qu'ils ont à cette heure, au Port-au-Prince, un dépôt de 12,000 fusils au moins, comme je l'ai déjà dit dans ma première communication.

» Par cet exposé, votre excellence sentira que les rebelles, en perdant du terrain, concentrent leurs forces, et par ce

moyen, deviendront supérieurs sur tous les points qu'ils voudront occuper.

» Je prie votre excellence de considérer que les troupes employées à Venezuela, lorsque le peuple reconnaissait l'autorité du roi, étaient deux fois plus nombreuses que celles qui sont chargées en ce moment de réduire les rebelles. Cependant mes soldats, malgré la diminution de leur nombre, le dépérissement de leurs forces, sont obligés de livrer chaque jour de nouveaux combats. La même observation peut s'étendre à la nouvelle Grenade. Autant que j'ai pu l'observer dans ma marche, j'ai des raisons de croire la province de Carthagena loyale et sincère dans sa soumission; mais les autres provinces n'attendent que l'occasion pour reprendre les armes. Les curés sont particulièrement mécontens; pas un ne paraît attaché au gouvernement royal.

» J'ai déjà exprimé mon désir que votre excellence envoyât ici des missionnaires. J'ajoute maintenant qu'il est indispensable d'envoyer aussi des hommes de lois. Si le roi a toujours l'intention de subjuguer

ces provinces, il faut prendre les mêmes mesures que lors de la première conquête.

» Dans ma première dépêche, je faisais déjà observer à votre excellence que nous manquions de troupes pour maintenir dans la sujétion les vice-royautés : je répète que des secours sont indispensables ; car, en supposant même le pays soumis, il n'est pas possible de se fier à la division commandée par Calzada, ni à celle de l'avant-garde sur la droite de la rivière Magdalena, parce qu'elles sont composées de créoles qui, probablement, au premier instant, déserteront et fuiront à Venezuela, et augmenteront la force de l'ennemi. Les divisions sont néanmoins composées de braves gens susceptibles d'être disciplinés ; mais il vaudrait mieux les envoyer au Pérou, où ils rendraient de plus grands services. A présent ils sont suffisamment occupés dans Antioquia, Popayan et Choco, toutes provinces rebelles.

» Je fais ces propositions en supposant que des renforts me seront envoyés immédiatement ; car, si je n'en reçois pas sur-

le-champ, je ne peux dire quel nombre de troupes il faudra plus tard pour maintenir notre pouvoir ici. Deux points de la plus grande importance, Margarita et Guayana, sont, dans ce moment, attaqués par les rebelles de Venezuela. A Margarita, bien commandés, bien approvisionnés, ils combattent en désespérés. Les troupes du roi sont obligées de s'en tenir à la défensive, et si Bolivar arrive avec l'expédition qu'il prépare aux Cayes; j'ignore quel sera le sort de Margarita et de Cumana.

» L'attaque des rebelles sur Margarita est liée à celle de la Guayana, où ils sont nombreux : ils occupent toutes les positions qui environnent Angostura, capitale de la province, et interceptent tous les convois d'approvisionnement. Probablement ils forceront la garnison d'Angostura à se rendre sans combattre, parce qu'il y a dans cette ville un parti pour les insurgés. La province de Guayana me paraît si importante, que je renouvelle l'observation que j'osai faire une fois devant sa majesté à Madrid, c'est que Guayana une fois per-

due, Caracas et Santa-Fé de Bogota courent de grands dangers. J'engage votre excellence à vouloir bien prendre une carte de ces contrées, à observer les rivières Orenoco, Apure et Meta, qui sont beaucoup plus navigables que je ne l'imaginais avant d'avoir quitté Madrid. La même observation peut s'étendre à plusieurs rivières *en los Llanos*. Si les rebelles parviennent à s'emparer du cours de ces fleuves, ils coupent par le fait toutes nos communications, ils empêchent l'arrivage de toute espèce d'approvisionnemens et réduisent à la dernière extrémité les villes situées dans les régions montagneuses. Les rebelles de Venezuela ont adopté le projet de soutenir la guerre avec des guerillas nombreux; ils imitent en cela le plan suivi en Espagne dans la dernière guerre; Et si Bolivar, ou quelque autre chef en crédit parmi eux, prenait le commandement de ces *guerillas*, ils deviendraient bien dangereux.

» On pense, en Espagne, que l'esprit de révolte est ici concentré dans un petit

espace, il faut détromper votre excellence sur ce point : dans Venezuela spécialement l'esprit de révolte est général ; dans la vice-royauté que j'occupe, je crois le germe de la rébellion étouffé ; néanmoins j'insiste sur l'article des renforts. La garnison de Carthagena éprouve journellement des pertes par les maladies ; et il est nécessaire que la force militaire stationnée dans la Nouvelle-Grenade soit plus forte du double qu'au milieu du dernier siècle.

» Si nous perdons Margarita, les insurgés s'y fortifieront ; et, par leurs pirateries, ils intercepteront notre commerce dans le golfe du Mexique. Il faudra nécessairement alors envoyer une expédition pour reconquérir Margarita ; et, si la Guayana est prise, l'expédition deviendra plus difficile. Les rebelles de Casanare et de Tunja se joindraient à eux ; et, si la péninsule de Paraguana était attaquée dans le département de Coro, il resterait peu d'espoir de succès pour les troupes du roi. Mais ces dangers n'existeront pas de long-temps si nous recevons des renforts qui pour-

raient, chemin faisant, conquérir Margarita et cette partie de la côte maintenant au pouvoir des insurgés.

» Je n'ai point l'intention d'ajouter aux inquiétudes de sa majesté; je veux seulement, en présentant un tableau fidèle, démontrer la nécessité de redoubler d'efforts pour assurer des conquêtes obtenues au prix de tant de sang et de fatigues. Grâce à la Providence! mes soldats ont courageusement supporté la faim et les privations de tous genres; mais pouvons nous espérer que le ciel leur accordera toujours la même résignation? De prompts secours d'hommes, d'armes et de munitions sont nécessaires, pour que nous puissions porter les derniers coups et obtenir une sûre et entière possession. Il faut diriger nos principaux efforts contre Venezuela et les provinces adjacentes qui sont défendues par les officiers les plus habiles et les plus entreprenans de l'Amérique. Il faut que les troupes destinées contre Venezuela soient nombreuses, parce que la division de Barinas irait en

cas de besoin, au secours de Santa-Fé. Que Dieu conserve votre excellence.

» Pablo Morillo.

» Du quartier à Mompox, le 7 mars, 1816. »

Dans une autre lettre au ministre de la guerre, Morillo annonçait qu'il avait rétabli l'audiencia royale de Caracas, suivant les ordres du roi; mais il regardait cette mesure comme désastreuse pour les intérêts de l'Espagne, parce que, la révolte de Venezuela étant loin d'être apaisée, le gouvernement de ce pays devait être tout militaire. Morillo observait aussi que les municipalités, composées d'Américains, et investies de trop grands pouvoirs, pouvaient en conséquence agir fortement contre les intérêts du roi. Il conseillait de diminuer le pouvoir des municipalités, pouvoir qui leur avait été accordé d'après des lois des Indiens, en considération de ce que les municipalités étaient alors composées de colons, et il finissait ainsi :

« Personne ne sait mieux que moi qu'un gouvernement militaire est le plus dur et

le plus despotique de tous les gouvernemens. C'est le plus tyrannique et le plus destructif, mais c'est le plus énergique : c'est celui que les rebelles ont adopté. Quel autre gouvernement conviendrait dans un pays en révolte ouverte contre les ordres du souverain? dans un pays livré à tous les genres d'horreurs et d'excès! Lors des premières expéditions dans les colonies envahies par les rebelles, on s'est généralement élevé contre le gouvernement militaire : indubitablement c'était une erreur de la part de ceux qui ne connaissaient pas ces pays, et qui ajoutaient foi aux émissaires des rebelles. On croyait, d'après leurs rapports, que les troupes du roi n'avaient qu'à paraître, et à se conduire avec clémence, pour assurer la possession de ces provinces ; on croyait que les habitans béniraient le jour qui les réunirait à leur mère-patrie : Margarita, Cumana et Barcelona ont prouvé la fausseté de cette opinion.

» Dans le moment présent, les restrictions imposées aux chefs par les lois des Indes paraissent insuffisantes, particuliè-

rement à Venezuela. Les Américains méridionaux ne veulent plus obéir aux Européens, et encore moins aux Espagnols. Ils désirent être gouvernés par leurs compatriotes; et, s'ils cèdent aux circonstances et obéissent au roi, c'est uniquement avec l'espoir d'un temps plus heureux.

» Chaque province de l'Amérique demande un gouvernement différent : ce qui paraît bon à Santa-Fé de Bogota, est jugé mauvais à Venezuela, quoique ce soient des provinces voisines les unes des autres. A Santa-Fé, il y a fort peu de noirs et de mulâtres; à Venezuela, une grande partie des blancs a péri dans la révolution. Les habitans de Santa-Fé sont timides, ceux de Venezuela hardis et sanguinaires. A Santa-Fé, beaucoup d'écrits ont été publiés durant la révolution, et les savans ont tout réglé avec leurs plumes; mais à Caracas, de très-bonne heure ils ont tiré l'épée. De ces différens caractères provient la différence des oppositions que nous avons rencontrées; toutefois la dissimulation et la perfidie des peuples sont les mêmes dans toutes les provinces. Probablement les ha-

bitans de cette vice-royauté n'auraient pas si fermement résisté aux troupes du roi, si ceux de Venezuela n'étaient venus les soutenir. C'est à leur instigation seule que les habitans de Carthagena prirent le parti de combattre avec vigueur. La division de l'armée qui attaqua Zaragoza et Remedios, fut disciplinée par eux ; enfin, poussé par eux, le gouvernement d'Antioquia proclama deux fois *la guerre à mort*, et fit savamment fortifier les défilés de la province par des ingénieurs de Venezuela. Ce fut par l'activité de ces mêmes insurgés que Santa-Fé fut obligé de se soumettre au congrès, et d'adopter leurs sanguinaires idées. Les rebelles de Venezuela ont tout conseillé, tout fait ; ils sont comme des bêtes féroces, quand ils combattent dans leur propre pays. S'ils avaient d'habiles commandans, il faudrait plusieurs années, des flots de sang et d'énormes dépenses pour les soumettre.

» Quand j'arrivai à Venezuela pour prendre le commandement de l'armée royale, je fus saisi d'horreur, en apprenant le nombre des tués dans chaque ba-

taille, soit gagnée, soit perdue. Persuadé qu'un pareil acharnement prenait sa source dans les ressentimens de l'esprit de partis, je cherchai à les calmer, en déployant cette clémence sans bornes que m'a tant recommandée le roi; quel effet a-t-elle produit? de nouvelles révolutions, de nouvelles trahisons. Si le peuple de Venezuela se soumet enfin, ce ne sera, j'en ai la conviction, que pour attendre l'occasion favorable de se révolter. Pour réduire ce peuple, des troupes plus nombreuses sont nécessaires; et, comme je le répète de nouveau à votre excellence, il faut que le capitaine général de Venezuela soit investi du pouvoir militaire. Soyez bien assuré que le succès ne sera pas l'ouvrage d'un jour, et qu'il ne peut être obtenu que par la persévérance et par l'activité: c'est une guerre féroce, comme celle des noirs contre les blancs.

» MORILLO. »

CHAPITRE III.

Révolution de Carthagena. — Assemblée de la junte. — Tentative du régiment el Fixo pour dissoudre la junte. — Assemblée de la convention et formation d'une constitution. — Guerre avec les royalistes de Santa-Marta. — Siége et prise de Carthagena par Morillo.

La province de Carthagena est divisée en six départemens : Carthagena, Tolu, San-Benito, Mompox et Simiti. La population de la province est de deux cent dix mille âmes ; celle de la capitale, de seize mille âmes.

La nouvelle de la révolution de Santa-Fé, parvenue à Carthagena, y détermina la formation d'une junte le 5 août 1810.

Cette junte fut composée des membres de la municipalité, des députés élus par le peuple et des députés envoyés par les autres municipalités de la province. Don J. M. Garcia-Toledo fut le président premièrement nommé par la junte. Don J. M. del Real, Garcia Toledo furent élus ensuite ; enfin don Y. Cavero obtint cette

place. La junte reconnut l'autorité suprême de la régence d'Espagne, mais à condition que l'administration du gouvernement intérieur serait donnée aux natifs du pays. Sans égard cependant à cette condition, la régence nomma gouverneur de Carthagena un Espagnol. La junte ne voulut pas le recevoir, en reconnaissant toutefois les cortès. Cette reconnaissance cependant fut faite avec la même restriction que pour la régence, et à condition que la province de Carthagena serait représentée dans les cortès suivant sa population. Ni la première régence, ni les cortès n'acquiescèrent aux demandes de la junte de Carthagena; et cette province fut alors regardée comme infidèle.

La junte rendit un décret pour fixer le mode d'élection, et réduisit le nombre des membres à douze le 1er. janvier 1811. Elle établit une cour de judicature, un comité pour le département des finances, et remit la police entre les mains des municipalités. Le gouvernement de la province fut attribué uniquement à la junte.

Un officier espagnol se plaignit vive-

ment, parce qu'ayant négligé d'exécuter un ordre de la Junte, il fut emprisonné quelques jours. Dans le même moment des débats s'élevèrent dans cette assemblée sur la nécessité de changer quelques officiers, et, entre autres, le commandant du régiment *El Fixo* stationné dans la ville. Don B. Gutierrez, profitant de cette occasion, persuada aux officiers ses camarades d'adresser une pétition à la Junte contre le renvoi de leur colonel. La pétition allait être présentée lorsque Gutierrez observant le mécontement du régiment, résolut d'en profiter pour dissoudre la junte. Les conspirateurs voulaient faire exécuter quatre des membres, et envoyer les autres en Espagne. Gutierrez se mit à la tête des troupes le 4 février 1811, et marcha vers le lieu des séances de la junte. Le peuple de Carthagena, alarmé de l'apparition inattendue des troupes, se précipita dans les rues pour défendre le gouvernement. La junte alors dépêcha un respectable vieillard, le lieutenant général Narvaez, fort estimé des troupes et du peuple, pour demander la cause du

mécontentement des militaires. Narvaez, après avoir écouté leurs griefs, les apaisa par des promesses, et les détermina à se retirer dans leurs casernes. La junte pardonna aux troupes, et bannit les chefs de la faction.

Peu après le peuple de Carthagena accusa les membres de la junte de vues ambitieuses, en remarquant qu'ils reconnaisaient la souveraineté des cortès d'Espagne, sans obéir à leur décrets. Il existait encore d'autres causes de mécontentement. La junte avait été dans la nécessité d'attaquer la ville de Mompox. Après l'avoir soumis, la junte décréta l'arrestation de plusieurs habitans, le bannissement de beaucoup d'autres dont les vœux et les opinions étaient contraires à ceux de la province en général. Don Gabriel Pineres, natif de Mompox, travailla à former un parti contre la junte en faisant circuler des rapports défavorables sur ses membres, et en répandant à Carthagena de grandes libéralités. Ce plan réussit. Le peuple de Carthagena s'assembla le 11 novembre 1811, en nombre considérable,

devant le palais de la junte, et demanda à grands cris que l'indépendance absolue fût proclamée, l'inquisition abolie, les prisonniers de Mompox relâchés, et qu'un congrès convoqué rédigeât une constitution pour la province. La junte, en ce moment, débattait la question de l'indépendance, et venait d'écrire des lettres circulaires pour demander l'avis des municipalités; elle ne fit donc point d'objection à la première demande du peuple: La seconde était un objet à discuter après la déclaration de l'indépendance: La troisième et la quatrième furent trouvées justes, et conséquemment accordées. Sur-le-champ la junte rédigea l'acte d'indépendance, et publia bientôt après un manifeste pour faire connaître les raisons de sa conduite.

Au mois de janvier suivant 1812, s'assembla une convention composée de trente-quatre députés élus suivant la population de la province. La convention proposa le 4 juin 1812, pour Carthagena, une constitution particulière, dont l'extrait donnera une idée du gouver-

nement intérieur des différentes provinces de la Nouvelle-Grenade. Cette constitution, publiée par la convention, contient quinze chapitres, *titulos* : la forme des élections, les droits des citoyens, l'étendue du pouvoir provincial fixée, la liberté de la presse accordée, l'importation des esclaves prohibée; tels étaient les principaux objets des premiers chapitres. Cette constitution ordonnait au corps législatif de présenter un plan pour la levée d'une somme destinée à l'affranchissement des esclaves de la province; composait ce corps des représentans de la province, et les divisait en deux chambres, *salas ;* elle confiait le pouvoir exécutif à un président assisté de deux conseillers, et chargeait un sénat de veiller à l'exacte observation des lois. Le président, les deux conseillers, le sénat, le corps législatif, et la cour suprême de judicature, composaient la convention générale que le président convoquait, s'il le jugeait convenable, dans les cas urgens. Les fonctions de président duraient trois ans. Don M. R. Torices fut le premier à qui on les confia. La convention émit du

papier-monnaie pour la somme de quinze mille dollars d'Espagne, qui furent augmentés dans le cours de deux ans de près d'un million. On eut recours à ce papier-monnaie, parce que les finances de la province de Carthagena ne suffisaient pas aux dépenses du gouvernement. Avant la révolution Carthagena recevait annuellement, de Santa-Fé de Bogota, des supplémens d'argent pour défrayer les troupes, la flotte, etc.; mais depuis la révolution Carthagena n'obtenait plus rien, et le nouveau gouvernement ne pouvait suppléer à ce déficit que par la création du papier-monnaie. Cette mesure produisit un fort mauvais effet. La ville et les provinces perdirent l'espoir de voir améliorer leur sort, et désirèrent bientôt un changement de gouvernement. Elles commençaient à se fatiguer de la révolution qui, parmi beaucoup d'autres maux, avait occasioné la suspension du commerce, principale source de la prospérité de Carthagena.

Les royalistes de la province voisine, Santa-Marta, instruits de l'état et des dispositions de Carthagena, se hâtèrent d'at-

taquer la province, et, quoique repoussés à Mompox, s'emparèrent des départemens de Tolu et de San-Benito, sous les ordres de l'Espagnol Rebustillos, au mois d'octobre 1812. L'alarme s'accrut à Carthagena, lorsqu'on y apprit l'occupation de Venezuela par Monteverde. Le découragement général occasioné dans l'état de Caracas par le tremblement de terre s'étendit à Santa-Fé de Bogota, ainsi que dans les autres provinces de la Nouvelle-Grenade, au pouvoir des indépendans; et l'alarme fut à son comble lorsque la nouvelle de la guerre survenue entre le congrès de la Nouvelle-Grenade et Nariño parvint à Carthagena. Les royalistes, profitant du moment marchèrent en triomphe vers la ville.

La frégate anglaise la Garland arrivait à cette époque à Carthagena, apportant au gouvernement des dépêches de l'amiral anglais de la Jamaïque. L'amiral proposait au gouvernement de Carthagena de faire un arrangement à l'amiable avec don Benito Perez, vice-roi, nommé par le gouvernement d'Espagne pour la Nouvelle-Grenade,

et résidant alors à Panama, avertissant Carthagena qu'en cas de refus, elle serait attaquée par les forces espagnoles. L'amiral offrait la Garland pour transporter les députés de Carthagena à Panama, si le gouvernement acquiesçait à ces propositions.

Le gouverneur, don M. Rodriguez Torices, en raison du pressant danger, adopta les mesures suivantes. Don J. M. Del Réal et don G. Pineres furent nommés pour traiter avec le vice-roi, et s'embarquèrent sur la frégate offerte par l'amiral anglais pour Chagres, d'où ils devaient se rendre à Panama. Don A. Gutierrez Morena fit voile vers les îles de l'ouest, avec des instructions pour engager des officiers à servir dans l'armée de Carthagena. Il emportait des lettres de marque destinées à ceux qui désireraient servir comme armateurs avec le pavillon de la république de Carthagena, bleu, blanc et jaune. L'armée, disciplinée par des officiers émigrés de Caracas, et divisée en deux corps, fut mise sous les ordres de l'espagnol don M Cortes Campomanes, et de l'officier français Labattu.

Les envoyés Del Real et Pineres, arrêtés au momens de leur arrivée à Panama, n'obtinrent la permission de se rembarquer, après deux mois de captivité, que par la médiation de l'amiral anglais; le vice-roi prétendait que c'étaient des espions. Gutierrez Morena réussit à envoyer à Carthagena plusieurs officiers et quelques armateurs. Cortès Campomanes reconquit les départemens de San-Benito et Tolu. Labattu chassa les royalistes de San-Antonio, el Penon, Guaymaro, et de plusieurs autres points fortifiés sur les bords de la rivière Magdalena.

L'île de Mompox est formée par la rivière Magdalena, divisée en deux branches qui ont leur embouchure à Cauca; réunies elles aboutissent à la mer par trois bouches, *Boca-Vieja*, *Boca-Principal* et le *ciênega de Santa-Marta*. Le ciênega de Santa-Marta est un lac de sept lieues de long et deux de large; non loin de ses bords s'élève la ville de Santa-Marta. Labattu embarqua ses troupes sur le lac, détruisit les bateaux armés chargés de défendre le passage, débarqua au village

appelé la Ciênega, et s'avança vers Santa-Marta, qu'il prit le 6 janvier 1813. Les royalistes pouvaient être alors facilement dépossédés de la province de Rio-Hacha; mais Labattu se conduisit avec les habitans de Santa-Marta d'une manière si impolitique, qu'ils se révoltèrent, quoiqu'il y eût en ce lieu un parti fort considérable pour l'indépendance. Labattu pouvait s'opposer à la révolte, puisqu'il était en possession du port protégé par une frégate, plusieurs bateaux armés et d'autres vaisseaux de guerre; mais il ne pensa qu'à s'embarquer pour Carthagena, laissant Santa-Marta au pouvoir des royalistes, qui reçurent alors des renforts de Porto-Bélo, de la Havane et de Maracaybo.

Le gouvernement de Carthagena équipa une autre expédition destinée à envahir Santa-Marta, et en donna le commandement à Châtillon, officier français. Ce brave officier attaqua les royalistes à Papares; mais vaincu et fait prisonnier, il fut mis à mort. Une troisième expédition, confiée de nouveau à Labattu, manqua encore. Carthagena se borna alors à dé-

fendre ses frontières, et la navigation de la rivière Magdalena, précédemment interrompue, et dernièrement tout-à-fait interceptée par les royalistes. Il n'arriva rien d'important depuis la fin de 1813 jusqu'au milieu de 1815, époque de la guerre civile entre Bolivar et Castillo. A ce fléau succéda le siége de Carthagena par le général Morillo. Avant cette époque, les armateurs avaient protégé le commerce de Carthagena : cette source de prospérité, alimentée par un commerce avec l'étranger et les provinces intérieures de Santa-Fé de Bogota, donna au gouvernement la possibilité de retirer le papier-monnaie.

La ville de Carthagena se divise en deux parties : la cité proprement dite, et Gimani. La cité est entourée par une épaisse et haute muraille ; Gimani, bâtie dans une forme à demi-circulaire, et fortifiée en face, est liée à la cité par un pont bâti sur un fossé. Les deux côtés du fossé sont revêtus d'estacades qui joignent les murs de Gimani à ceux de la cité ; à l'est de Carthagena, à 150 verges environ, le fort de San-Felipe Barajas, situé sur une monta-

gne, protège Gimani; des batteries placées sur la montagne Lapopa commandent le fort et défendent les environs de Carthagena. Au nord de Lapopa est un lac de près d'une lieue de circonférence, nommé Tesca; il communique aux fossés de Carthagena, et, du côté du nord, à la mer. La rade de Carthagena a trois lieues d'étendue; elle est formée par les côtes de *Boca-Grande*, l'île de Bocachica, l'île de Baru et la côte de Pasacaballos. Boca-Grande est défendue par un fort maintenant abandonné, parce que, de ce côté, il ne peut entrer que de petits vaisseaux. Les forts San-Fernando, El-Angel et San-Jose protègent l'île de Bocachica et les communications avec la mer, ouvertes par *el cano de l'Estero*, et par le lac Tesca.

Morillo fixa son quartier-général à Turbaco, quatre lieues à l'est de Carthagena, et forma une ligne du côté de la cité entre la costa de la Boquilla et celle de Pasacaballos. Le 11 novembre 1815, les royalistes attaquèrent en même temps Lapopa défendue par le colonel Soublet, et la Costa-Grande. Repoussés à Lapopa avec

une perte considérable, ils réussirent à déposter les indépendans de la Costa-Grande. Ils placèrent alors leurs batteries a Albornos et à Pastelillo; et, par le moyen de bateaux armés qu'ils avaient introduits dans la rade par el cano del Estero, ils interceptèrent toute communication entre la ville et les forts qui défendaient Boca-chica, et empêchèrent ainsi les assiégés de recevoir des provisions comme ils en recevaient auparavant par Boca-Grande. La cité fut bombardée pendant trois mois.

Le gouvernement de Carthagena se détermina, dans une assemblée générale convoquée le 13 octobre, à mettre la province sous la protection du gouvernement anglais. Il envoya des dépêches à Londres à cet effet, et au gouverneur de la Jamaïque. M. Hislop, marchand anglais, s'en chargea. Cependant les provisions manquaient totalement dans l'intérieur de Carthagena, et, vers le commencement de décembre, la famine emportoit environ cent personnes par jour. Le gouverneur, sans espoir de se procurer des vivres, résolut d'évacuer la cité. Plus de deux milles

personnes quittèrent Carthagena le 5 décembre sur onze vaisseaux, la plupart armés. L'attaque faite par les royalistes, heureusement d'un côté opposé, leur permit de jeter l'ancre à Bocachica, d'en prendre la garnison à bord, et de remettre à la voile. Le jour suivant, les royalistes entrèrent dans la cité.

J'ai traduit la suivante description de la communication officielle du capitaine général Montalvo au gouvernement d'Espagne.

« L'horrible apparence de la cité peut à peine se décrire. Les rues et même les maisons sont encombrées de morts et de mourans ; l'atmosphère est pestilentielle au point de couper la respiration ; des gémissemens et des lamentations assaillent nos oreilles. »

Dans une lettre interceptée, datée de Carthagena le 28 février 1816, Montalvo se plaignait de ce que le général Morillo avait livré le commandement de la cité de Carthagena le 11 décembre seulement, et avait omis, jusqu'au 5 janvier, de lui remettre la liste des rebelles arrêtés à

Carthagena après la prise de la cité. Morillo envoya à Montalvo cette liste, insinuant qu'ils devaient être jugés par le conseil permanent de l'armée. Montalvo consulta son assesseur Vierna qui fut d'avis de les traduire au conseil de guerre ordinaire. Ce conseil, assemblé sur-le-champ en conséquence, les condamna tous à mort. Vierna conseilla alors au capitaine général de suspendre l'exécution de la sentence, qui devait être faite conformément à *l'article* 3, *titulo* 5, *trattado* 8 *de las ordenanzas*. Montalvo n'approuva pas ce conseil; il consulta alors les *oidores*, Jurado et Cabrera. Leur avis fut que Vierna avait fait procéder au jugement d'une manière illégale; néanmoins Don M. Castillo, Garcia-Toledo, Ayos, M. Granados, M. Amador, M. Porto-Carrero, M. Anguiano, M. Angulo et S. Stewart furent exécutés le 24 janvier : entre autre raisons, pour avoir ordonné leur exécution, Montalvo prétendait qu'il eût été scandaleux que ces rebelles eussent été envoyés en Espagne, lorsque Morillo en avait fait exécuter de moins criminels.

Il finissait ainsi : « Je répète à votre excellence que je suis, peut-être, le seul chef dans l'Amérique méridionale, dont la conduite ait été aussi humaine. Ce sont les premiers rebelles que j'ai fait exécuter. Malheureusement la guerre se fait maintenant d'une manière si cruelle qu'il n'est pas facile d'entrevoir comment elle se terminera. Tout aurait dû être prévu dans le commencement ; peut-être alors il eût suffi de punir les chefs de la révolution pour la terminer, et l'on aurait sans doute obtenu la paix par une conduite ferme, des mesures politiques et de la douceur qui, tôt ou tard, produisent toujours un bon effet.

» J'avais de fortes raisons en 1813 et 1814, lorsque cette vice-royauté et Venezuela furent presque perdues, pour traiter avec sévérité les cités de Santa-Marta et de Rio-Hacha dont les habitans paraissaient fort disposés à se joindre à l'insurrection ; néanmoins, sans troupes, sans argent et sans aucune assistance, je réussis à les maintenir dans le devoir. On voyait l'autorité royale avec respect, on lui obéis-

sait, et les plus portés à la rébellion devinrent de fidèles sujets. Ces deux provinces sont maintenant fort attachées au gouvernement du roi. Tout cela fut opéré par la persévérance, les ménagemens et la fermeté; je n'ordonnai pas une seule exécution.

» Mais user de clémence envers ceux qui ont commandé les armées rebelles, envers ceux qui ont excité, alimenté l'effervescence révolutionnaire, ce serait, je pense, la marche la plus impolitique.

MONTALVO.

TROISIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER

Révolution de Buenos-Ayres. — Établissement de la junte. — Guerre avec les royalistes. — Division de la junte. — Siége de Montevideo. — Traité avec les Portugais. — Nouvelle forme de gouvernement adoptée. — Prise de Montevideo. — Vaisseaux armés en course, expédiés de Buenos-Ayres pour la mer du Sud. — Assemblée du Congrès et déclaration d'indépendance. — Invasion des Portugais.

LES vingt provinces de Rio de la Plata sont bornées par le Brésil, le Pérou, le Chili et la Patagonie. Quelques-unes d'elles, situées dans les Indes, sont, en conséquence, appelées Hautes-Provinces ; les autres portent le nom de Basses-Provinces. Les Hautes-Provinces sont Moxos et Chiquitos, Apolobamba, Santa-Cruz de la Sierra, la Paz, Cochabamba, Carangas, Misque, Paria, Charcas, Potosi et Atacama ; les Basses-Provinces sont Tarija, Salta, Paraguay, Tucuman, Cordova,

Cuyo, Entrerios, Montevideo ou Banda oriental et Buenos-Ayres. La population de ces provinces est d'un million trois cent mille âmes. A Buenos-Ayres, qui est la capitale, il y a soixante mille habitans.

La junte de Buenos-Ayres commença ses sessions le 25 mai 1810, et députa don J.-J. Passo pour communiquer ses opérations au peuple de Montevideo. Le peuple de Montevideo se déclara pour le nouveau gouvernement de Buenos-Ayres; mais les Espagnols débarquèrent des troupes et donnèrent ainsi de la force au parti royaliste qui se trouvait dans la ville.

Les chefs espagnols au Paraguay, à Cordova, à Chuquisaca, s'opposèrent pareillement à la junte, et, secondés par le dernier vice-roi don B. H. de Cisneros, et les membres de l'audiencia, ils travaillèrent à la renverser. L'ex-vice-roi Liniers leva une armée de deux mille hommes et dévasta les environs de la cité de Cordova pour empêcher l'approche des troupes de la junte. Le vice-roi et les membres de l'audiencia, convaincus de complicité avec Liniers, furent exilés et embarqués pour

les îles Canaries. Le colonel Ocampo, nommé commandant des forces de Buenos-Ayres, attaqua Liniers qui, abandonné de ses propres troupes, tomba en son pouvoir. Concha, le dernier gouverneur de Cordova, Liniers, Allende, Moreno et Rodriguez, les principaux opposans à la révolution dans cette partie, furent tous exécutés sur *el monte de la Papagallos*.

M. Elliott, capitaine d'un vaisseau de guerre anglais, se déclara pour les royalistes et s'opposa même au commerce de Buenos-Ayres. La junte s'étant plaint de la conduite de M. Elliott à lord Strangford, ambassadeur de sa majesté Britannique à Rio-Janeiro, M. Elliot reçut ordre de ne point se mêler des différens survenus entre les royalistes et le nouveau gouvernement.

La junte de Buenos-Ayres, sentant toute l'importance de la coopération des provinces du Chili, envoya à Santiago don A. A. Jonte, personnage bien connu des habitans de cette capitale.

Quand la révolution éclata, Jonte, demeuré à Santiago comme chargé d'affaires du gouvernement de Buenos-Ayres, eut

l'adresse de persuader à la junte du Chili de donner, à Buenos-Ayres, un secours de troupes dans une des circonstances les plus critiques pour ce dernier gouvernement.

L'armée, commandée par Ocampo, reçut un renfort considérable avec ordre de marcher vers le haut Pérou, où les royalistes, sous les ordres du colonel Cordova, s'étaient assemblés. Don A. Balcarce, major général dans l'armée d'Ocampo, battit les royalistes dans deux engagemens différens à Santiago, Cotagaitya et à Tupiza. Cordova et Niéto, présidens de l'audiencia de Chuguisaca, furent faits prisonniers et fusillés. Par suite de ces victoires, l'armée de Buenos-Ayres occupa le haut Pérou jusqu'à la rivière Desaguadero, limite de la vice-royauté du Pérou. Cette armée, accrue de cinq mille hommes, passa sous le commandement du brigadier Balcarce. Castelli, membre de la junte, accompagnait l'armée, comme gouverneur général du haut Pérou.

L'armée ainsi renforcée se préparait à envahir la partie du Pérou gouvernée par

l'espagnol Abascal, alors vice-roi ; mais l'invasion fut suspendue en raison des propositions faites par la municipalité de Lima à Castelli de suspendre les hostilités, parce qu'elle voulait travailler à la paix. La municipalité communiqua en même temps les onze propositions qu'elle avait présentées aux cortès, en assurant que ces propositions avaient été acceptées par ces derniers : elle les offrait présentement comme bases de la paix. Castelli envoya ces communications à la junte, et conclut en même temps un armistice avec Goyeneche, général de l'armée royaliste.

Ne voyant plus de danger du côté du Pérou, la junte envoya huit cents hommes, commandés par don M. Belgrano, contre Velasco, gouverneur espagnol du Paraguay, qui avait levé une armée destinée contre Buenos-Ayres. L'armée du Paraguay, commandée par don N. Yedros, rencontra les troupes de Buenos-Ayres sur les bords de la rivière Tacuari, et les défit. Après cet échec, Belgrano entama une négociation, et, dans une conférence avec Yedros, obtint la faculté de se retirer sans

être inquiété. L'année suivante les habitans de l'Assomption, dans le Paraguay, déposèrent le gouverneur Velasco, et formèrent une junte indépendante de celle de Buenos-Ayres; mais elle fit alliance avec elle.

La junte de Buenos-Ayres n'avait plus d'autre ennemi à craindre que don F. X. Elio, nommé par la régence d'Espagne capitaine général des provinces Rio de la Plata, parmi lesquelles se trouve comprise celle de Monte-Video ou *la banda oriental.* Don J. Artigas, natif de Monte-Video, capitaine au service d'Espagne, à la suite de quelques différens avec le gouverneur de la colonie *del Sacramento*, abandonna la cause royale, s'attacha au gouvernement de Buenos-Ayres, vers le commencement de 1811, et obtint un secours d'armes et de munitions, à l'effet d'exciter une révolte dans la *banda oriental*. La junte ordonna, en outre, que les troupes revenues du Paraguay passeraient dans la *banda oriental*, afin de seconder les opérations d'Artigas, qui organisait des guérillas. Le commandement de l'armée fut

donné à Rondeau officier américain, qui avait été fait prisonnier par les Anglais à Monte-Video, en 1807. D'Angleterre il se rendit en Espagne, où il servit quelque temps dans la guerre de la Péninsule. Artigas et Rondeau défirent plusieurs fois les royalistes; enfin, à la bataille de las Piedras, au mois de mai 1811, les troupes espagnoles et leur chef furent obligés de se rendre. Les patriotes marchèrent alors sur Monte-Video, et, renforcés par de nouvelles troupes de Buenos-Ayres, se déterminèrent à assiéger la ville.

Il s'était formé deux partis dans la junte: don C. Saavedra, président de la junte, était à la tête de l'un, et le docteur Moreno, secrétaire, à la tête de l'autre. Moreno accusait Saavedra de vues ambitieuses; celui-ci, en revanche, reprochait à Moreno d'être le chef de la populace. Saavedra, pour fortifier son parti, fit décider que les députés nommés par les provinces pour former un congrès général, siégeraient dans la junte établie, dont les membres devinrent ainsi plus nombreux. Ce plan réussit; Moreno ne conserva pas son in-

fluence, et donna la démission de sa place. La junte l'envoya par la suite, comme député en Angleterre, avec des instructions pour demander la protection du gouvernement britannique : il mourut dans la traversée.

Les dissensions de la junte s'étendirent jusque dans l'armée, et y produisirent également deux partis. L'armée campée à Guaqui et Yaraicoragua, et divisée en trois corps, était commandée par les colonels Diasvelez et Viamont, et le brigadier Balcarce, général en chef. Diasvelez et Balcarce s'étaient déclarés pour le parti de Moreno, et Viamont pour celui de Saavedra. Goyeneche, profitant de ces dissensions, attaqua Diasvelez le 20 juillet 1811, malgré l'armistice ; Diasvelez, surpris et séparé des autres divisions, fut aisément vaincu ; et la nouvelle de sa défaite occasiona la dispersion du reste des troupes. Goyeneche prit possession du haut Pérou ; Viamont et Puyredon, président de l'*audiencia* de Chuquisaca, choisis par les troupes pour les commander de préférence à

leurs premiers chefs, se retirèrent dans la province de Salta.

Goyeneche ne parvint pas à calmer les insurrections dans les différentes provinces que la dernière victoire avait mises en son pouvoir. Cochabamba, Chayanta et Santa-Cruz de la Sierra furent inondées de guérillas qui harcelaient les troupes royales et empêchaient Goyeneche de poursuivre sa victorieuse carrière. Irrité de ces difficultés, il fit fusiller tous les prisonniers et tous les partisans de la révolution qui tombèrent entre ses mains; mais, malgré l'épouvante générale qu'inspira une telle mesure, il ne put vaincre les guérillas, ni pénétrer dans le bas pays. Saavedra, nommé commandant en chef, reçut ordre de lever une nouvelle armée, et de la pourvoir de fusils et d'officiers.

Les ennemis de Saavedra profitèrent de son absence pour le faire déposer; ils l'accusèrent d'une ambition démesurée, de mesures arbitraires, et surtout d'avoir influencé la junte par le décret du 6 avril 1811, qui exilait Larrea, Pena, Posadas et autres adversaires de son pouvoir; ils

alléguaient, pour demander un changement dans la forme du gouvernement, le trop grand nombre des membres de la junte, qui rendait ses décisions lentes et conséquemment insuffisantes pour sauver le pays dans le présent état de crise. La municipalité, d'après les réclamations élevées, convoqua une assemblée des habitans au mois de septembre de la même année; et, dans cette assemblée, il fut convenu qu'on formerait un nouveau gouvernement, composé seulement de trois membres et de deux secrétaires. Don M. Sarratea, don F. Chiclana et don J.-J. Passo furent élus membres du gouvernement. Don B. Rivadavia et don J. Perez, secrétaires. Un règlement, connu sous le nom de *el estatuto*, fixa le mode et l'ordre de renouvellement pour les membres du gouvernement, de la manière suivante : Une assemblée, composée des députés des municipalités des provinces, devait se réunir tous les six mois pour nommer le successeur d'un des membres du gouvernement sortant à la même époque; aux termes du même règlement, une junte

spéciale, renouvelée chaque année, était chargée de protéger la liberté de la presse.

Cette junte et la municipalité prononçaient en dernier ressort sur les infractions faites à cette liberté.

Artigas et Rondeau assiégèrent successivement Monte-Video; le capitaine général Elio, ne pouvant faire une plus longue résistance, implora la protection du gouvernement portugais au Brésil. La princesse Charlotte, sœur de Ferdinand VII, employa toute son influence sur le ministre Souza dans cette occasion, et parvint à faire donner à Elio, par le gouvernement portugais, un secours de 4000 hommes. La princesse Charlotte l'aida aussi, en lui envoyant de l'argent et même une partie de ses joyaux. Le général Souza, frère du ministre, commandait les troupes portugaises; et, quoiqu'elles fussent en marche, Elio fit des propositions de paix au gouvernement de Buenos-Ayres, qui les accepta en novembre 1811. En vertu de ce traité les Portugais devaient se retirer sur leur territoire, et les troupes de Buenos-Ayres évacuer la *banda oriental* jus-

qu'à la rivière Uruguay. Le siége de Monte-Video fut levé; mais les troupes portugaises ne se retirèrent pas, et commirent même des hostilités sur le territoire de Rio de la Plata.

A cette époque l'armée de Buenos-Ayres éprouva dans le Pérou une nouvelle défaite à Rio-Nazareno, près de Suipacha. Le général Tristan, qui commandait l'avant-garde des royalistes, prit possession de la province de Salta. Le gouvernement de Buenos-Ayres se trouvait dans une dangereuse position, n'ayant de forces suffisantes ni pour renforcer l'armée du Pérou, ni pour s'opposer aux Portugais en même temps. Cependant Sarratea leur envoya encore quatre mille hommes; et le général Belgrano, commandant au Pérou, reçut ordre de se reployer dans le Tucuman. Les Portugais s'alarmèrent de l'approche des troupes de Buenos-Ayres: à la mort du ministre Souza, arrivée sur ces entrefaites, son successeur le comte de Las-Galveas fit des propositions de paix. Le lieutenant colonel Redemaker envoyé au gouvernement de Bue-

nos-Ayres avec des instructions et des pouvoirs pour conclure un armistice, le signa au mois de juin 1812. L'armistice étant illimité, les Portugais retirèrent leurs troupes du territoire de Buenos-Ayres; et, la paix étant rétablie entre les deux gouvernemens, ils se garantirent mutuellement leurs possessions.

Peu de temps avant la conclusion de ce traité on découvrit à Buenos-Ayres une conspiration contre le nouveau gouvernement. Les conspirateurs comptaient mettre à mort les membres du gouvernement et tous les partisans de la révolution.

Don M. Alzaga, riche négociant de Buenos-Ayres, était le chef de cette faction. Redemaker, l'envoyé portugais, invité à se joindre à cette conspiration, craignit les maux qui en pourraient résulter, et prévint l'administration qu'elle eût à se tenir sur ses gardes : bientôt elle connut tout le plan de la conspiration, dont les principaux chefs furent arrêtés, jugés et condamnés à mort. Alzaga et plus de vingt Espagnols subirent leur sentence.

Le général Belgrano s'était retiré à Tucuman suivant les instructions qu'il avait reçues du gouvernement; mais, vivement poursuivi par Tristan, il aurait continué son mouvement rétrograde, si les habitans de Tucuman ne s'y étaient opposés. Ils s'armèrent d'eux-mêmes, et l'obligèrent à tenir ferme. Tristan alors attaqua l'armée de Belgrano le 24 septembre 1812; mais il fut forcé à la retraite après une perte de onze cents hommes tués, blessés ou faits prisonniers. La dénomination de *Champ de l'honneur* a depuis désigné le glorieux emplacement de cette bataille.

Durant cette période, deux assemblées s'étaient tenues à Buenos-Ayres pour élire deux nouveaux membres du gouvernement. La première assemblée du 5 avril 1812 nomma pour un des membres don J. M. Puyrredon, d'un caractère fort populaire; elle déclara ensuite que la souveraineté de la province de Rio de la Plata lui appartenait, et proposa en conséquence des changemens à la constitution. L'assemblée, qui outrepassait ses pouvoir sans aucun doute, fut dissoute par le

gouvernement. La seconde assemblée, réunie le 6 octobre 1812, élut pour second membre don M. Medrano, et parut décidée à suivre la même marche que la précédente; mais la municipalité, le peuple et les troupes s'opposèrent à ses desseins. Elle fut dissoute par la force militaire : une réunion des habitans de Buenos-Ayres, *cabildo abierta*, convoquée le 8 octobre 1812, confia l'administration à don N. Pena, don J.-J. Passo et don A.-A. Jonte.

Le traité conclu entre le capitaine général Elio et le gouvernement de Buenos-Ayres fut rompu à cette époque, et le gouvernement de Buenos-Ayres se détermina à remettre le siége devant Monte-Video. Le célèbre *Monasterio*, directeur de l'école militaire de Madrid, sous le règne de Charles IV, envoya aux assiégés des canons de la fonderie qu'il avait établie à Buenos-Ayres. Elio fut remplacé dans son commandement par don G. Vigodet, qui, ayant reçu d'Espagne un renfort de troupes, se flattait de renverser la junte de Buenos-Ayres. Au milieu de décembre

1812, plusieurs divisions de troupes de cette ville, sous le commandement de Rondeau, s'avancèrent vers Monte-Video. Vigodet leur livra bataille le 31 du même mois, et fut repoussé avec des pertes considérables : de nouveaux renforts arrivés de Buenos-Ayres mirent don M. Sarratea en état de faire régulièrement le siége de la place; mais quelques différens survinrent entre Artigas et lui : les officiers se rangèrent du côté d'Artigas; Sarratea fut obligé de quitter l'armée, et Rondeau prit son commandement.

La bataille perdue le 31 décembre ne découragea pas Vigodet, qui, voulant profiter de la supériorité de ses forces navales, embarqua un nombre considérable de troupes avec ordre de prendre terre sur les côtes de Buenos-Ayres; ce qu'elles firent à Parana, le 13 février 1813. Le but de cette expédition était de procurer des vivres aux assiégés réduits à de fâcheuses extrémités. Le gouvernement de Buenos-Ayres, instruit de ce débarquement, dépêcha le colonel San-Martin avec de l'infanterie et de la cavalerie. San-Martin

livra bataille sans attendre l'infanterie, et remporta une victoire complète à San-Lorenzo, sur la rivière Parana.

Avec les renforts envoyés à l'armée du Pérou, Belgrano reçut l'ordre d'attaquer les royalistes ; et, à la bataille de Salta, le 20 février 1813, Tristan, général espagnol, et toute son armée furent faits prisonniers. En considération de l'ancienne amitié qui unissait ces deux généraux avant les circonstances présentes, Tristan eut la permission de se retirer au Pérou avec son armée, après qu'il eut fait serment que ni lui ni aucun de ses soldats sous ses ordres ne reprendraient jamais les armes contre Buenos-Ayres. La générosité de Belgrano ne fut pas approuvée du gouvernement, mais les ordres arrivèrent trop tard pour en empêcher l'exécution. Tristan et ses soldats avaient déjà joint la division commandée par Goyeneche, et se préparaient de nouveau à combattre. Le résultat de la bataille de Salta fut la reprise des provinces de Potosi, Charcas, Chayanta et Cochabamba.

L'assemblée, appelée *constituyente*;

s'assembla le 31 janvier 1813. Elle était composée de députés nommés par les colléges électoraux des villes et cités des provinces de Rio de la Plata. La souveraineté de cette assemblée fut personnellement reconnue par chaque habitant. Le gouvernement, qui s'était jusque-là appelé gouvernement supérieur, changea cette dénomination pour celle de suprême pouvoir exécutif. Ses membres furent Pena, Perez et Jonte. L'assemblée décréta qu'à l'avenir tous les enfans des esclaves à Buenos-Ayres seraient libres; et il fut arrêté que les esclaves des provinces adjacentes et de toutes les parties de l'Amérique, qui viendraient à Rio de la Plata, recevraient immédiatement leur émancipation. Pour étendre aussi loin que possible l'esprit de ce décret, le gouvernement fit un plan pour affranchir un nombre considérable d'esclaves, sans priver les maîtres de leur propriété en ce genre, et sans obliger le gouvernement à payer leur entière valeur. Ce plan fit honneur à ceux qui l'avaient conçu, et il était digne d'être approuvé : il stipulait que chaque propriétaire d'esclaves serait forcé

d'en vendre un sur trois au gouvernement, et le prix de ces affranchis serait reconnu dette de l'état. Il eût été dangereux, pour la tranquillité du pays et ruineux pour les esclaves mêmes, qu'on les eût laissés maîtres de leur propre sort. Il fut en conséquence convenu qu'on les formerait en bataillons; mais les officiers, sergens et caporaux devaient être des blancs; ils devaient être nourris et habillés par le gouvernement, et recevoir une gratification par semaine d'un demi-dollar d'Espagne.

Quelques Espagnols de Buenos-Ayres, poussés par les royalistes de Monte-Video, tramèrent une conspiration contre le gouvernement. Les conspirateurs furent découverts, arrêtés, jugés; et quatre de ces infortunés furent exécutés.

Au mois d'août 1813, l'assemblée nomma don G. Posadas à la place de don A. A. Jonte, dont le temps de siéger comme membre du gouvernement, venait d'expirer d'après l'*estatuto*. L'assemblée bientôt après nomma des commisaires pour voyager dans les provinces : on leur donna le pouvoir de faire les réformes nécessaires,

particulièrement dans le département des finances. Ces commissaires furent don J. Ugarteche et Jonte ; tous deux partirent pour l'intérieur.

L'armée du Pérou, sous le brigadier Pezuela, successeur de Goyeneche, et celle de Buenos-Ayres, commandées par Belgrano, se rencontrèrent à Vilcapugio, au nord du Potosi ; et dans ce lieu se livra une sanglante bataille. Belgrano fit sa retraite sur Ayuma, au nord de Chuquisaca ; et, vivement poursuivi par les royalistes, il fut obligé de soutenir un second combat à la fin de novembre 1813. Les troupes de Buenos-Ayres furent complètement défaites par Pezuela, qui, dans son rapport officiel au vice-roi de Lima, paya un juste tribut de louanges à leur courageuse conduite.

Ces revers excitèrent de grandes alarmes à Buenos-Ayres, où se trouvaient les troupes requises pour renforcer l'armée du Pérou et celle qui assiégeait Monte-Video. L'opinion publique était indécise sur l'issue de la présente contestation, et le crédit du gouvernement baissait considérablement

En raison des circonstances, les membres du gouvernement proposèrent un changement qui devait augmenter sa force en la concentrant : le gouvernement de trois, qu'on accusait d'avoir beaucoup retardé les affaires publiques, fut détruit par l'assemblée du 31 décembre 1813, et don J. Pozadas, chargé du pouvoir exécutif, sous la désignation de directeur suprême. Sept membres furent nommés comme conseil du directeur suprême ; les trois secrétaires d'état étaient membres de ce conseil.

Le colonel San-Martin succéda à Belgrano, qui fut mis en jugement en raison de sa dernière défaite. San-Martin marcha vers le Tucuman avec des troupes et des munitions ; et, dans ce lieu, il disciplina une nouvelle armée, qui, en peu de mois, fut portée au nombre de trois mille cinq cents hommes. Il forma pareillement les guérillas en différens corps, et par leur moyen il réussit à intercepter les communications entre les divisions des troupes royales, et en harcelant les fourrageurs, il priva l'armée ennemie de toutes provisions. Pezuela

fut obligé d'abandonner Salta, Tarija, et une partie du haut Pérou. Les guérillas de Cochabamba, commandés par l'Espagnol Alvarez d'Arenalès, contribuèrent beaucoup à ces succès partiels.

Don Juan Larrea, secrétaire des finances, projetait de créer une force navale suffisante pour s'opposer à celle des royalistes; il y réussit. Ses forces se composaient de deux bricks, trois corvettes et un armateur, tous armés et avec des troupes à bord. La petite flotille fut mise sous les ordres de Brown, négociant anglais à Buenos-Ayres. Brown mit à la voile et eut un engagement avec quelques vaisseaux espagnols, près de l'île de Martingancia, au mois d'avril 1814. Ce combat ne produisit aucun résultat important. Mais, le 25 mai suivant, vis-à-vis de Monte-Video, Brown prit deux corvettes et en brûla deux autres. La flotille royale s'éloigna, et Brown commença le blocus de Monte-Video.

A la suite de quelques différens avec Rondeau, Artigas retira ses troupes du siége. La santé du général San-Martin s'était affaiblie; il demanda un congé, et

Rondeau fut nommé à sa place. Le siége de Monte-Video fut alors confié au colonel Alvear, qui y arriva avec un renfort de troupes de Buenos-Ayres. Alvear, par une correspondance secrète avec quelques officiers de la garnison de Monte-Video, apprit que la ville ne pouvait pas tenir longtemps, parce qu'elle manquait de provisions. Vigodet, bientôt après, offrit de capituler aux conditions suivantes, qu'Alvear accepta.

1°. La garnison de Monte-Video sera libre de s'embarquer pour l'Espagne;

2°. Les troupes de Buenos-Ayres resteront en possession de Monte-Video, jusqu'à ce que le résultat de la députation projetée en Espagne soit connu.

Alvear, en entrant dans la ville, au mois de juin 1814, s'empara de 5500 prisonniers, de 11000 fusils, d'un immense parc d'artillerie, et d'équipages militaires. On permit à Vigodet de s'embarquer pour l'Espagne; mais la garnison fut dispersée dans l'intérieur des provinces de Rio de la Plata, excepté les soldats qui s'enrôlèrent dans l'armée. Le gouvernement, par con-

séquent, ne remplit pas les conditions de la capitulation. Pour sa justification, il allégua, entre autres raisons, le manque de foi de Tristan et de Goyeneche, qui le mettait en droit d'user de représailles.

Artigas demanda que la ville de Monte-Video lui fût livrée, comme étant la clef de *la banda oriental*. Le gouvernement de Buenos-Ayres refusa d'accéder à cette demande; et, pour s'opposer à ses tentatives, quelques divisions de l'armée restèrent dans les environs. Le commandement de ces corps fut donné au colonel Soler, nouvellement élu gouverneur de Monte-Video.

Alvear profitant de l'influence que lui avait donnée la prise de Monte-Video, se fit nommer général en chef de l'armée du Pérou et se mit en marche avec de puissans renforts; mais Rondeau s'efforça d'empêcher qu'il en prît le commandement, et les troupes le secondèrent. Alvear, parvenu dans la province de Cordova, apprit que l'armée était contre lui, et fut obligé de revenir à Buenos-Ayres; il sollicita alors la place de directeur suprême, et l'obtint en

janvier 1815, après la démission préalable de Posadas. Ces événemens amenèrent l'anarchie; l'armée du Pérou refusa de reconnaître Alvear. Cette résolution divisa les provinces : quelques-unes se déclarèrent pour Alvear, d'autres pour Rondeau. Alvear, ni Rondeau cependant ne commirent d'hostilités l'un contre l'autre, mais la communication entre Buenos-Ayres et plusieurs provinces fut interrompue.

A cette époque environ, J. Rivera, l'un des généraux d'Artigas, défit les troupes de Buenos-Ayres, commandées par le colonel Dorrego. Soler, après cet échec, reçut l'ordre de quitter Monte-Video avec le reste de ses troupes. Artigas prit aussitôt possession de cette ville; et, décidé à porter la guerre dans la province de Buenos-Ayres, il marcha sur la ville de Santa-Fé dont il s'empara. Alvear envoya deux mille hommes sous les ordres du brigadier Viana et du colonel Alvarès pour arrêter les progrès d'Artigas. Alvarès profita de sa nomination pour agir contre Alvear : il fit arrêter son général et se déclara ouvertement pour Artigas. Jonte arriva dans

ce moment, député par l'armée du Pérou, qui demandait la destitution d'Alvear. Celui-ci reconnut enfin l'impossibilité de se maintenir en place, malgré le vœu du peuple, auquel il avait déplu par son excessive ambition; il quitta la cité en envoyant sa démission. Le peuple s'amassa en foule; il venait d'apprendre la détermination d'Alvarès de revenir sur Buenos-Ayres, et il manifesta par de grands cris sa fureur contre Alvear. Cette révolte eut lieu le 15 avril 1815.

On convoqua une réunion publique des habitans, qui cassa l'autorité d'Alvear et même celle de l'assemblée, et investit la municipalité de l'autorité suprême. Alvear se retira vers les troupes campées à une lieue de la cité, et toujours sous son commandement. On répandit qu'il voulait attaquer la ville; et, sur ce bruit la municipalité ordonna à tous les citoyens de prendre les armes, fit arrêter la femme d'Alvear, celles de Larrea et de plusieurs autres membres de l'assemblée, et envoya des députés à Alvear pour l'engager à se démettre du commandement des

troupes : ils réussirent. En conséquence, Alvear obtint la permission de s'embarquer sur une frégate anglaise, commandée par le capitaine Percy, qui offrit ses services, comme médiateur, et sa garantie.

La municipalité, après avoir formé une junte investie du pouvoir législatif, sous le nom de junte d'observation, qui publia un nouvel *estatuto* ou constitution provinciale, nomma Rondeau directeur suprême de l'Etat ; mais le commandement militaire l'attachant à son armée, le colonel Alvarès fut élu son substitut. Les soins du nouveau gouvernement se portèrent ensuite sur le procès que l'on devait faire aux membres de l'ancien. Les gazettes étaient pleines d'invectives contre eux : des accusations secrètes arrivaient de toutes parts, et le nombre des personnes arrêtées se montait à plus de vingt. Le colonel Paillardel fut jugé et condamné à mort, et la sentence mise à exécution ; mais les habitans de Buenos-Ayres ayant manifesté hautement leur mécontentement, le nouveau gouvernement se con-

tenta d'exiler ceux qui restaient en son pouvoir.

Brown, qui avait obtenu le rang d'amiral après la prise de Monte-Video, proposa de conduire une expédition dans la mer du Sud, où il pouvait considérablement gêner le commerce d'Espagne. Le gouvernement approuva cette idée, et Brown avec sa petite flotille mit à la voile à la fin de l'année 1815. Cette expédition navale fut d'abord couronnée d'un grand succès; mais le vaisseau de Brown, arrêté sur les sables près de la côte de Guayaquil, fut capturé par les Espagnols. Heureusement un des vaisseaux de Brown avait pris quelques jours auparavant le nouveau gouverneur de Guayaquil, qui se rendait à Panama. Un échange fut proposé et accepté. Brown captura plusieurs vaisseaux durant sa station dans la mer du Sud; il en envoya quelques-uns à Buenos-Ayres, et lui-même, chargé d'un riche butin, fit voile pour la mer du Nord. Un vaisseau de guerre anglais, *le Brazen*, s'empara de Brown et conduisit son vaisseau à Antigua, où il fut condamné sous

prétexte qu'il avait violé les lois de la navigation.

Lorsque les membres de l'administration se furent débarrassés de leurs adversaires, ils tournèrent leur attention sur Artigas, toujours en possession de Santa-Fé, et envoyèrent contre lui une expédition sous les ordres de Viamont. Il attaqua Artigas, qui le battit et le fit prisonnier. Quelque temps après, l'armée du Pérou fut vaincue par les royalistes, alors commandés par Pezuela, renforcés par des troupes d'Espagne. Cette bataille fut livrée à Sipe-Sipe, en novembre 1815; et le résultat fut que Charcas, Potosi et Tarija tombèrent une troisième fois au pouvoir des royalistes.

Alvarès convoqua les représentans de la province; mais, avant leur réunion, le peuple se souleva et força Alvarès de quitter le pouvoir suprême qu'il exerçait pendant l'absence de Rondeau. Balcarce le remplaça d'abord, et l'administration fut mise entre les mains d'un comité. Le nouveau congrès, assemblé à Saint-Michel de Tucuman, procéda à la nomination d'un directeur

suprême. Le choix tomba sur don J.-M. Puyrredon, fort considéré dans le pays, qui prit les rênes du gouvernement à la grande joie des habitans, déjà fatigués de si fréquentes révolutions. Puyrredon donna le commandement de l'armée du Pérou au général Belgrano, et fit passer des renforts aux troupes qui, sous les ordres de San-Martin, défendaient les frontières de Buenos-Ayres, limitrophes du Chili.

Le congrès déclara l'indépendance des provinces de Rio de la Plata, le 9 juillet 1816. Voici sa déclaration :

« Nous, représentans des provinces unies de Rio de la Plata, assemblés en congrès général; implorant l'Être suprême, nous prenons le ciel, la terre et les hommes à témoin de la justice de notre cause; et, au nom et par l'autorité du peuple que nous représentons, nous déclarons solennellement que la volonté unanime desdites provinces est de rompre tous les liens qui les unissent aux rois d'Espagne, de reprendre tous les droits dont elles sont privées, et de s'élever au rang d'une nation indépendante, libre et capable désormais

d'établir par elle-même un gouvernement tel que la justice et les circonstances impérieuses le demandent. Nous sommes munis de pouvoirs, par les provinces en général, et par chacune en particulier, de déclarer que tous les citoyens s'engagent à consacrer tous leurs moyens, leurs vies, leurs biens, au soutien de l'indépendance.

» A l'égard des nations qui s'intéressent à notre sort, nous sentons la nécessité de leur faire connaître les motifs de notre conduite, et décrétons qu'un manifeste sera incessamment publié.

» Fait en la salle de notre session, signé par nous et scellé du sceau du congrès, et, pour témoins, nos secrétaires.

» F. N. de Lapridas, *président*.

» M. Boedo, *vice-président*.

» J. M. Serrano, J. J. Passo, *secrétaires*. »

Dès long-temps le Portugal formait le plan d'étendre ses possessions américaines jusqu'à Rio de la Plata. Depuis l'émigration de la famille royale ce plan avait été fréquemment examiné; et ce fut pour l'ef-

fectuer que le gouvernement portugais saisit si vivement l'occasion d'envoyer une expédition, lorsqu'Elio demanda du secours en 1811. Parmi les bannis de Buenos-Ayres après la révolution du 15 avril 1815, quelques-uns, et particulièrement Alvear, Garcia et Herrera encouragèrent le gouvernement portugais à exécuter son plan favori. Ce dernier fit venir de Lisbonne des troupes, qui campèrent à Rio-Grande. Quand elles furent réunies au nombre de dix mille hommes, le général Lecor envahit *la banda oriental* par deux côtés différens. Une partie de ses troupes, sous le commandement du général Curado, prit la route de *las missiones de las Guaranies*; l'autre prit possession du fort Santa-Teresa, de Rocha, de San-Carlos et de Maldonado. Le général Lecor fixa son quartier général dans ce dernier port, en décembre 1816.

Artigas résolut de s'opposer à l'invasion. Il était ami de l'indépendance, et le prouva en refusant les offres du gouvernement d'Espagne, qui lui proposait de le faire brigadier s'il épousait la cause royale.

Artigas, regardé comme un oracle par ses compatriotes, leur inspira de la confiance et de l'espoir. Il justifia d'abord l'une et l'autre, en obtenant quelques avantages sur la division commandée par Curado; mais, le général Lecor s'étant avancé sur Monte-Video que la garnison évacua, la municipalité envoya une députation lui offrir les clefs de la ville. Lecor entra dans Monte-Video le 20 janvier 1817; il en était encore maître au mois de mai dernier, quoique harcelé par les guérillas d'Artigas qui occupaient le pays environnant, et empêchaient les approvisionnemens de l'intérieur d'entrer dans la ville. Ces guérillas ont dernièrement chassé les Portugais de la batterie appelée del Cerro, qui commande la ville et la rade. Les opérations militaires des Portugais ont été arrêtées par l'insurrection de Pernambuco, au mois d'avril dernier, et par les préparatifs hostiles du gouvernement de Buenos-Ayres.

L'armée qui protégeait les frontières occidentales traversa les Andes, environ au milieu de janvier, et prit possession de la province de Chili, après avoir battu les

royalistes en plusieurs rencontres. Vers le même temps environ, l'armée royale du Pérou, extrêmement affaiblie par les maladies et la disette, abandonna les positions avantageuses qu'elle avait prises dans la vallée de Tujui. Une des divisions royales fut, à cette époque, défaite à Yamparaes. Après cet échec, toute l'armée opéra sa retraite sur Potosi. L'une des divisions des indépendans, sous le commandement du colonel Guemes, attaqua l'arrière-garde à Humagua, et s'empara de six pièces d'artillerie et de trois cents prisonniers.

CHAPITRE II.

Révolution du Chili. — Assemblée du congrès. — Établissement de ce congrès. — Dissolution du congrès par la junte. — Invasion par les troupes royales de Lima. — Détails des événemens. — Derniers succès des royalistes. — Les patriotes, appuyés par l'armée de Buenos-Ayres, sous le général San-Martin, obtiennent des succès.

La capitainerie générale du Chili, située entre les Andes et l'Océan Pacifique, bornée au nord par les provinces de Rio de la Plata, au sud par Arauco, dont elle est séparée par la rivière Biobio, contient une population de huit cent mille âmes qui habitent les deux intendances de Sant-Iago et de la Conception (1). La population de Sant-Iago, qui en est la capitale, excède quarante mille âmes.

Le 18 juillet 1810, les habitans de Sant-Iago forcèrent le capitaine général Car-

(1) Les principales provinces de ces intendances sont Gopiapo, Coquimbo, Guasco, Quillota, Aconcagua, Sant-Jago, Melipilla, Valparaiso, Raucagua, Talca, Chillan, Laxan et Conception de Penco.

rasco à quitter son commandement, et le comte de la Conquista fut nommé pour lui succéder. Sous l'administration du comte, un plan de révolution se développa; les grands propriétaires, les personnes les plus considérables, appelées par le capitaine général, s'assemblèrent dans la salle de la Consulado, le 18 septembre 1810; et, prenant en considération la situation présente de la Péninsule, nommèrent ceux que, après de mûres délibérations, ils jugèrent les plus propres à former un nouveau gouvernement convenable aux circonstances, et choisirent pour président de ce nouveau gouvernement le comte de la Conquista.

La junte du Chili demanda la formation d'un congrès, et, à cet effet, publia un acte qui prescrivait la méthode à suivre par les municipalités pour l'élection des représentans. Le peuple de Sant-Iago s'assembla le 1er. avril 1811 pour élire les représentans de cette capitale; un détachement de troupes fut placé dans la cour de la Consulado pour maintenir l'ordre. Ce détachement appartenait au bataillon d'in-

fanterie de la Conception, entièrement dévoué à don J. Figueroa, Espagnol qui la commandait. Figueroa, quoique employé par la junte, et passant généralement pour être attaché à la révolution, avait réellement formé un parti contre elle. Il profita de la circonstance des élections pour se déclarer contre la junte. Il s'ensuivit une escarmouche entre les partisans de Figueroa et les troupes fidèles à la junte. Il y eut cinquante-six hommes tués dans cet engagement, mais la junte triompha. Les principaux conspirateurs furent bannis, Figueroa exécuté, l'audiencia dissoute, et une cour, appelée d'*apelacion*, établie à la place de l'audiencia.

Des remontrances furent faites contre le trop grand nombre des députés du congrès, et l'illégalité des élections de plusieurs d'entre eux, faites, en effet, par le peuple, d'après l'acte de la junte, qui fixait le nombre des représentans à nommer par chaque municipalité. Le résultat de ces élections fut qu'il n'exista pas de proportion entre la population de quelques villes et le nombre de représentans fixés par la

junte. Trois frères nommés Carrera, fils d'un riche propriétaire de Sant-Iago, se mirent à la tête des mécontens ; et, soutenus par les militaires de la garnison, ils demandèrent à grands cris une réforme. Cet événement se passa au mois de septembre 1811. La nécessité d'une réforme fut reconnue et la tranquillité rétablie, parce que le congrès promit que la députation de Sant-Iago serait réduite à moitié, et que les députés de la Conception seraient réélus. Cette promesse accomplie et la réforme exécutée, le congrès ouvrit la session par un décret portant que les Espagnols mécontens du nouveau gouvernement quitteraient le pays dans six mois, et que, durant ce temps, ils pourraient disposer de leurs propriétés. Ce décret contenait une récapitulation des motifs qui déterminaient le Chili à former un gouvernement séparé, et des différentes conspirations que les Espagnols avaient tramées contre le nouveau gouvernement. Le congrès établit aussi que les curés ne recevraient plus d'émolumens de leurs paroissiens pour remplir leurs saints devoirs,

mais que le trésor public pourvoirait à leur traitement. Tous les enfans des esclaves devenaient libres : le même avantage était assuré, après six mois, aux esclaves qui viendraient s'établir au Chili. La liberté du commerce fut également décrétée, avec quelques exceptions que l'on crut nécessaires pour la protection de deux manufactures, l'une de flanelle et l'autre d'étoffes de chanvre. Plusieurs membres de la municipalité occupaient des places établies par les lois des Indes, moyennant une finance payée au gouvernement espagnol : le congrès annula les anciennes lois à ce sujet, et décréta que désormais les membres de la municipalité seraient renouvelés chaque année. Il supprima plusieurs places qui parurent inutiles dans l'administration, réduisit les appointemens des places conservées, créa une manufacture d'armes à feu, une école de mathématiques, une école militaire désignée sous le nom d'*artilleria practica*, et investit la junte d'un pouvoir à peu près pareil à celui du capitaine général du Chili avant la révolution. Le congrès cependant

se réserva le droit de donner les commissions aux officiers supérieurs de l'armée. L'effigie de Ferdinand continua d'être empreinte sur la monnaie; et, malgré l'inclination du congrès à rompre la chaîne qui liait le Chili à la mère-patrie, il entretint des relations amicales avec Abascal, vice-roi de Lima.

M. Fleming, brigadier au service d'Espagne, aborda au Chili en se rendant à Lima, le 27 juillet 1811, et, durant son séjour à Valparaiso, adressa plusieurs lettres au congrès, dans lesquelles il l'invitait, au nom du gouvernement d'Espagne, à envoyer des députés aux cortès. Arrivé à Lima, il écrivit une lettre au congrès, datée du 3 octobre 1811, dans laquelle il conseillait au congrès de renoncer à ses projets, parce que le cabinet britannique, disait-il, désapprouvait hautement la révolution. Cette assertion fut cependant officiellement contredite par lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre à Rio-Janeiro, dans une lettre adressée au gouvernement de Buenos-Ayres le 13 septembre 1813, par ordre et au

nom du gouvernement britannique.

Les frères Carrera, encouragés par l'heureux résultat de leur entreprise du 4 septembre, formèrent le projet de se placer eux-mêmes à la tête du gouvernement. L'un deux était major des grenadiers, un autre capitaine d'artillerie. Ayant réussi à prendre de l'ascendant sur les différens corps qu'ils commandaient, ils se mirent à la tête des troupes le 15 novembre 1811, et forcèrent le congrès à déposer les membres de la junte, et à nommer à leur place trois nouveaux membres dont l'un fut don J. M. Carrera. Aussitôt la junte décréta qu'un nouveau régiment de cavalerie appelé *gran guardia nacional* serait formé sur-le-champ; et J. M. Carrera s'en fit donner le commandement comme un nouveau et sûr moyen de garder le pouvoir usurpé. Ainsi fortifiée, la junte procéda à dissoudre le congrès, le 2 décembre 1811.

La nouvelle junte, entièrement dominée par les Carrera, auxquels la jeunesse militaire était dévouée, fit, sans opposition de nouveaux règlemens; et, quoique

le précédent gouvernement eût reconnu le roi Ferdinand, elle substitua au pavillon d'Espagne le pavillon tricolore. Les Carrera ne jouirent pas paisiblement de leur pouvoir usurpé; ils furent menacés par quatre conspirations qu'ils parvinrent cependant à étouffer. Quelques différens élevés entre les trois frères déterminèrent J. M. Carrera à se retirer du gouvernement; mais ils se reconcilièrent bientôt, et J. M. Carrera reprit sa première place le 27 octobre 1812.

Le vice-roi de Lima, voulant profiter du désordre qui régnait au Chili, ordonna au brigadier Pareja d'attaquer le pays avec un corps de troupes. Pareja débarqua au commencement de l'année 1813, sur le rivage de San-Vicente, peu éloigné du port de Talcahuano qu'il attaqua, et dont il prit possession sans beaucoup de résistance. Il s'avança alors jusqu'à la cité de la Conception, dont la garnison se joignit à son armée. Les troupes de Pareja, montant presque à quatre mille hommes, continuèrent leur marche vers le Maule, rivière qui sert de bornes à l'inten-

dance de Sant-Iago et de la Conception.

Lorsque J. M. Carrera apprit l'invasion de Pareja, il laissa le gouvernement à son frère don Juan-Josè, et se mit en campagne à la tête de six mille hommes. Carrera s'approcha des royalistes, et, dans la nuit du 12 avril, il envoya un détachement pour surprendre un camp à Yerbas-Buenas. Cette entreprise réussit, et les royalistes perdirent beaucoup de monde dans les premiers momens; mais, revenus de leur surprise, ils se défendirent avec vigueur et finirent par écraser le petit détachement des patriotes. Pareja néanmoins ne jugea pas convenable de continuer la campagne, et se retira à Chillan où il se fortifia. Les garnisons qu'il avait laissées à Talcahuano et à la Conception étaient insuffisantes; leurs chefs se sauvèrent au Pérou à l'approche des patriotes qui, en conséquence, rentrèrent dans ces places.

La junte envoya Juan J. Carrera à l'armée, et fut ainsi délivrée de l'influence des deux frères. La junte, alors composée de don J. A. Perez, don A. Eyzaguirre, don

M. Infante, résolut de tenir ses sessions près du théâtre de la guerre, dans la ville de Talca, située sur le Maule, d'où ils pourraient mieux veiller à la sûreté du pays. J. M. Carrera continua de commander l'armée, et de faire des règlemens sans consulter personne, dans tous les lieux occupés par ses troupes; mais tout le peuple de l'intendance de la Conception, chaque jour plus fatigué de son despotisme et des dévastations de son armée, se déclara ouvertement pour les royalistes. Carrera prouva aussi qu'il n'était pas un fort habile général; le gouvernement le destitua, et nomma le colonel O'Higgins commandant en chef de l'armée, et le colonel M. Kenna, commandant en second, le 24 novembre 1813. Carrera refusa de rendre le commandement; mais l'armée, se déclarant pour O'Higgins, l'obligea de céder. En retournant à Sant-Iago, lui et son frère Louis furent faits prisonniers par les royalistes, et conduits à Chillan.

Les forces royales demeurèrent à Chillan près d'un an; et durant cet intervalle, il n'y eut aucun engagement important.

Le brigadier Gainza amena des renforts de Lima, et prit le commandement de l'armée après la mort de Pareja. Les troupes indépendantes du Chili étaient divisées en deux brigades, l'une commandée par O'Higgins, était à la Conception, l'autre, sous les ordres de M'Kenna, était campée à el Membrillal, à quatre lieues de Chillan. Le brigadier Gainza attaqua M' Kenna le 19 mars 1814. Repoussé avec perte, il eut un autre engagement le jour suivant avec O'Higgins, qui venait au secours de M'Kenna, et fut encore battu; mais, en dépit de ce dernier échec, Gainza marcha contre Sant-Iago, qui se trouvait presque sans défense. Ses espérances de succès se fortifièrent par l'assurance que les troupes d'O'Higgins manquaient de cavalerie, et ne pouvaient par conséquent faire leur mouvement aussi rapidement que lui. Les troupes royales prirent la route de Sant-Iago, et avaient déjà traversé le Maule à soixante lieues de la capitale. Aussitôt O'Higgins vint établir son campement sur l'autre rive, le quitta pendant la nuit, mais sans le détruire, et traversa le Maule.

Au point du jour, Gainza, extrêmement surpris de voir un campement devant lui, et une armée menaçant son arrière-garde, abandonna son projet, changea de position et se retira à Talca, ville qu'il avait prise quelques jours auparavant. O'Higgins alors ouvrit une communication avec Sant-Iago, et intercepta celle de l'ennemi avec Chillan.

La prise de Talca par les royalistes fut attribuée au défaut d'énergie de la junte, qui était retournée, quelques jours avant, à Sant-Iago, en retirant une partie de la garnison de Talca pour l'escorter dans son voyage. Cette conduite opéra une révolution à Sant-Iago. La junte suprême fut dissoute, et le gouvernement confié à don F. de la Lastra, alors gouverneur de Valparaiso, avec le titre de directeur suprême.

Le capitaine Hillyar, commandant la frégate anglaise *la Phabé*, arriva en même temps de Lima avec des instructions du vice-roi, pour proposer un accommodement avec le gouverneur du Chili. Lastra assembla les principaux habitans de Sant-

Iago, pour annoncer la mission du capitaine Hillyar, et il fut convenu que le directeur suprême proposerait une capitulation au général espagnol Gainza. Par cette capitulation, conclue le 5 mai 1814, il fut stipulé que Gainza se rembarquerait pour Lima avec ses troupes sous deux mois; qu'il laisserait les places actuellement en son pouvoir dans le même état de défense militaire qu'il les avait trouvées; que le vice-roi de Lima reconnaîtrait le gouvernement du Chili et toutes les innovations qu'il avait faites; qu'enfin le Chili enverrait un certain nombre de députés en Espagne pour siéger parmi les cortès. Deux colonels furent livrés de chaque côté comme otages, et la paix se rétablit. Mais Gainza, sous différens prétextes, traîna en longueur l'exécution des articles du traité, jusqu'à l'arrivée du général Osorio avec des renforts de Lima.

J. M. Carrera et son frère Louis, échappés de Chillan, travaillèrent promptement à ranimer l'énergie de leur patrie. A la faveur de leurs partisans, les Carrera parvinrent à gagner la garnison de Sant-Iago,

et firent déposer Lastra le 23 août 1814 ; à rétablir la junte, à la composer de don J. M. Carrera, de don M. Munos Ursua et de don J. Urive. Quoique les habitans de Sant-Iago n'eussent pas un attachement particulier pour Lastra, ils desapprouvèrent hautement cette nouvelle révolution, qui avait encore placé les Carrera à la tête du gouvernement, et montrèrent un vif désir de voir revenir le général O'Higgins, alors à Talca avec son armée. O'Higgins marcha vers la capitale, et quelques escarmouches eurent bientôt lieu entre ses troupes et celle des Carrera. Elles étaient sur le point d'engager une bataille décisive, lorsqu'un député du général Osorio, successeur de Gainza dans le commandement de l'armée royale, arriva à Sant-Iago. Ce député annonça que le vice-roi Abascal refusait de ratifier la capitulation.

Le danger actuel du pays rapprocha les deux partis, et le général O'Higgins, pour mettre fin aux discordes, se soumit à l'autorité de la junte. Carrera fit de nouveaux règlemens dans l'armée ; et, pour déplacer ceux qu'il croyait lui être contraires, il ren-

voya plusieurs des meilleurs officiers. Un violent mécontentement se manifesta parmi les soldats, et causa une désertion considérable. Carrera se retira à Sant-Iago, laissant l'armée sous le commandement d'O'Higgins. Le général Osorio, à la tête de quatre mille hommes, parvenu jusqu'à Cachapual, forma bientôt le siége de Rancagua, ville située à vingt-trois lieues de Sant-Iago, et défendue par O'Higgins. Osorio livra un assaut qui dura trente-six heures. Pendant ce combat, Carrera, qui approchait avec des renforts, fit reculer Osorio, qui laissa deux cents hommes engagés avec les patriotes, pour couvrir sa retraite. Carrera, néanmoins, n'entra point dans la ville, et retourna à Sant-Iago. Osorio revint aussitôt à l'attaque. O'Higgins, ayant perdu les deux tiers de ses troupes, évacua la ville, et, se frayant une route les armes à la main au travers des lignes ennemies, il se retirait vers la capitale avec deux cents dragons lorsque la conduite de Carrera l'obligea de changer de plan.

Les Carrera ne pensaient qu'à s'échapper, quoiqu'ils eussent sous leurs ordres,

à Sant-Iago, quinze cents hommes de troupes. Plusieurs déprédations commises par les soldats, avant leur départ de la capitale, exaspérèrent les habitans, qui envoyèrent des députés à Osorio, chargés d'implorer son secours pour rétablir l'ordre. A cette nouvelle, plus de deux mille personnes émigrèrent du Chili à Mendoza, frontière de Buenos-Ayres, et parmi elles six cents soldats commandés par J. M. Carrera. Osorio prit sans opposition Sant-Iago, Valparaiso, et plusieurs autres villes importantes ; et c'est ainsi que la capitainerie du Chili tomba encore une fois au pouvoir des troupes du roi à la fin d'octobre 1814. Il s'ensuivit des persécutions, des arrestations, des punitions ; grand nombre de patriotes furent envoyés dans l'île déserte de Juan Fernandez, à cent vingt lieues de la côte.

Pour arrêter les succès des royalistes, le gouvernement de Buenos-Ayres envoya à Mendoza quelques troupes qui, jointes à celles sorties du Chili, furent mises sous les ordres du brigadier San-Martin. Ces troupes s'accrurent graduel-

lement jusqu'au nombre de quatre mille hommes que San-Martin disciplina avec le plus grand soin. Ainsi préparé, comptant sur le mécontentement excité dans toutes les provinces du Chili par la conduite oppressive des gouverneurs espagnols, il entra en campagne vers le milieu de janvier 1817. L'armée fut divisée en deux corps, l'un sous le brigadier don E. Soler, et l'autre sous le brigadier O'Higgins. Après avoir surmonté les obstacles multipliés qu'offrent le passage des Andes, et les principaux défilés où l'ennemi s'était fortifié, les patriotes occupèrent Aconcagua, Santarosa, et les autres points de la haute route. Les royalistes prirent position à Chacabuco, montagne d'un difficile accès, qui domine la plaine Santarosa, et par laquelle passe le seul chemin pour aller à Sant-Iago, dont cette montagne est à treize lieues: San-Martin, sans attendre l'arrivée de son artillerie, les attaqua, le 12 février, à la pointe du jour; et, malgré leur nombreuse cavalerie et quinze cents bons soldats d'infanterie, les délogea de leur position, en leur tuant six cents

hommes, et faisant à peu près le même nombre de prisonniers. Le reste des troupes se dispersa; et le capitaine général Marco qui les commandait, fut fait prisonnier près de Valparaiso. San-Martin s'avança vers Sant-Iago, où un congrès des principaux habitans le nomma directeur suprême du Chili. Mais il refusa, et le congrès nomma le brigadier O'Higgins, qui, à présent, gouverne le pays. Les glorieux succès de cette campagne, qui a remis toutes les provinces du Chili au pouvoir des patriotes, sont en grande partie le résultat des sages mesures et de la rare activité du général San-Martin.

QUATRIÈME PARTIE.

RÉVOLUTION DU MEXIQUE.

Conclusion de l'ouvrage.

Commencement de la révolution dans la ville de Dolores, excitée par le prêtre Hidalgo. — Il marche contre Mexico avec cent mille hommes. — Bataille d'Aculco. — Hidalgo se retire sur Guadalaxara. — Bataille d'el puente de Calderon. — Hidalgo est fait prisonnier. — Rayon, homme de loi, forme une junte à Zitaquaro. — Prise de Zitaquaro par Callejas; son décret pour détruire la ville. — Victoire du patriote Morelos. — Siége de Quautla-Amilpas par Callejas. — Opérations de Morelos. — Assemblée du congrès. — Morelos est fait prisonnier. — Instructions interceptées. — Derniers événemens. — Conclusion.

La vice-royauté de la nouvelle Espagne est divisée en deux capitaineries générales. Les capitaineries sont Mexico et Yucatan : les commanderies générales sont les provinces intérieures orientales et les provinces intérieures occidentales; l'autorité

du vice-roi s'étend dans toute la vice-royauté, quoique, pour les affaires militaires, le capitaine général de Yucatan agisse indépendamment de lui.

La vice-royauté est subdivisée en douze intendances qui sont : Mexico, Puebla, Oaxaca, Vera-Cruz, Merida de Yucatan, Guadalaxara, Goanaxoato, Durango, San-Luis Potosi, Sonora, Valladolid de Mechoacan et Zacatecas. Le *gorregimiento* de Queretaro et le *gobierno* de Tlascala appartiennent à la vice-royauté de la nouvelle Espagne, mais forment des territoires distincts, et ne sont pas compris dans la division des douze intendances. La population du Mexique est de six millions d'habitans : celle de la capitale seule s'élève à 140,000.

Mexico jouissait d'une apparente tranquillité depuis la conspiratiou des Espagnols contre le vice-roi Jturrigaray. La junte centrale avait placé le pouvoir civil de la vice-royauté dans les mains de l'archevêque, que sa douceur et sa modération faisaient généralement aimer. Jturrigaray fut déposé uniquement, parce qu'il parut

favoriser le projet d'établir une junte, lorsque l'Espagne fut envahie par les Français, et privée du roi. Les Espagnols, qui avaient détruit le plan d'Jturrigaray, enthousiasmés de leurs succès, et devenus encore moins populaires, déployèrent bientôt une audace, un despotisme sans bornes, en apprenant qu'ils étaient hautement approuvés par la junte centrale d'Espagne.

La position des Mexicains devint insupportable après la déposition du bon archevêque, auquel succédèrent, dans l'exercice du pouvoir, ses plus grands ennemis, les membres de l'audiencia, jusqu'à l'arrivée de don J. Venegas, nommé vice-roi par la régence de Cadix.

A l'époque de ce changement les troupes constamment stationnées en temps de guerre entre Mexico et Vera-Crux, pour empêcher quelque attaque sur les côtes par les croisières britanniques, furent appelées dans l'intérieur, et le régiment de cavalerie de la reine fut envoyé à Queretaro. Trois capitaines de ce corps, Allende, Aldama et Abasolo, natifs de San-Miguel-

el-Grande, ville près de Goanaxoato, à plus de soixante-dix lieues de Mexico, étaient liés d'amitié avec don Miguel Hidolgo y Costilla, curé résidant dans la ville de Dolores, voisine de San-Miguel-el-Grande et de Goanaxoato. Hidalgo, homme doué de talens très-distingués, et beaucoup plus instruit que ne le sont ordinairement les ecclésiastiques dans la nouvelle Espagne, jouissait d'une très-agréable existence à Dolores, et possédait l'affection des Indiens qu'il avait pris soin d'instruire. Ayant remarqué la haine portée aux Espagnols dans toute la vice-royauté, Hidalgo dressa un plan d'insurrection, qui devait, dit-on, éclater dans toutes les provinces de la nouvelle Espagne, le premier novembre 1810. Allende, Aldama et Abasolo se joignirent avec empressement à lui, et leur activité pour accroître le mécontentement fut vraiment merveilleuse. Ils appuyaient fortement sur tout ce qui pouvait animer les naturels du pays contre les Espagnols. Le plan approchait de sa maturité, et les partisans de l'insurrection étaient nombreux; lorsque Jturriaga, chanoine de Valladolid,

l'un des conspirateurs, au moment de mourir, découvrit toute la conspiration à Gil, prêtre résidant à Queretaro. Ces révélations furent aussitôt communiquées à quelques membres de l'audiencia, qui se trouvait elle-même divisée, en ce moment, en deux partis. Les membres qui reçurent cette nouvelle la cachèrent aux autres, et conseillèrent secrètement aux Espagnols de Queretaro d'agir contre le corrégidor, faussement accusé d'être à la tête de la conspiration, comme s'étaient conduits les Espagnols de Mexico avec Jturrigaray deux ans auparavant. En conséquence le corrégidor Dominguez fut attaqué au milieu de la nnit, et pris dans son lit. Cette arrestation répandit l'alarme parmi les principaux conspirateurs; ils craignirent que leur plan ne fût découvert, et se décidèrent à en précipiter l'exécution. Le capitaine Allende se trouvait à cette époque à San-Miguel-el-Grande; il rassembla quelques soldats dévoués à sa personne, et se mit en route pour Dolores, où il arriva le 14 septembre 1810 avec cent soldats recrutés dans sa marche. Ce jour-là Hidalgo

prêchait les Indiens : les divers points de son sermon roulaient sur la tyrannie des Européens, l'état dans lequel la trahison des Espagnols avait réduit la Péninsule, et le danger que courait l'Amérique méridionale d'être livrée à la France, ou à l'Angleterre qui assurément proscrirait la religion catholique. Hidalgo finit son discours en appelant les Indiens aux armes; et ils coururent aux armes avec fureur. Hidalgo, secondé par Allende, les dirigea sur San-Miguel-el-Grande, où toutes les maisons des Espagnols furent pillées. Deux escadrons du régiment de cavalerie de la reine se joignirent immédiatement à Hidalgo, qui marcha sur la ville de Zelaya. Là, une partie du régiment d'infanterie, appelé de Zelaga, ainsi qu'une partie du régiment de cavalerie *del principe*, se joignirent pareillement à l'insurrection. Hidalgo s'approcha de l'opulente ville de Goanaxoato, située à soixante lieues, nord-ouest, de Mexico, et peuplée de plus de quatre-vingt mille âmes.

Riano, intendant de Goanaxoato, se préparait à la résistance ; mais le bataillon d'infanterie stationné dans la ville se

déclara pour l'indépendance. Riano, suivi de deux cents Espagnols, se fortifia dans un bâtiment appelé l'Alhoudiga : bientôt il fut forcé de se rendre; et, le 29 septembre, Hidalgo prit possession de Goanaxoato où il trouva cinq millions et des lingots d'argent pour une somme considérable.

Le vice-roi Venegas, arrivé à Mexico le 16 septembre, réunit les principaux de la ville; et, dans cette assemblée, il fit connaître les honneurs que la régence accordait aux ennemis d'Jturrigaray. Lorsque ce nouveau vice-roi apprit les progrès d'Hidalgo, il dépêcha des troupes sous les ordres du comte de la Cadéna pour défendre Queretaro, point militaire fort important, à quarante-deux lieues de Mexico. Queretaro contenait quatre-vingt mille habitans, qui tous favorisaient l'insurrection et désiraient placer Hidalgo à leur tête, ce que le vice-roi empêcha, en introduisant, fort heureusement pour la cause royale, des troupes espagnoles dans la ville. Le 23 septembre, Venegas publia une proclamation dans laquelle il essaya

de rétablir la tranquillité, en faisant observer que les Américains étaient maintenant sur le même pied que les Espagnols depuis le décret de la junte centrale du 15 octobre 1809, et en promettant que les cortès prendraient très-incessamment en considération les réformes nécessaires pour assurer la prospérité de l'Amérique espagnole.

Hidalgo commença l'exercice de son nouveau pouvoir en abolissant la taxe nommée *tributos*, que les Indiens avaient toujours payée depuis la conquête. Cette mesure les décida en faveur d'Hidalgo, et, de toutes les parties du Méchoacan, ils accoururent en foule à l'armée. Venegas forma des corps de guerillas, composés entièrement d'Espagnols, et une milice mêlée de naturels et d'Espagnols. Il appela cette milice *patriotas*. Ces guerillas firent plus de mal à la cause royale que les indépendans mêmes. Le vice-roi, après avoir reçu d'innombrables plaintes, les licencia.

L'insurrection s'étendit rapidement. Lagos, dans l'intendance de Guadalaxara,

ville fameuse par la grande foire qui s'y tient tous les cinq ans; Zacatecas, cité voisine de plusieurs des plus riches mines du Mexique, et d'autres villes situées au nord de Queretaro, saisirent avec empressement l'occasion de se déclarer contre l'Espagne.

Durant le séjour d'Hidalgo à Goanaxoato, il établit une sorte de discipline parmi la foule qui l'avait suivi, et nomma des officiers pour commander les corps nouvellement formés. Il fit aussi battre monnaie, fabriquer quelques canons de bois et un de cuivre, auquel il donna le nom de *el libertador americano*. Les troupes d'Hidalgo, qu'on devrait plus proprement appeler une caravane, furent armées avec des piques, des couteaux, des haches, des bâtons, de gros mousquetons et quelques fusils de Goanaxoato. Hidalgo marcha sur Valladolid, où il entra le 20 octobre, au milieu des cris de joie des Indiens, des créoles, des ecclésiastiques et des officiers, qui lui prodiguèrent les plus grands honneurs. Hidalgo s'empara, dans cette ville, d'un million deux cent mille dollards, et gagna deux régi-

mens de milice, dont l'un s'appelait le régiment de Patzquaro. Le 24 octobre, Hidalgo retourna sur Indaparapeo et convoqua un conseil des principaux capitaines de l'armée, afin de faire plusieurs promotions. Ce conseil proclama Hidalgo généralissime de l'armée des Américains, Allende, capitaine général, Ballerea, Ximsnès, Arias et Aldama, lieutenans généraux, Abasolo, Ocon et les deux frères Martines, felds-maréchaux. Une messe solennelle fut célébrée à cette occasion et l'on chanta un *Te Deum*. Le généralissime passa en revue l'armée divisée en régimens de mille hommes chacun; quatre-vingt régimens furent ainsi formés, trois dollars par jour assignés pour la paye de chaque colonel capitaine de cavalerie et un dollar pour chaque cavalier, et un demi-dollar pour chaque fantassin. Hidalgo parut à la revue avec son uniforme de généralissime; c'était un habit bleu avec des paremens rouges, brodés en or et en argent, et une ceinture noire également brodée. Il portait au cou une médaille sur laquelle était l'image de la Vierge

de Guadalupe, en grande vénération au Mexique Les drapeaux de l'armée étaient bleu et blanc, pareils à la bannière des anciens empereurs d'Anahuac ou du Mexique.

Les troupes d'Hidalgo marchèrent d'Indaparapeo vers Mexico, prenant la route de Marabatio, Tepetongo, Jordana et Istlahuaca. Elles entrèrent à Toluca, à douze lieues à l'ouest de la capitale, le 27 octobre. Mexico se trouvait dans un éminent danger; le peuple, et même un nombre considérable de personnes de haut rang, abhorraient les Espagnols. Les forces royales étaient divisées en différens corps, stationnés à de très-grandes distances l'un de l'autre. Don F. Callejas, commandant une brigade, occupait San-Luis de Potozi, à plus de cent lieues de Mexico. Le comte de la Cadena, qui commandait trois mille hommes, était à Queretaro, et Venegas n'avait qu'une poignée d'hommes postés dans les environs de Mexico, plutôt pour effrayer les habitans que pour s'opposer à Hidalgo. Venegas sortit de cette crise par un expédient qui le sauva. Il obtint de l'ar-

chevêque de Mexico et de l'inquisition une sentence d'excommunication contre Hidalgo et ses partisans, et contre toutes ses troupes. Cette solennelle excommunication fut lancée contre les indépendans: l'inquisition publia un édit qui déclarait Hidalgo hérétique.

Hidalgo répondit à cet édit par un manifeste, dans lequel il exposait les principes de sa croyance, et signalait les contradictions des inquisiteurs dans leurs accusations contre lui, faisant observer qu'il était accusé de nier l'existence de l'enfer, et en même temps de soutenir qu'un pape canonisé était en enfer.

Ces excommunications ne firent aucune impression sur les troupes: car Hidalgo, prêtre lui-même, persuada aisément à ses Indiens que ceux qui avaient prononcé cette terrible sentence contre lui, étant ses ennemis, ne pouvaient être légalement juges dans sa cause, et que l'excommunication retomberait infailliblement sur ceux qui l'avaient lancée. Cependant, les habitans de Mexico et ceux des provinces où l'insurrection n'avait pas encore fait de

progrès, demeurèrent tranquilles et dans une profonde terreur.

A l'approche de l'armée d'Hidalgo, Venegas envoya quinze cents hommes à Istlahuaca, sous les ordres du colonel Truxillo, un de ses aides de camp. Bientôt après, ces troupes reçurent un renfort de cinq cents hommes, parmi lesquels cent cinquante étaient esclaves. Lorsque Hidalgo entra à Toluca, Truxillo recula sur Lerma, à neuf lieues de Mexico, profita d'un pont sur la rivière Lerma, s'y fortifia, et, par ce moyen, défendit le passage. Les indépendans traversèrent la rivière à Atenca, et les forces royales, pour n'être pas tournées, se retirèrent sur une éminence, el monte de las Cruces, où Hidalgo les attaqua. Les régimens de Zelaya et de Valladolid, avec les bataillons de Goanaxoato, marchaient précédés de l'artillerie composée de quatre canons et d'une foule innombrable d'Indiens : les régimens de cavalerie de Patzquaro, Reyna et Principe couvraient l'arrière-garde et le flanc de l'infanterie. Truxillo, débusqué de sa première position, faisait sa retraite sur Mexi-

co, lorsque Hidalgo lui envoya proposer de venir le trouver. Truxillo admit les envoyés dans ses lignes, et ordonna de faire feu sur eux. Il était alors fort près de Mexico, où il rentra le 30 octobre avec environ trois cents hommes, abandonnant toute son artillerie. Les gazettes de Mexico parlèrent de cet engagement comme d'une victoire obtenue par les troupes royalistes. Une médaille portant les noms de Truxillo, Bringar, et Mendivil, fut frappée à la Vera-Cruz pour en perpétuer le souvenir.

Cependant le bruit se répandit que les troupes d'Hidalgo étaient entrées dans Mexico, ce qui occasiona de grandes alarmes. Venegas instruit, presque en même temps, que le prêtre Morelos, avec un corps d'indépendans, avait pris possession de plusieurs villes au midi de Mexico; que Villagran marchait sur cette capitale par la route de Tlalucpantla, se préparait à se retirer à Vera-Cruz avec les Espagnols, s'il était vaincu par l'ennemi; ses troupes se montaient à deux mille hommes campés entre les deux promenades publiques de

la capitale, Bucarelli et la Piedra; son artillerie défendait l'entrée de la ville. Le 31 octobre, à la vue des troupes d'Hidalgo qui descendaient les montagnes de Santa-Fé, le peuple, espérant que les indépendans seraient vainqueurs, manifesta hautement sa joie. Venegas, à la tête de ses troupes, attendait l'ennemi, qui envoya le général Ximenès avec des dépêches pour le vice-roi. Ximenès, arrivé à Chalpultepec, à trois milles de la cité, dans une magnifique voiture, suivi de quarante cavaliers, présenta ses dépêches: Jamais personne n'a connu leur contenu. Venegas prit grand soin de cacher aux habitans de Mexico l'objet de cette mission, et les dépêches furent rendues sans aucune réponse.

L'assaut paraissait maintenant presqu'inévitable; Hidalgo cependant ne l'ordonna point, et le lendemain ses troupes se retirèrent. On supposa qu'il avait reçu la nouvelle de la défaite du général Sanchez à Queretaro, et qu'il savait aussi que Calleja et le comte de la Cadena, réunis le 28 octobre, marchaient au secours de

la capitale : d'autres disent que la modération naturelle d'Hidalgo et son horreur pour répandre le sang, furent les véritables causes de son apparente timidité : quelsque fussent ses motifs, il est certain que ses troupes se retirèrent en désordre.

Hidalgo assit alors son camp sur une montagne presque triangulaire, qui domine le village d'Aculco et le pays environnant du côté du nord et de l'est. Son artillerie, composée de quatorze pièces de canon, fut rangée sur les côtés de la montagne, et son armée sur deux lignes, entre lesquelles étaient placés les Indiens indisciplinés. Callejas divisa ses troupes en cinq colonnes, et le 7 novembre il attaqua Hidalgo au nord et à l'est de son camp. Les Indiens furent saisis d'une terreur panique quand ils virent le bon ordre militaire et la belle apparence de l'armée royale, forte de six mille hommes; dès que le feu commença, ils prirent la fuite, ce qui déconcerta entièrement les troupes régulières de l'armée d'Hidalgo.

Callejas poursuivit l'ennemi et lui fit beaucoup de mal. D'après son rapport

officiel, il n'y eut pas moins de dix mille indépendans tués, blessés ou faits prisonniers.

Hidalgo opéra sa retraite sur Goanaxoato, où Callejas le suivit de près. On arrive à cette ville, bâtie sur une éminence, par un défilé que les indépendans fortifièrent. Callejas détruisit leurs batteries le 24 novembre, et leur prit vingt-cinq canons, parmi lesquels était *el libertodor americano*. Les troupes d'Hidalgo, furieuses contre les Espagnols, en assassinèrent plus de deux cents, renfermés dans l'Alhondiga. Le jour suivant, les troupes royales prirent la ville d'assaut, et le soldat eut la permission de piller et de tuer pendant deux heures. Le lendemain, tous les officiers prisonniers et grand nombre d'autres personnes furent fusillées. Les minéralogistes Chovel, Davalos et Valencia, éprouvèrent le même sort. Callejas fit une proclamation par laquelle il ordonnait que dans vingt heures les armes et munitions de toute espèce fussent livrées au gouvernement, sous peine de mort. La même peine devait être infligée à ceux qui manifesteraient une opinion favorable à la

révolution; l'ordre fut publié de tirer sur tout rassemblement de plus de trois personnes.

Hidalgo alors se retira vers Guadalaxara, ville à cinquante lieues nord-ouest de Mexico, et contenant quatre-vingt-onze mille habitans. Durant sa marche, il battit constamment les différens corps de troupes espagnoles; et, dès qu'il fut entré dans la ville, il envoya le prêtre Mercado au port de Sanblas, qui s'empressa de capituler, et fournit quarante-trois canons, que Mercado fit passer à Guadalaxara. L'autorité d'Hidalgo fut reconnue sans difficulté dans l'intendance de Valladolid, de Mechoacan, à Zacatecas, Guadalaxara, San-Luis-Potosi, e partie de Sonora, où l'on montrait une grande soumission à ses généraux.

Callejas s'avança vers Guadalaxara, tandis que le général don J. Cruz défit les Indépendans à Zamora, et prit Valladolid, dont il traita les habitans avec la plus horrible cruauté. Lorsque Callejas approcha de Guadalaxara, Hidalgo résolut d'attaquer les troupes royales; en conséquence, il campa son armée sur un terrain élevé,

protégé d'un côté par une montagne, de l'autre par une petite rivière sur laquelle il y avait un pont, qu'il fortifia. Plusieurs batteries furent placées au sommet de la montagne, et deux autres sur la gauche, faisant en tout cent trente canons. Callejas divisa ses troupes en deux colonnes : l'une attaqua la montagne et prit les batteries des indépendans ; l'autre attaqua l'aile gauche, dont la vigoureuse résistance la rejeta dans ses premières positions. Cette colonne reçut des renforts, et repoussa à son tour la cavalerie d'Hidalgo qui, profitant de son mouvement rétrograde, cherchait à la couper. Hidalgo chargea la cavalerie espagnole, qui, soutenue par les grenadiers, repoussa vigoureusement son attaque, et lui tua beaucoup de monde. Une batterie couvrait le centre d'Hidalgo, Callejas, en personne, enleva cette batterie sans éprouver grande résistance. Pendant ce temps, Emparan attaqua la nombreuse cavalerie des indépendans, et la mit complétement en déroute. La consternation se répandit alors parmi les troupes d'Hidalgo, qui cédèrent la victoire aux

troupes royales. Cette affaire eut lieu le 17 janvier 1811, à el Puente de Calderon, situé à onze lieues de Guadalaxara.

Callejas dépêcha immédiatement un détachement commandé par le général Cruz, pour reprendre Sanblas; mais ce port était déjà au pouvoir des Espagnols, par suite d'une contre-révolution excitée par le curé de la ville. Hidalgo rallia le reste de ses troupes, et marcha sur Zacatecas, où il rétablit son artillerie. Il y avait dans cette ville une fonderie de cuivre, au moyen de laquelle il fit frapper une nouvelle monnaïe, toujours à l'effigie de Ferdinand VII. De Zacatecas il se rendit à San-Luis-Potosi; là, il forma différens corps de guerillas, et, avec quelques troupes choisies, il prit la route de Saltillo, environ à deux cents lieues de Mexico, dans le gouvernement militaire des provinces intérieures orientales. Le gouverneur d'*el nuevo Reyno de Leon*, se déclara pour Hidalgo, le gouverneur d'*el nuevo Santader* se sauva, et les gouverneurs de Coahuila et Texas furent arrêtés par les indépendans.

A peu près à la même époque, une di-

vision de troupes espagnoles atteignit Altamira, sous les ordres de don N. Arredondo, qui, de concert avec Callejas, alors à San-Luis-Potosi, se mit à la poursuite d'Hidalgo. Le gouverneur des provinces intérieures occidentales envoya aussi des troupes, commandées par don M. Ochoa, afin de couper la retraite à Hidalgo, qui paraissait vouloir pénétrer dans la Louisiane, y rassembler ses partisans, les armer et recommencer la guerre. Don Y. Elisondo, chef d'un détachement d'indépendans, résolut d'arrêter lui-même Hidalgo, espérant obtenir ainsi son pardon des Espagnols. Il réussit, en attirant dans son complot, Menchaca, Carrasco, Borrego, Uranga et d'autres officiers. Il attaqua Hidalgo à Acatita de Bajan, le 21 mars 1811. Hidalgo poursuivait sa marche, ne se doutant pas qu'il dût trouver des ennemis dans ses compatriotes : il fut donc aisément vaincu et fait prisonnier, ainsi que ses officiers. Cinquante d'entre eux furent immédiatement exécutés sur le champ de bataille; dix autres, parmi lesquels étaient Hidalgo et Balléza, pris à Chiguagua, fu-

rent pareillement mis à mort, le 27 juillet 1811. On dépouilla préalablement Hidalgo de la prêtrise.

La mort d'Hidalgo et de ses fidèles compagnons d'armes ne découragea pas les autres chefs, qui continuèrent, en différentes parties, de soutenir la révolution. Parmi eux se trouvaient don N. Villagran, don J. M. Morelos, et don Y. Rayon, qui avait pris position à el Saltillo, afin de favoriser la retraite d'Hidalgo. Rayon retourna alors à Zacatecas, et, chemin faisant, il défit Ochoa. A Zacatecas, il relâcha trois prisonniers espagnols, qu'il envoya au vice-roi pour proposer, comme base d'un accommodement, la formation d'un congrès composé moitié d'Espagnols, moitié d'Américains méridionaux. Venegas répondit simplement, que si Rayon consentait à mettre bas les armes, il serait compris dans l'amnistie générale publiée par le gouvernement.

L'*indulto* ou amnistie dont il parlait, accordée par les cortès, à la fin de 1810, aux fauteurs de la révolution pourvu qu'ils déposassent leurs armes, loin de

faire aucun bien, porta préjudice à la cause royale parce que les chefs Espagnols n'en usèrent pas sagement. A Mexico on eut si peu de confiance dans l'*indulto* ou dans les promesses de Venegas, qu'il fut obligé d'avoir recours à l'église (*el cabildo ecclesiastico*) pour donnner de l'autorité à sa proclamation et persuader au peuple que ses promesses ne cachaient aucun piége. « Sur ce point, (disait *le cabildo ecclesiastico* dans une adresse pastorale au clergé, le 17 mai 1812) son excellence le vice-roi, le digne et légitime représentant de notre roi catholique Ferdinand VII, a eu l'incomparable bonté de nous autoriser, non-seulement à garantir la sincérité de l'*indulto* ou pardon général accordé aux insurgés, mais encore à vous donner, nos chers frères, comme nous vous donnons présentement, au nom de la très-sainte Trinité, le Père, le Fils et le Saint-Esprit, au nom de la Vierge de la Guadelupe, protectrice de son royaume, au nom de Sa Majesté catholique le roi Ferdinand VII, et de son vice-roi dans ces royaumes, la parole

solennelle qu'un pardon général sera sincèrement accordé à tous ceux qui, se repentant de leurs fautes passées, poseront sur-le-champ les armes, etc. »

Callejas se mit en marche pour attaquer Rayon dans Zacatecas, mais celui-ci se retira dans l'intendance de Valladolid. Le colonel Lopez, qui commandait un corps de guerillas indépendans à Zitaquaro, fortifia la ville et battit complétement les royalistes, qui, sous les ordres de Torre et Mora, vinrent l'y attaquer le 22 mai 1811. Les deux chefs royalistes périrent à cette affaire. Fiers de leur victoire, les indépendans tentèrent un coup de main contre Valladolid, où Truxillo commandait : il les repoussa le 30 mai. Rayon, poursuivi jusqu'à son quartier général de Zitaquaro, par Emparan, livra bataille aux Espagnols le 4 juin. Le combat fut sanglant et long-temps disputé, mais enfin les royalistes perdirent huit cents hommes, ainsi que tous leurs bagages ; Ils se retirèrent en conséquence à Toluca. Les indépendans renouvelèrent leur attaque sur Valladolid le 23 juillet, mais toujours sans succès.

Sur les dénonciations d'un complot qui se tramait à Mexico, le vice-roi ordonna plusieurs arrestations. Les prévenus furent jugés, six d'entre eux, parmi lesquels était Ferrer, homme de loi, condamnés à mort, et six autres aux plus rudes travaux à Puerto-Rico; deux femmes furent un certain temps emprisonnées. Cet événement eut lieu au mois d'août 1811.

Rayon forma une junte à Zitaquaro, composée de lui-même, du docteur Berdusco, et don J. M. Liceaga. Cette junte reconnut Ferdinand pour roi; et, en son nom, publia des actes et des décrets. Callejas était alors à Goanaxoato, où il avait fixé son quartier général. Lorsqu'il apprit l'établissement de ce nouveau gouvernement, il offrit dix mille dollars pour la tête de l'un des membres de la junte. Venegas, sentant que la révolution faisait de rapides progrès, donna l'ordre à Callejas d'attaquer promptement et de détruire cette junte.

La ville de Zitaquaro, peuplée de dix mille habitans, est à quarante lieues à l'ouest de Mexico, dans une vallée entourée de hautes montagnes. Comme le prin-

cipal objet, en attaquant cette ville, était de s'emparer des membres de la junte, Callejas ordonna à Porlier, commandant de Toluca, de s'emparer des positions occupées par les indépendans sur la montagne Tenango, avant que lui-même ne fît son attaque sur Zitaquaro, afin d'empêcher la garnison et les fugitifs de cette ville de se retirer par ce point. Voici le rapport officiel de Callejas au vice-roi, après l'attaque de Zitaquaro, le 2 janvier 1812.

« Les troupes royales, après un engagement qui a duré trois heures, ont pris l'importante position de Zitaquaro, située sur des rochers escarpés, entourée de retranchemens, de fossés, et défendue par l'immense population de vingt lieues à la ronde réunie dans la ville.

» Les rebelles avaient ajouté aux fortifications naturelles de Zitaquaro tout ce que l'art, le désespoir et huit mois de travaux continuels peuvent procurer. Le mauvais succès de nos deux précédentes expéditions avait tellement encouragé le peuple, que les femmes et les enfans mêmes se réunissaient pour repousser no-

tre attaque : néanmoins tout a cédé à l'intrépidité de l'armée que je commande.

» L'ennemi, dans la plus complète déroute, a fui dans toutes les directions, laissant le pays couvert de morts et de blessés. Les rebelles Cabecillas, Rayon, Liceaga et Berdusco se sont échappés des premiers et ont pris la route de Tasco : la fatigue excessive de mes troupes et le déplorable état des chemins ne m'ont pas permis de les poursuivre.

» Nous avons trouvé dans la ville une immense quantité de munitions de guerre et d'artillerie. J'en enverrai un état exact à votre excellence. Je me borne, en ce moment, aux informations plus nécessaires, pour convaincre votre excellence que je dois à la valeur et au talent de mes officiers, ainsi qu'au courage de mes soldats, le prompt succès de cette bataille. Leur bonne conduite, dans cette circonstance, a surpassé même celle qu'ils avaient déployée dans les affaires précédentes. Nos pertes sont peu considérables.

» Mon séjour ici sera aussi court que possible : mais, avant mon départ, je veux

raser la ville, afin qu'il n'en reste pas vestige. Je punirai ainsi les criminels instigateurs d'une si barbare, si impolitique et si destructive insurrection, et je donnerai un terrible exemple à ceux qui voudraient désormais la soutenir.

» CALLEJAS. »

Le décret suivant fut immédiatement publié :

« 1°. Les Indiens de Zitaquaro et de son département seront privés de leurs propriétés ainsi que de toute exemption ou privilége précédemment accordé par l'extrême bienveillance du gouvernement.

» 2.° Ces propriétés confisquées, ainsi que celles des Américains méridionaux qui ont pris part à l'insurrection, qui ont accompagné les rebelles dans leur fuite, ou qui ont quitté la ville à l'entrée des troupes du roi, appartiendront au trésor public.

» 3.° Si ceux qui se trouvent compris dans ce décret veulent se présenter devant moi, donner des preuves de repentir, et travailler à la réparation des routes, etc.,

ils recevront leur pardon; mais leurs propriétés ne leur seront point rendues.

» 4.° La capitale de ce département est transférée à Marabatio, où sera établi un gouvernement militaire. Les compagnies d'infanterie et de cavalerie, organisées pour la défense de ce département, seront armées, équipées aux frais des habitans.

» 5.° Attendu que les habitans de cette ville criminelle détestent le gouvernement monarchique; qu'ils ont soutenu trois engagemens avec les troupes du roi; qu'ils ont planté, sur des poteaux, à l'entrée de leur ville, les têtes de plusieurs de nos chefs morts en sacrifiant leur vie pour le bien public, tous les bâtimens de Zitaquaro seront rasés ou détruits par le feu. Tous les habitans sortiront de la ville dans l'espace de six jours; je leur accorde, comme preuve de miséricorde, la permission d'emporter leur mobilier.

» 6°. Chaque habitant recevra du gouvernement un écrit constatant son nom de famille et le jour de son départ. Aucune personne ne restera dans la ville après le temps fixé, et ceux qui ne se se-

ront pas pourvus du certificat ci-dessus, seront punis de mort.

» 7°. Toutes les armes seront livrées au gouvernement, sous peine de mort.

» 8°. Le clergé sera envoyé à l'évêché de Valladolid.

» 9°. Il est expressément défendu de rétablir la ville de Zitaquaro, ou toute autre ville qui pourra être détruite à l'avenir, pour avoir participé à la rébellion.

» 10°. Aucune ville ou village ne donnera asile aux membres de la junte des insurgés, à aucun de leurs délégués. Celles qui refuseront soumission au roi, ou tenteront de résister à ses troupes, éprouveront le sort de Zitaquaro.

» 11°. Le comte de Casa-Rul est chargé de l'exécution de ce décret.

» CALLEJAS. »

La junte de Zitaquaro se réfugia à el Real de Zultepec, ville située sur une montagne, à trente lieues à l'ouest de Mexico. Malgré la perte de Zitaquaro, les indépendans n'étaient pas vaincus. Morelos, Villagran, Canas, Aldama et d'autres

généraux, commandaient toujours des corps de guérillas constamment occupés, sur différens points, à combattre les troupes espagnoles. La junte proposa à Venegas une réconciliation ; mais ses propositions furent aussi mal reçues que celles d'Hidalgo et de Rayon. Les articles proposés par la junte furent publiés dans une adresse aux Espagnols le 29 mars 1812. Dans cette adresse, la junte récapitulait les griefs dont elle demandait la réparation; et, dans le cas où les Espagnols voudraient continuer la guerre, traçait un plan pour la rendre moins féroce.

Morelos gouvernait presque toutes les côtes méridionales du Méxique. Après avoir battu les troupes royales plusieurs fois, notamment à la bataille de Tixtla le 19 août 1811, il forma le siége d'Acapulco, et, avec la principale partie de son armée qu'il divisa en deux corps, il marcha sur Mexico. Le brigadier Bravo, commendant une de ces divisions, vainquit le général Masitu et entra à Quautla-Amilpas à 25 lieues au midi de Mexico, tandis que Morelos prenait possession d'Jzuçar sans

aucune opposition. Ces avantages, emportés par les patriotes, empêchèrent les royalistes de poursuivre la junte nationale après la prise de Zitaquaro. Les troupes de Morelos s'emparèrent aussi d'Huexapan et d'el Real de Tasco. Les royalistes, commandés par le colonel Soto, attaquèrent Jzucar le 17 février: mais ils furent repoussés, et Soto, grièvement blessé, fut obligé de quitter l'armée. Llano, son successeur, renouvella l'attaque le 22, et ne réussit pas mieux quoiqu'il eût pris possession d'une montagne appelée el Calvario, d'où il avait bombardé la ville. Cette attaque fut faite par des troupes arrivant d'Espagne, les premières envoyées au Mexique depuis le commencement de la révolution.

Callejas livra un assaut à Quautla-Amilpas le 19 février; mais il fut forcé de le suspendre après un engagement de six heures. Llano leva le siége d'Jzucar, et joignit Callejas le 30 février. Dans sa marche, il battit plusieurs corps de guérillas commandés par F. de la Rosa, et autres. Morelos reçut aussi des renforts à Quautla,

et déploya toutes les ressources militaires pour défendre la ville. Callejas disait, dans une lettre datée de son camp devant Quautla, le 15 mars 1812, et adressée à un ami : « Nous précipiterons cette ville et ses habitans dans le centre de l'enfer, quelques peines et quelques fatigues qu'il puisse nous en coûter. L'enthousiasme de ces insurgés est sans exemple. Morelos donne ses ordres d'un air prophétique; et, quels qu'ils soient, ils sont toujours ponctuellement exécutés. Nous entendons continuellement les habitans jurer qu'ils s'enterreront sous les ruines plutôt que de nous livrer la ville. Ils dansent autour des bombes qui tombent, pour prouver qu'ils ne craignent pas le danger. »

Quautla-Amilpas est situé dans une plaine; cependant la ville est un peu élevée, et domine les environs. Elle fut fortifiée par Morelos, qui trouva tous les habitans prêts, ainsi que son armée, à seconder ses vues. Le siége cependant se poursuivant régulièrement, et les provisions commençant à manquer, Morelos ordonna une sortie pour favoriser une tentative des

guérillas à l'effet d'introduire des provisions dans la ville. D'après cet ordre, le prêtre Matamoros, feld-maréchal, et le colonel Perdiz, avec cent hommes à cheval, forcèrent la ligne de l'ennemi dans la nuit du 23 avril 1812. Le 27, le camp des Espagnols fut attaqué par les assiégés et par les guérillas, qui, vivement repoussés, perdirent plus de mille hommes. Après soixante-cinq jours de siége, Morelos se décida à évacuer Quautla la nuit du 2 mai, dans l'ordre suivant : un corps d'infanterie de mille hommes formait l'avant-garde; après lui marchaient deux cent cinquante hommes à cheval, suivis par cinq mille lanciers et frondeurs. Presque toute la population de Quautla était placée entre ces troupes; un corps de fusiliers formait l'arrière-garde.

Aussitôt que Callejas fut averti de la retraite des indépendans, il ordonna l'attaque. Dans cette occasion, les indépendans souffrirent cruellement, surtout les habitans sans armes de la ville, qui avaient accompagné l'armée. Quatre mille d'entre eux périrent durant la retraite. Callejas

prétendit, dans son rapport officiel au vice-roi, qu'il n'avait perdu que vingt hommes, et qu'une étendue de sept lieues était couverte de cadavres ennemis.

Morelos marcha sur Chilapa, et prit la ville de vive force. Immédiatement après il s'empara de Tehuacan, à cinquante lieues environ à l'ouest de Mexico. Orizaba fut également obligé de se rendre à Morelos, qui, dans cette ville, fit brûler le magasin royal des tabacs, estimé plusieurs millions de dollars. Le 25 novembre il attaqua Antequera, capitale de l'intendance d'Oaxaca. Cette ville se soumit à lui sans beaucoup d'opposition. Palacios, Tinoco et les colonels Lopez et Armenta avaient été fusillés dans ce lieu par les royalistes. Par représailles Morelos fit exécuter, à la même place, le lieutenant général Gonzalès Saravia, le brigadier Bonavia et les colonels Regules et Villasante. Les restes de Lopez et d'Armenta furent portés en triomphe et déposés dans la cathédrale. Acapulco tomba bientôt au pouvoir de Morelos, qui jeta plusieurs corps de guérillas entre Xalapa et Vera-Cruz; et, par

ce moyen, intercepta complétement la communication régulière entre Mexico et Vera-Cruz.

Les troupes de Rayon, repoussées à l'attaque de Toluca, se portèrent à Tenango, ville située près d'une éminence, environ à huit lieues à l'ouest de Mexico. Des batteries défendaient le haut de la montagne; mais les royalistes, commandés par J. C. Y. Bustamente, les tournèrent, prirent possession de la ville au commencement de juin 1812, et fusillèrent tous les prisonniers. La junte nationale se retira de Zultepec, accompagna quelque temps l'armée commandée par Rayon, puis séjourna dans la ville la plus voisine de l'armée; mais jamais elle ne se fixait pour long-temps. A dater de ce moment, il y a peu de faits connus avec certitude sur la révolution des Mexicains; et, dans mon esquisse, je veux me borner à ceux-là.

Vers la fin de 1812, don J. M. A. Toledo, l'un des membres des cortès pour l'Amérique espagnole, arriva à Washington, où il trouva le colonel don B. Gutierrez, venu de Mexico pour implorer la

protection des États-Unis. Toledo et lui enrôlèrent quelques Américains disposés à aider les indépendans, et ils les emmenèrent dans les *provincias internas*, où leur nombre s'accrut de plusieurs guérillas. Ils obtinrent d'abord plusieurs avantages sur les Espagnols, et prirent même la capitale de la province de Texa, San-Antonio de Bojar; mais don M. Arredondo, commandant des *provincias internas* orientales, les battit au commencément de 1813, et dispersa totalement les troupes. Toledo se sauva aux États-Unis.

En décembre 1813, Morelos attaqua Valladolid qui venait de recevoir, fort à propos, le secours d'une division commandée par Llano. Morelos fut forcé de battre en retraite sur Puruaran, à dix-sept lieues de Valladolid. Llano le poursuivit et l'atteignit le 7 janvier 1814. Le combat s'engagea avant le point du jour; et, par une erreur bien fatale de l'armée de Morelos, deux de ses divisions, trompées par l'obscurité, combattirent l'une contre l'autre. Lorsque le jour parut, ils

reconnurent leur malheureuse méprise : mais il était trop tard ; Llano profita de la surprise et de la consternation des indépendans, et les défit complétement. Matamoros, lieutenant de Morelos, tomba en son pouvoir avec sept cents hommes. Matamoros lui-même avait prit cinq cents Espagnols quelques jours auparavant, et les avait envoyés à Acapulco : Morelos les offrit en échange pour Matamoros ; mais cette offre fut refusée ; les sept cents hommes pris par les royalistes, avec Matamoros, furent exécutés aussitôt que pris : Morelos, par représailles, fit mettre à mort les cinq cents Espagnols prisonniers à Acapulco.

L'armée espagnole, animée par ce succès, et composée alors de quatre fortes divisions, expulsa presque tous les indépendans de cette partie de pays ; et, Acapulco même fut reconquis ; mais les patriotes, préalablement, détruisirent ses fortifications. Liceaga cependant parvint à se fortifier près du lac de Chapala, d'où il repoussa plusieurs fois les royalistes. Morelos, Rayon, le docteur Cos et quel-

ques autres généraux des indépendans obtinrent des avantages partiels et ranimèrent l'espoir des partisans de la révolution, qui s'étendirent de nouveau dans les intendances de Valladolid et de Mexico.

A la junte nationale succéda un congrès, qui commença ses sessions à Chilpansingo, environ à trente lieues au sud de Mexico, et s'assembla depuis à Ario, à quarante-cinq lieues seulement de cette cité. Ce congrès déclara le gouvernement de Mexico indépendant, et créa un pouvoir exécutif composé de Liceaga, Cos et Morelos. D'Ario le congrès transporta ses sessions à Apatzingan, où il présenta au peuple, le 23 octobre 1814, une constitution établie sur des bases démocratiques, et, le 25, prescrivit, par un décret, la formule du serment que devaient prêter les citoyens appelés à jouir des bienfaits de cette constitution. Le 24 mai 1815, les décrets du congrès et cette constitution furent publiquement brûlés par les royalistes de Mexico, et la peine de mort prononcée contre ceux qui refuseraient de livrer au gouvernement toutes les copies

qu'ils en pourraient avoir. Plusieurs corsaires, équipés par les indépendans, amenèrnt aux armées mexicaines, par le port de Boquilla, de Piedra et le golfe du Mexique, des officiers, des armes et des munitions.

Au mois d'octobre 1815, Morelos apprit que le général Humbert et Toledo étaient arrivés avec des approvisionnemens de guerre à el puente del Rey, poste fortifié par les indépendans, entre Xalapa et Vera-Cruz. Morelos se mit en route pour joindre Toledo: mais, afin de cacher son dessein, il prit la route qui conduisait à la province d'Oaxaca. Les royalistes, instruits par leurs espions des véritables intentions de Morelos, l'attendirent à Atacama, écrasèrent le corps qu'il commandait, et le firent prisonnier. Morelos, conduit à Mexico, et dépouillé par l'évêque de ses ordres ecclésiastiques, fût accusé d'hérésie; mais l'inquisition le déchargea de cette accusation. On le fusilla dans le dos, comme traître, au village de San-Cristobal, à six lieues de Mexico, le vice-roi n'ayant osé faire éxécuter la

sentence de mort dans Mexico, de peur que le peuple ne se soulevât.

Voici le texte d'une lettre officielle du vice-roi de Mexico au ministre de la guerre en Espagne, interceptée sur le vaisseau *la Leona*, qui fut pris par el Congreso, armateur de Buenos-Ayres.

« J'informai Votre Excellence, dans ma première dépêche, que les rebelles *Cabecillas*, échappés après la défaite de Morelos, le 5 du mois dernier, s'étaient réunis dans l'intendance de Puebla. Ils se sont depuis assemblés à Tehuacan, et y ont formé une autre junte. Des contestations se sont élevées au sujet de la présidence de cette junte ; mais Manuel Teran, doué de plus de talens que ses adversaires, et d'ailleurs soutenu par seize cents hommes bien armés qu'il commande, avait plus de chances que les autres pour occuper la place de Morelos.

» Les rebelles, quoique tremblans pour leur sort, m'ont envoyé, par l'intermédiaire de la municipalité de Mexico, les dépêches ci-jointes, dans lesquelles Votre Excellence verra qu'ils redemandent Mo-

relos du ton le plus audacieux, alléguant à l'appui de leur réclamation les droits de la guerre et des nations, comme peuple indépendant.

» J'ai traité leurs réclamations avec un silencieux mépris ; elles ne m'ont point empêché d'infliger au coupable Morelos la punition qu'il méritait. Je prie Votre Excellence de remarquer leurs expressions; elles lui peindront le caractère de ces rebelles, la haute opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, la détermination avec laquelle ils agissent, et les espérances qu'ils nourrissent. Par la gazette que je joins à mes dépêches, Votre Excellence verra l'*indulto* que j'ai publié, ce que j'ai fait bien plus pour concilier l'opinion publique au gouvernement que par indulgence pour les rebelles.

» Votre Excellence peut être assurée que cette mesure ne sera pas dangereuse pour la sûreté publique : car, à bien peu d'exceptions près, personne ne voudra avoir recours au pardon offert ; et certainement les principaux chefs et leurs bandes ne poseront pas les armes, dont ils se

servent beaucoup plus pour piller que pour obtenir leur indépendance. Si heureusement, contre mon attente, le nombre de ceux qui se soumettraient était plus considérable, cela prouverait qu'ils renoncent à tout espoir ; et alors nous n'aurions rien à craindre.

» Si le brigadier don J. Moreno Daoiz, gouverneur de Puebla, avait suivi mes ordres, il aurait empêché les rebelles de se réunir encore à Tehuacan, ou bien il les aurait tellement harcelés, que leur plan eût été infructueux : depuis, les rebelles ont mis fin à leurs dissensions civiles, et ils ont formé un gouvernement pour agir de concert avec les bandes qui infestent les routes de Vera-Cruz à Mexico, et avec celles qui agissent sur les côtes de Barlovento ; depuis cette époque aussi, l'infâme Toledo a débarqué avec des forces militaires, et ils ont pénétré jusqu'à Oaxaca, Orizava, Cordova, et plusieurs autres villes dans l'intendance de Puebla. J'envoie à Votre Excellence la proclamation faite par le traître Toledo à son retour du nord de l'Amérique.

» Daoiz n'a pu agir contre les rebelles; parce qu'il lui manquait le corps de troupes employé à l'escorte de l'argent que j'ai fait passer à Vera-Cruz, au commencement du mois dernier. Le brigadier Miyarez garde toujours ces troupes, malgré la promesse de les renvoyer. Quoique Miyarez ait une force considérable sous ses ordres, force qui s'accroît continuellement par les troupes qui se joignent à lui dans les différentes villes où il passe; quoique les rebelles aient évacué, le 8 mai, el puente del Rey, qu'ils avaient fortifié, il ne conserve pas moins les troupes de Daoiz comme une escorte pour lui-même.

» J'envoie à Votre Excellence la dernière dépêche de Miyarez, ainsi que ma réponse, dans laquelle j'ordonne que les troupes soient envoyées sur-le-champ pour protéger les villes d'Orizava et Cordova, où sont déposés les tabacs appartenant au roi, et formant le principal trésor du gouvernement. Par la copie de mes ordres, Votre Excellence verra mes observations sur le plan proposé par Miyarez, d'élever sept forts dans l'espace de vingt-deux lieues, entre

Xalapa et Vera-Cruz. J'entrevois que ces forts ne pourraient exister que durant la sécheresse ; car, lors de la saison des pluies, la terre devient si marécageuse, que les troupes seraient obligées de se retirer : de plus, si le plan de Miyarez était mis à exécution, les troupes, ainsi disséminées à de grandes distances les unes des autres, se trouveraient dans l'impossibilité de poursuivre les rebelles avec succès, ou d'arriver à temps pour protéger la côte, si elle était attaquée, comme on s'y attend.

» Les dernières nouvelles annoncent que Toledo est retourné à la nouvelle Orléans, accompagné des commissaires et des officiers nommés par le premier congrès, et destinés à une expédition dans les provinces intérieures. On dit que Toledo n'a pas eu le courage de se mettre à la tête des troupes dans le voisinage de Vera-Cruz, et qu'il est retourné à Boquilla de Piedra au-devant des renforts de la nouvelle Orléans.

» Je dois informer Votre Excellence que j'ai des nouvelles du nord de l'Amérique, relatives à l'arrivée de J. Bonaparte à Washington, ainsi que de la conduite du

gouvernement des États-Unis, qui paraît disposé à favoriser la révolution dans nos contrées : on me parle également des plaintes faites par notre ministre don L. de Onis, et de la réponse satisfaisante du président; Votre Excellence verra pareillement ma réponse à Onis sur le même sujet. On ne peut pas se fier beaucoup au gouvernement de Washington, intéressé à l'émancipation de ces provinces, et désireux d'y voir créer un gouvernement à l'instar du sien. Je répète à Votre Excellence qu'il est d'une absolue nécessité d'envoyer des croisières sur les côtes de Vera-Cruz, sans préjudice des forces de terre et des habillemens; ceux que l'on fait ici coûtent fort cher, et durent peu. Il ne doit pas être difficile à Votre Excellence d'obtenir de l'Angleterre ce qui est nécessaire; il faut aussi que nous soyons préparés dans le cas où la faction du nord de l'Amérique réaliserait l'invasion qu'elle médite.

» Don N. Arredondo, commandant les provinces intérieures occidentales, m'a informé, dans sa lettre du 13 novembre 1815,

que, sur les frontières de ces provinces et sur les bords de la rivière Sabinas, il existe plusieurs bandes d'insurgés; et ces nouvelles se rapportent parfaitement à celles que j'ai reçues du ministre Onis. Arredondo me prévient que les provinces de son commandement sont sans défense, et qu'il n'a pas les moyens d'y remédier. Malgré les secours que j'ai fréquemment donnés à Arredondo, et l'extrême attention que je porte sur tous les détails, les dépenses de mon armée excèdent de beaucoup les ressources du trésor. Votre Excellence verra les mesures que j'ai prises.

» Je ne peux faire cesser la déplorable position de cette vice-royanté : depuis la révolution, l'autorité du roi n'est pas soutenue avec vigueur, et le relâchement gagne toutes les classes de la société. Le fait suivant en est la preuve. Arredondo avait besoin de mille fusils, je ne pouvais les lui fournir, parce que ceux qu'on fabrique ici ne suffisent pas pour réparer nos pertes en ce genre. En conséquence, j'ordonnai à don J. de la Cruz, commandant de la nueva Gallicia, qui avait reçu quatre

mille fusils, d'en fournir à Arredondo; il n'a jamais exécuté mes ordres; s'il ne les remplit pas, j'appuierai plus expressément sur ce sujet auprès de Votre Excellence.

» A moins que les frontières ou la côte ne soient attaquées, que les Américains du nord ne se déclarent ouvertement pour les insurgés, ou que J. Bonaparte et ses partisans n'obtiennent assez d'argent pour réaliser leur plan, je ne vois pas qu'il y ait à craindre, pour le moment, que l'autorité du roi soit renversée. Depuis l'emprisonnement de Morelos, à l'exception de l'intendance de Puebla, où les principaux chefs des rebelles se sont assemblés, tout le pays jouit d'une certaine tranquillité; néanmoins nous sommes entourés d'innombrables bandes de pillards qui interceptent les communications, et qui arrêtent les travaux de l'agriculture, du commerce et des mines, si nécessaires à la prospérité de ces contrées. Ces bandes ne sont pas assez fortes pour battre des troupes régulières, prendre des villes ou enlever des convois; néanmoins nous n'avons pas les forces nécessaires pour les détruire,

quoiqu'elles soient souvent battues, harcelées et sévèrement punies lorsqu'elles tombent en notre pouvoir, comme votre excellence le verra par les gazettes ci-jointes.

» Que Dieu conserve votre excellence.

» Felix Callejas.

» Mexico, 31 décembre 1815. »

Suit la note du congrès mexicain tenu à Tehuacan, adressée au vice-roi Callejas.

« Les hasards de la guerre ont mis en votre pouvoir don J. M. Morelos, fait prisonnier le 5 de ce mois aux environs de Temalaca, lorsqu'il s'efforçait de protéger la retraite de la représentation nationale. Ces représentans craignent grandement que votre excellence ne veuille pas épargner la vie de cet illustre guerrier, ni même le traiter avec le respect dû à son caractère; nous savons que cette guerre est regardée par votre excellence comme la rébellion de quelques misérables, et non comme la volonté générale et spontanée d'un peuple justement irrité. Vous n'avez

rien négligé pour donner aux nations civilisées cette désavantageuse idée de notre révolution, quoique la continuité de la guerre et le cri universel des peuples qui réclament leur liberté, contredisent votre assertion. Néanmoins, cette représentation nationale manquerait à son devoir, si elle n'implorait pas de votre excellence la conservation de la précieuse vie de don J. M. Morelos, qui est en même temps l'un des principaux guerriers du Mexique, et l'un des membres de notre gouvernement. Nous conjurons votre excellence, au nom de la nation et en considération des cruelles souffrances que cette guerre nous a déjà occasionées, d'épargner la vie de don J. M. Morelos. Nous vous envoyons la proclamation que nous avons dernièrement fait circuler parmi les troupes du Mexique; et nous espérons que votre excellence, qui, dans sa communication du 14 dernier au directeur D. P. de La Fonte, accordait la faveur de l'*indulto* à don J. N. Rocainz, voudra bien, dans la présente occasion,

écouter la voix de l'humanité : nous espérons qu'elle cessera désormais de répandre le sang des habitans de ce pays. La désolation et la mort règnent de toutes parts. Nous avons de notre côté constamment fait preuve de modération. Réfléchissez au crime que vous commettriez en attentant à la vie de Morelos ; sa mort serait un fatal présage pour vous et pour votre parti. Songez aux hasards de la guerre ! réfléchissez aux vicissitudes des empires ! examinez notre situation et nos ressources ! tremblez et craignez la vengeance !... en vous montrant cruel, que pouvez-vous espérer si les hasards de la guerre vous mettent dans nos mains ? vos prisonniers auront-ils le droit d'implorer notre clémence ? voulez-vous nous forcer à nous repentir de la modération que nous avons montrée constamment, malgré notre juste indignation ? enfin, songez que vous et soixante mille Espagnols répondez de la moindre injure faite au généralissime Morelos. Il est cher à tous les Américains, au-delà de toute expression, et votre conduite envers Morelos ne peut être vue avec indiffé-

rence, même par ceux qui ne sont que simples spectateurs de nos combats.

» L. J. SOTERO DE CASTENADA,
président du congrès.

« L. X. ALAS, *président du gouvernement.*

» L. J. M. PONCE DE LÉON, *président de la cour suprême de justice.*

» Thuacan, 17 novembre 1815. »

(*Adressée au général de l'armée d'Espagne.*)

La perte de Morelos entraîna bientôt celle des patriotes : ils se brouillèrent entre eux. Don M. Teran profita de leur dissension pour dissoudre le congrès en décembre 1815. L'autorité suprême fut alors confiée à Teran lui-même, à don E. Y. Alas et à don N. Cumplido. Depuis ce temps, les indépendans ont été constamment vaincus; mais les particularités de la guerre ne sont pas connues.

Le vice-roi Callejas a été remplacé par don Juan R. d'Apodaca, qui, renonçant au plan d'extermination du précédent vice-roi; cherche à gagner l'affection des

Mexicains, au lieu de leur inspirer la terreur. Le succès a couronné cette conduite; et, si nous en croyons les nouvelles qui nous viennent de Vera-Cruz et de la capitale du Mexique, la révolution est finie dans ce quartier.

Néanmoins, une partie des provinces intérieures résiste toujours aux forces royales. Les patriotes qui y sont réunis ont été joints par une expédition sous les ordres du jeune général Mina. Ce général mit à la voile à Liverpool, au mois de mai de l'année dernière 1816, ayant à bord environ sept cents caisses d'armes, quelques officiers et des équipages pour deux mille hommes d'infanterie et cinq cents cavaliers. Il arriva aux États-Unis au mois de juin, augmenta le nombre de ses officiers, acheta encore des armes, et fit voile pour le golfe du Mexique. Cette expédition, durant la traversée, souffrit beaucoup des maladies et du mauvais temps; enfin Mina prit terre à Matagorda, où les habitans, et Aury, commandant des corsaires de ce quartier, se joignirent à lui.

CONCLUSION.

Les nouveaux gouvernemens établis dans l'Amérique espagnole, ne se fiant pas à leurs propres forces pour soutenir leur indépendance, avaient demandé protection à différentes puissances. En 1810, la junte de Caracas députa Don Telesforo Orea, à Wasington; et en 1815 le congrès de la nouvelle Grenade donna pareille mission à don Pedro Gual. Le docteur Herrera y fut envoyé l'année dernière 1816 par le congrès mexicain, ainsi que don Lino de Clemente par le général Bolivar. Le gouvernement de Wasington, quoique évidemment satisfait de cette révolution, ne jugea pas convenable d'envoyer des secours aux indépendans; et, pressé sans doute par l'ambassadeur espagnol Onis, il fit une proclamation le 1er. septembre 1815, ordonnant aux patriotes réunis dans la Louisiane pour une expédition dans le Mexique, de se disperser. Un bill fut également proposé par le président des États-Unis, et il est maintenant passé, pour accorder au gouvernement le pou-

voir d'empêcher la vente des vaisseaux de guerre aux sujets d'aucune autre puissance, ou l'armement et l'équipement, dans les ports des États-Unis, des vaisseaux de guerre destinés à servir contre des nations amies des États-Unis. Les citoyens se sont cependant ouvertement déclarés pour les indépendans, et c'est à leurs secours spécialement que les Mexicains ont dû les moyens de réparer les pertes continuelles qu'ils ont éprouvées.

La junte de Caracas députa don Lopez Mendez et don simon Bolivar pour engager l'Angleterre à soutenir la cause de l'indépendance. En conséquence de cette demande le gouvernement britannique publia en 1810 un décret dans ses possessions de l'Inde occidentale, ordonnant aux îles de conserver une parfaite neutralité entre l'Espagne et l'Amérique espagnole, à condition que les nouveaux gouvernemens agiraient au nom de Ferdinand VII. Après la restauration de Ferdinand, le prince régent conclut un traité de paix avec lui; et dans deux articles ajoutés à ce traité il fut dit : que le

prince régent espérait que Ferdinand rendrait la paix à ses colonies américaines ; et que, se livrant à cet espoir, il s'engageait à ne pas aider les insurgés, et s'efforcerait même d'empêcher ses sujets de leur donner aucun secours.

L'envoyé du gouvernement de Buenos-Ayres, don Manuel Sarratea, et celui du congrès de la nouvelle Grenade, don Josè Maria del Real, ne furent pas plus heureux en 1814, quoiqu'ils fussent chargés de faire des propositions bien avantageuses au commerce britannique ; entre autres choses, un commerce exclusif avec la nouvelle Grenade et Venezuela, pendant vingt ans. Don Jose Maria del Real sollicita plusieurs fois en vain la faveur d'une conférence avec le ministre des affaires étrangères. L'exportation des armes d'Angleterre aux Indes occidentales était permise depuis long-temps, avec de grandes difficultés ; maintenant elle est entièrement prohibée.

Malgré le mécontentement universel existant dans l'Amérique espagnole, contre les Espagnols et leur gouvernement,

mécontentement qui s'accrut lorsque les Espagnols déclarèrent « que l'Amérique espagnole devait partager le sort de l'Espagne, tel qu'il pût être » ; néanmoins il est douteux que l'Amérique espagnole eût commencé une révolution, si le gouvernement britannique n'avait pas solennellement promis de la soutenir. En avançant cette proposition, on fait allusion aux instructions bien connues données, en 1797, à sir Thomas Picton par M. Dundas, alors ministre du département colonial, dans laquelle le gouvernement britannique s'engageait à fournir tous les genres de secours à ceux qui exciteraient la révolte dans le Venezuela. Ces instructions circulèrent dans l'île de la Trinité, et de là passèrent sur le continent; mais elles ne servirent à rien à cette époque, et seraient même tombées dans l'oubli, si le gouvernement britannique n'avait pas encore plus positivement prouvé son intention d'émanciper l'Amérique espagnole, d'abord par l'expédition envoyée à Buenos-Ayres, sous les ordres des généraux Whitelock et Beresford, et

ensuite par l'expédition préparée par le général Miranda contre Venezuela. Cette expédition, qui débarqua en Portugal en 1808, en apparence pour combattre les Français, était en effet destinée à passer dans l'Amérique espagnole sous les ordres de lord Wellesley, qui, accompagné du général Miranda, devait assurer l'indépendance du nouveau continent. Les habitans de l'Amérique espagnole étaient si fortement persuadés que l'Angleterre favorisait leur révolution, qu'au commencement de 1810, personne, pas même les Espagnols, n'avait le plus petit doute à ce sujet. Le mécompte des Américains fut bien grand lorsqu'ils virent la marche suivie par le gouvernement britannique. Ils perdirent beaucoup de leur confiance dans le succès. Néanmoins, comme les mesures de l'Angleterre n'étaient décidément ni pour, ni contre, l'espoir des Américains ne s'éteignit pas entièrement. A cette époque, il fut à regretter que la politique européenne de l'Angleterre l'empêchât de remplir les promesses faites, sous la moindre condition, aux patriotes amé-

ricains : car on ne peut se dissimuler que ces promesses influèrent puissamment sur la révolution des Américains...; révolution durant laquelle plus de trois cent mille personnes ont perdu la vie, et qui, sans l'intervention de l'Angleterre, eût été différée jusqu'à des temps plus favorables, ou conduite par des moyens propres à éviter les horreurs qui désolent maintenant l'Amérique.

La révolution avait commencé depuis deux ans, lors du fatal tremblement de terre de Caracas, qui, regardé comme un fâcheux présage, fit pencher le peuple en faveur du gouvernement royal. La conduite des gouverneurs anglais dans les îles de l'Inde occidentale, dévoila la politique du gouvernement anglais relativement aux indépendans. Pas le plus petit secours ne fut donné à cette époque au peuple de Caracas, et la libéralité seule du congrès des États-Unis sauva le petit nombre des infortunés échappés au tremblement de terre, en les préservant de la famine. Les royalistes reconquirent Venezuela, et portèrent leurs armes triomphantes dans la

nouvelle Grenade, avec un esprit de vengeance égal à l'animosiié de la régence de Cadix envers les Américains méridionaux. Le pays touchait au moment de sa destruction; le gouvernement de la nouvelle Grenade sentit le besoin d'implorer le secours d'une puissance étrangère. Mais à quelle puissance avoir recours? l'Europe semblait à cette époque divisée entre la France et l'Angleterre. Il n'était pas possible de compter sur l'Angleterre, qui semblait invariablement décidée pour la neutralité. De la France seule alors il avait donc raison d'espérer protection. Bonaparte avait en effet deux fois déclaré qu'il voulait seconder les efforts du Nouveau-Monde; et les Américains étaient persuadés que, si telle était sa volonté, il pouvait les pourvoir d'armes et d'officiers; ils n'en demandaient pas davantage. Dans ces circonstances, ils résolurent de renouveler leurs sollicitations auprès des États-Unis d'Amérique; et, en cas de refus, de les adresser au gouvernement français. Cette double mission fut confiée, en 1812, à don M. Palacio-Faxar. Il s'adressa directement à

M. Madisson, alors président des États-Unis d'Amérique, lui fit connaître le danger qui, à cette époque, menaçait la nouvelle Grenade et Venezuela, et lui fit observer que les Américains, abandonnés à eux-mêmes, étaient incapables de résister à l'Espagne. Le président répondit : « que les États-Unis d'Amérique, non pas en alliance, du moins en paix avec l'Espagne, ne pouvaient par conséquent aider les indépendans ; mais que cependant, comme habitans du même continent, ils désiraient sincèrement qu'ils réussissent dans leur entreprise. »

Don M. Palacio-Faxar s'adressa alors à M. Serrurier, ambassadeur de France aux États-Unis, qui le recommanda fortement à sa cour, en l'invitant à s'y adresser. D. P. Faxar suivit ce conseil, et Bonaparte ne trompa point son attente. Tous les arrangemens étaient pris pour donner les secours nécessaires aux Américains, lorsque la bataille de Leipsick eut lieu, et amena la chute totale de Bonaparte.

L'Amérique espagnole n'a point d'alliés pour la soutenir dans la présente lutte ;

mais les partisans de l'indépendance ont considérablement augmenté pendant les sept dernières années. Quelque puisse être l'opinion en Europe sur les forces militaires de l'Espagne, il est certain qu'aidés par la religion et la forme du gouvernement depuis si longtemps établie en Amérique, les Espagnols sont de redoutables ennemis. La nouvelle de l'emprisonnement de la famille royale d'Espagne, loin de produire le moindre désir de révolte, excita un enthousiasme universel en faveur de la mère-patrie. Les Américains méridionaux espéraient que leurs plaintes, depuis si longtemps inutiles, seraient alors écoutées, et qu'on y porterait remède, puisque les rênes du gouvernement se trouvaient dans les mains de leurs compagnons de souffrances : d'ailleurs le ton de bienveillance et de candeur qui régnait dans la proclamation du nouvau gouvernement espagnol dut leur faire concevoir de justes espérances : mais deux ans s'écoulèrent, aucun changement ne s'opéra, et leurs espérances s'évanouirent. La proclamation où don Pedro Cevallos

développait les motifs par lesquels l'Espagne pouvait désavouer les abdications et cessions de Bayonne; le rapport présenté par D. G. Jovellanos à la junte centrale, pour prouver le droit qu'a une nation, dans certains cas, de se révolter contre le gouvernement ; l'établissement des principes de la souveraineté du peuple, proclamés par la junte espagnole, et plus particulièrement le décret du 15 octobre 1809, par lequel la junte centrale déclara les Américains méridionaux égaux en droits aux Espagnols, éclairerent le peuple sur la marche qu'il devait suivre dans les circonstances périlleuses et difficiles où se trouvait la mère-patrie.

Entendant pour la première fois proclamer publiquement les droits de l'homme, et par des Espagnols, les Américains méridionaux devaient écouter avec avidité une pareille doctrine, et saisir la première occasion de la mettre en pratique. La situation de la Péninsule devenait chaque jour plus désespérée ; les armées espagnoles étaient constamment battues, et, ce qui augmentait le mal, la trahison de

leurs généraux, disait-on, causait leur défaite. On accusait le gouvernement de manquer d'énergie; ses membres ne possédaient pas la confiance du peuple; enfin les Français, ayant dispersé l'armée espagnole à Ocana, prirent possession de l'Andalousie, à l'exception de Cadix et de l'île de Léon. Quelques membres de la junte centrale s'assemblèrent dans l'île de Léon, et placèrent leur prétendu pouvoir entre les mains d'une régence qu'ils choisirent eux mêmes. Quel secours l'Amérique espagnole pouvait-elle espérer d'un gouvernement qui possédait à peine un coin de terre pour se retirer? Le premier désir fut d'établir des juntes provinciales, et cette mesure fut adoptée dans le Venezuela, la nouvelle Grenade, le Chili, Buenos-Ayres, et enfin dans le Zitaquara au Mexique. Mais on ne pensait même pas à une rupture avec la mère-patrie. Les Espagnols s'aperçurent, mais trop tard, de l'étendue du mal qu'ils avaient eux mêmes occasioné par leur conduite et leur publication. Il fut donné des ordres pour que nulles gazettes, excepté celle de la

régence, ne fussent apportées en Amérique. Mais le poison avait produit son effet, et cet ordre ne put être un antidote. Des mesures plus conciliantes auraient pu calmer l'esprit de révolte, ou du moins lui donner un caractère moins obstiné; mais, après le décret de la régence qui déclarait Caracas en état de rébellion ouverte, tout espoir d'accommodement fut détruit. Cet événement augmenta le nombre et l'énergie des partisans de la révolution. Dès que l'égalité des droits fut proclamée, dès que le nouveau gouvernement eut aboli les taxes, tributos alcabalas estancas, etc., etc., les Indiens et les races mêlées se déclarèrent pour la révolution

Les cortès auraient pu rappeler les Américains à la fidélité par une conduite conforme aux principes libéraux qu'ils professaient. D'abord ils traitèrent la révolution avec indifférence; ils se montrèrent très-insoucians sur les remontrances faites par les députés de l'Amérique espagnole, députés qu'ils avaient cependant fait nommer eux-mêmes par les

Américains résidant à l'île de Léon, et bientôt ils firent entendre à ces députés que leur partialité et l'illégalité de leur mission étaient trop ouvertement prouvées. Voici un exemple de la conduite des cortès. Il avait été décrété que la constitution formée par eux serait établie au Mexique et à Lima, où l'autorité des cortès étaient reconnue : les vices-rois Abascal et Venegas se conformèrent à ce décret ; mais quelques mois après, chaque jour plus fatigués des observations qu'occasionait la nouvelle publication, ils commencèrent par suspendre la liberté de la presse : quoique ce délit fût considéré par la constitution comme acte de haute trahison, les cortès, loin d'infliger la peine due à une telle infraction, décrétèrent la suspension de la constitution jusqu'à ce que la paix fût entièrement rendue à l'Amérique espagnole.

Le retour de Ferdinand aurait dû la faire renaître : à cette époque, les chefs de la révolution trompés dans leurs espérances, le peuple réduit par les fatigues et la misère à un état d'indifférence et d'apathie, la vénération attachée au nom du roi

subsistant toujours quoique affaiblie, tout semblait faciliter les moyens d'accommodement et de pacification; mais Morillo vint, avec dix mille hommes, apporter à Venezuela la nouvelle de la restauration du roi; et cette mesure nuisit plus à la cause royale que les massacres de Quito, de Barinas, de Barcelona, de Quautla, et de Goanaxoato, plus que les exécutions faites à la Paz, à Santa-Fé de Bogota, à Carthagena, à Puerto-Cabello, Acatita de Bajan, Puruaran, etc. Les Américains méridionaux virent alors clairement qu'ils n'avaient rien à espérer ni de la nation, ni du roi; et c'est réellement à dater de ce moment que la révolution a pris un caractère décidé.

Si l'on avait débarqué trente mille hommes sur les rivages de l'Amérique, lorsqu'on apporta la nouvelle de la restauration du roi, une telle force aurait peut-être suspendu la révolution pour quelques années, quoique cinquante mille hommes même n'eussent pas, à cette époque, effectué ce qu'un bien plus petit nombre aurait fait plus tôt. Mais quel grand

avantage peut-il résulter pour l'Europe, ou même pour l'Espagne, de la nouvelle conquête de ce pays? Si la force royale triomphe, le mécontentement et d'innombrables conspirations seront les conséquences nécessaires du système oppressif que les royalistes ont introduit.

Pour se former une idée du présent état de la révolution, nous devons considérer l'Amérique espagnole comme divisée en trois parties indépendantes l'une de l'autre: 1°. Le Mexique; 2°. le Venezuela et la nouvelle Grenade; 3°. Buenos-Ayres et le Chili.

Au Mexique, les mesures conciliatrices du nouveau vice-roi Apodaca ont ramené la tranquillité dans une grande partie des provinces révoltées; et, si nous devons croire les récits des Espagnols, sans avoir en même temps ceux des patriotes, la révolution est maintenant concentrée dans quelques-unes des provinces intérieures orientales. Une expédition cependant a pris terre sur les rivages du Mexique, près de Tampico, il y a environ quatre mois, sous les ordres du jeune général Mina;

mais ses opérations contre les royalistes ne sont pas connues.

Les îles de Margarita, Guayana, et partie des provinces de Maracaybo, Cumana, Barinas et Caracas sont au pouvoir des indépendans. Le général Bolivar, comme chef suprême, gouverne le pays, et tient sa nomination du congrès, qu'il avait convoqué par une proclamation datée de Margarita le 28 décembre 1816. La nouvelle Grenade est toute au pouvoir des royalistes ; mais les provinces de Popayan et Tunja sont, dit-on, en état d'insurrection. Les troupes indépendantes de la nouvelle Grenade, après la bataille de Cachiri, se retirèrent dans le Venezuela ; elles occupaient au mois de mars dernier la province de Casanare dans la nouvelle Grenade, et partie des provinces de Barinas et de Maracaybo.

Les provinces de Rio de la Plata reconnaissent l'autorité du congrès, excepté *la banda oriental*, qu'Artigas gouverne d'une manière indépendante, quoiqu'il soit maintenant de très-bonne intelligence avec le congrès. Les troupes d'Artigas sont

occupées à repousser les Portugais, et celles du congrès agissent contre les royalistes de Lima, qui ont dernièrement battu en retraite sur Potosi. Don J. M. Puyrredon est à la tête du gouvernement de Buenos-Ayres. Une armée de quatre mille hommes a envahi le Chili sous le commandement du général San-Martin, qui, depuis la bataille de Chacabuco, est devenu entièrement maître de ces provinces.

Les mers américaines sont couvertes de corsaires équipés par les gouvernemens indépendans de Mexico, Venezuela et Buenos-Ayres; la plupart sont sous les ordres immédiats de trois officiers, qui sont Brion de Venezuela, Taylor de Buenos-Ayres, et Aury de Mexico; ils croisent dans le golfe du Mexique, autour des îles de l'Inde occidentale, des Açores, et même devant Cadix.

La situation des armées, l'obstination des deux partis, leurs moyens respectifs, tout pronostique la longue durée de la guerre. L'Espagne fait d'extraordinaires efforts pour recouvrer son autorité, et

plus de quarante mille hommes ont déjà été envoyés dans l'Amérique espagnole depuis le commencement de la révolution. Mais quelle sera l'issue de cette lutte prolongée ? Le deviner n'est pas facile : il paraît cependant raisonnable de supposer que l'esprit d'indépendance est trop généralement répandu dans l'Amérique espagnole, pour qu'on puisse s'y opposer longtemps avec succès d'une distance de deux mille lieues, et dans l'état présent de la monarchie espagnole.

FIN.

On trouve chez le même Libraire :

Tous les Ouvrages nouveaux à mesure qu'ils paraissent, et *aux mêmes prix* qu'ils sont annoncés dans les journaux et sur les catalogues de ses confrères. — Il se charge de les faire parvenir francs de port, ou par les voies qui lui sont indiquées, dans toutes les parties de la France et des pays étrangers.

On s'inscrit généralement chez lui pour tous les Livres annoncés par *souscription*. Il garantit de fournir et de remplir avec exactitude les engagemens pris par les éditeurs.

Il a en nombre, à la disposition des amateurs, toutes les nouvelles éditions de *Voltaire*; celle en douze volumes, ou vingt-quatre parties, à 12 francs le volume. (Il en paraît six volumes.)

Celle de Crapelet, en quarante volumes in-8°., à 6 francs le volume. (Il en paraît huit volumes.)

Celle en cinquante volumes in-12, gros caractère, à 3 francs le volume. (Il en paraît dix volumes.)

Celle en trente-cinq volumes in-12, à 3 francs 50 centimes le volume. (Il en paraît douze volumes.)

Les *Œuvres de Rousseau*; l'édition en huit volumes in 8°., très-bien exécutée (il en paraît sept volumes), à 7 francs le volume; dans un mois l'ouvrage sera complet.

Les mêmes, superbe édition de Didot, en dix-huit volumes in-8°., avec figures, à 6 francs le volume. (Il en paraît sept volumes.)

L'*Histoire de l'Inquisition d'Espagne*, par Llorente, trois volumes in-8°., avec le portrait de l'auteur, à 6 francs 50 cent. le volume. (Il en paraît un volume; les deux autres paraîtront le 20 octobre et le 20 novembre.)

Les *Œuvres de Buffon*, classées par le comte de Lacépède, dix volumes in-8°., avec de très-belles figures, à 15 franc le volume. (il en paraît deux volumes.)

— Le papier vélin, figures coloriées, à 30 francs le volume.

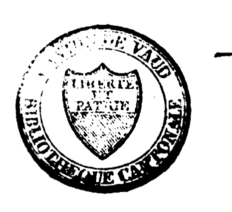
Les Victoires et Conquêtes des Français, huit à dix volumes in-8°., avec cartes et plans, à six francs 50 centimes le volume. (Il en paraît quatre volumes, et on en paye cinq, dont un d'avance, à valoir sur le dernier.)

L'Histoire de France d'Anquetil, en dix volumes in-8., à 6 francs le volume; — et en 15 volumes in-12, à 2 francs 50 cent. (les deux tiers de l'une et de l'autre paraissent.)

Les *Œuvres complètes de Massillon*, ornées de son portrait, quatre volumes in-8°., (Ouvrage terminé.) 30 francs.

Les mêmes en papier vélin, 48 francs.

Les *Œuvres de Cicéron*, 21 volumes in-8°. — Le *Dictionnaire d'histoire naturelle*, vingt sept volumes in-8°., figures. — L'*Histoire des Croisades*, par Michaud, trois volumes in-8°., à 7 francs. — L'*Histoire des guerres de religion*, par Lacretelle, quatre volumes in-8°., 24 francs — Une quantité considérable de Brochures et d'Ouvrages nouveaux en tous genres.



Données Statistiques sur Colombia extraites du rapport du Min. de l'Int. à l'ouverture de la Session du Congrès de 1827.

1/ Il doit y avoir 1 Ecole prim. pour chaque paroisse.

52 suivent la méthode Lancaster.

434 suivent l'ancienne méthode.

2/ 19400 Enfans instruits dans ces écoles.

3/ Dans chaque province, il y aura un Collège — la dépense est fournie par les Couvents n'ayant pas 20 moines; c'est un objet annuel d'environ 20000 dollars.

4/ ~~[illegible]~~ 2. Universités et 20 Collèges en activité — On fait les fonds pour 40 nouvt collèges.

5/ Colombia est divisé en 12 Depts, 37 provinces et 256 cantons.
95 villes.
154 bourgs
1540 Paroisses.
846 annexes.

6/ Population, 2,800000 dont
103892 esclaves
2,696108

Habitans non civilisés, dans les montagnes . . . 204000

7/ 2 Ev. , 84 Prébendaires
892 Curés de total . . . 1694

8/ 54 Couv. d'hommes) 945 moines, dont 432 novices
33 — de femmes) 750 Nones — 1436 novices

